

Supplément Radio-Télévision

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14281 - 6 F

DIMANCHE 6 - LUNDI 7 JANVIER 1991

FONDATEUR : HUBERT BRUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

La rencontre entre M. James Baker et M. Tarek Aziz le 9 janvier à Genève

L'ouverture d'un dialogue entre les Etats-Unis et l'Irak éloigne les risques d'une guerre dans le Golfe

Fin de partie

APRÈS le cliquetis des armes, les tirades de la diplomatie de théâtre : avec la confirmation de la rencontre James Baker-Tarek Aziz, le mercredi 9 janvier à Genève, la crise du Golfe vient d'entrer dans sa phase ultime, celle du dénouement. Bien évidemment ne permet encore d'affirmer avec certitude que la guerre sera évitée.

Rares, pourtant, sont les protagonistes qui souhaitent en découler. Malgré ses redondances incessantes, Saddam Hussein sait qu'il n'a aucune chance face à la plus formidable concentration militaire mise en place par les Etats-Unis depuis la deuxième guerre mondiale. Son régime et lui-même n'y surviendraient pas, même si un conflit ébranlerait plus d'un pays de la région, sans oublier Israël, car on peut faire confiance au maître de Bagdad pour tenter, dans cette hypothèse, de transformer toute l'affaire en une guerre israélo-irakienne.

La meilleure preuve de la non-folie de Saddam Hussein est fournie par son comportement : libération de tous les otages après les avoir utilisés au mieux de ses intérêts pour diviser la coalition qu'il défie, mais surtout extrême prudence sur le terrain, pour éviter de donner le moindre prétexte au déclenchement d'une riposte militaire d'envergure par les Etats-Unis. Cela tient presque du miracle, en effet, que la guerre soit restée psychologique jusqu'à ce jour et qu'aucun incident n'ait eu lieu, aussi bien dans les eaux du Golfe que sur terre ou dans le ciel.

En dépit de toutes leurs proclamations de fermeté, les adversaires de Saddam Hussein ne révoquent nullement de batailles. Les dirigeants israéliens, éoudiens, iraniens et le président Mubarak élimeraient, certes, être débarrassés du géant, mais la décision ne dépend pas d'eux. Quant au président Bush, qui s'applique régulièrement à manifester sa résolution et qui joue sa réélection, il se dit qu'il n'a pas droit à l'erreur. Or les embûches ne manquent pas : à supposer qu'il ait existé au début de la crise, le consensus a volé en éclats aux Etats-Unis, et les adversaires du président, notamment au Congrès, ne se privent pas d'exploiter toutes les bavures d'une guerre, impopulaire avant même d'avoir commencé.

La solidarité européenne, à l'exception peut-être de celle de la Grande-Bretagne, est tissée de la même laine mitée. On en a eu confirmation lors de la réunion, vendredi à Luxembourg, des ministres des Affaires étrangères des Douze : la préoccupation de la plupart des dirigeants européens est plus d'éviter la guerre que d'obtenir pour le 15 janvier un retour au statu quo ante à la Koweït. Reste à savoir quel prix maximum peut se payer la communauté internationale pour conjurer un conflit dont elle ne veut pas ?

C'est toute la question qui va être au centre des discussions, publiques mais aussi secrètes, des prochains jours. La fin de partie sera dure pour la coalition anti-irakienne dont le coraïce Saddam Hussein connaît les faiblesses et les divisions.

L'offre par Washington d'un dialogue de « la dernière chance » ayant été acceptée, vendredi 4 janvier, par Bagdad, MM. James Baker et Tarek Aziz se rencontreront le 9 janvier à Genève. M. Bush a déclaré que l'acceptation irakienne était un « signe encourageant » et a fait un pas en direction de Bagdad en assurant que l'Irak ne serait pas « attaqué » s'il se conforme aux résolutions de l'ONU. Une garantie soutenue par les ministres des Affaires étrangères de la CEE, réunis, vendredi à Luxembourg, at dont une délégation d'ouvrir s'entretenir le 10 janvier avec M. Aziz. L'ouverture d'un dialogue entre les Etats-Unis et l'Irak éloigne les risques d'un affrontement dans le Golfe, et a entraîné une baisse sensible des prix du pétrole.

Lire page 18

Les Douze proposent à M. Tarek Aziz une rencontre le 10 janvier.

par PHILIPPE LEMAITRE.

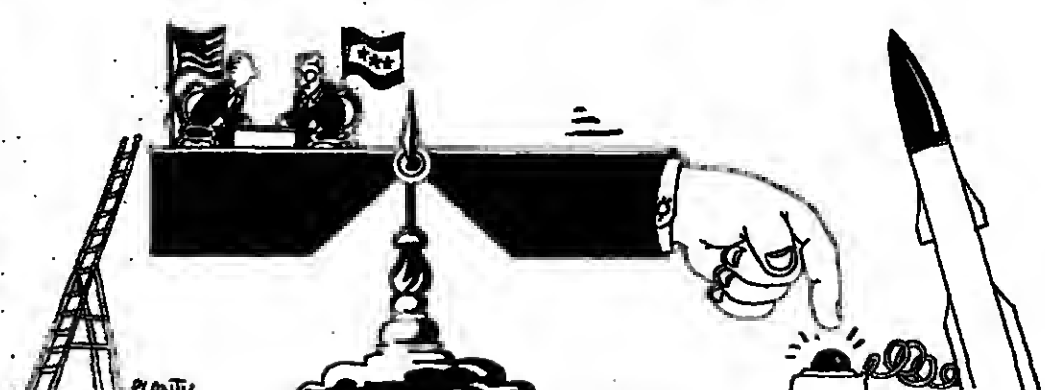
Les sept points du plan français.

Les dirigeants luxembourgeois aux avant-postes.

par JOSÉ-ALAIN FRALON.

M. Mitterrand serait favorable à une réunion du Conseil de sécurité avant le 15 janvier.

pages 3 et 4



Le fameux « dialogue » américain-irakien, dont l'idée hante la scène politique internationale depuis plus d'un mois mais dont on commençait à douter qu'il verrait jamais le jour, aura finalement lieu. Après vingt-quatre heures de réflexion, M. Saddam Hussein a finalement accepté, vendredi 4 janvier, l'offre de rencontre à Genève entre M. James Baker et M. Tarek Aziz, faite la veille par le président Bush. Mais, si l'on s'en tient au seul

discours public tenu par les deux parties, la rencontre du 9 janvier sur les bords du Léman devrait plus ressembler à une succession de monologues qu'à un véritable dialogue. Car Washington et Bagdad affirment aller à Genève pour simplement répéter, sans - officiellement - vouloir revenir dessus, les arguments qu'ils développent depuis le début de la crise.

« L'Irak s'efforcera de savoir si le camp adverse est prêt à instaurer la

paix et la sécurité dans l'ensemble de la région sur la base de la justice », a assuré M. Tarek Aziz, qui a mis ainsi les points sur les « i » : « En tête des questions pour lesquelles la justice est requise, il y a la cause palestinienne et le droit du peuple palestinien à établir un Etat indépendant en Palestine, avec Jérusalem pour capitale. »

VIVES HELLER

Lire la suite page 3

Corse, police et silence

Face à la criminalité, les policiers obtiennent plus de résultats qu'on ne le croit

AJACCIO

de notre envoyé spécial

Le policier corse est quelquefois impatient, désabusé, mais finalement content. Il sait qu'il travaille sous les ordres d'un commissaire nommé ici pour dix-huit ou vingt mois en attendant une prochaine promotion. Il touche à des affaires sensibles où, parfois, le politique se mêle au

judiciaire et vice versa. Il voit des entretiens d'affaires, faute de preuves judiciairement solides ou quelquefois, semble-t-il, de volontarisme professionnel. Il broie du noir dans les moments calmes mais, « dès qu'une affaire éclot, il oublie tout et s'aperçoit que la machine marche ».

Elle marche, ou presque. Car le policier corse sait qu'ici tout est beaucoup plus compliqué qu'ail-

leurs. Il connaît ces violences dont on ne peut imaginer l'intensité. Cet automobiliste qui, vexé d'être victime d'une queue de poisson, riposte en abattant un touriste italien d'un coup de carabine. Ces deux Marocains qui, demandant simplement du travail à un agriculteur, repartent avec une balle dans le dos.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Lire la suite page 6

Les bons comptes des banques allemandes

Malgré le coût de l'unification, 1990 aura été une bonne année pour les établissements financiers d'outre-Rhin

FRANCFORT

correspondance

Pour les banques allemandes, qui, contrairement aux banques américaines, britanniques et japonaises notamment, ont réalisé l'an dernier de belles performances, 1990 aura été marquée avant tout par la réunification des deux Etats. Dès l'entrée en vigueur de l'union économique et monétaire, le 1^{er} juillet, les trois grands établissements de l'Ouest se sont précipités à l'Est afin de s'assurer des parts de marché au moins équivalentes de celles qu'elles détenaient à l'Ouest.

Malgré les coûts, parfois exorbitants, résultant du transfert en un temps record de moyens financiers, technologiques et humains, tous les instituts de crédit ouest-allemands - quel que soit le secteur auquel ils appartiennent, commercial, coopératif ou des caisses d'épargne - ont mis un pied à l'Est. Les implantations se sont faites le plus souvent par le biais de prises de participation dans un établissement local, comme dans le cas de la Deutsche Bank et de la Dresdner Bank, qui se sont partagés les quelque 190 filiales et 12 000 employés de la Deutsche Kredit-

bank, l'émanation commerciale de l'ancienne banque centrale est-allemande. L'autre solution, plus rare parce que plus onéreuse, a consisté à développer un réseau propre de succursales, comme celui mis en place par la Commerzbank sur tout le territoire de l'ex-RDA.

Tous les experts s'accordent pour estimer que les banques ont un rôle déterminant à jouer dans l'intégration des cinq nouveaux Länder. Mais cet effort financier colossal, combiné avec l'incertitude qui règne à l'Est aussi bien au niveau de la propriété, des garanties de risque que en l'absence, de bilan comptable des entre-

prises ou le manque d'instruments comme les effets de commerce pour réescompter les dettes, ne risque-t-il pas, à terme de mettre à rude épreuve le système bancaire allemand, fondé sur le principe de la banque universelle ?

Cette particularité du système allemand où les banques commerciales sont à la fois collectrices de dépôts, prêteuses, prestataires de services et actionnaires s'avère en fait un avantage dans le contexte de la réunification : il leur permet de répartir les risques.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

Lire la suite page 15

HEURES LOCALES

Des communes pleines d'énergie

EDF-GDF n'a pas le monopole de la distribution de l'électricité et du gaz, des communes viennent de s'en souvenir.

● Beaune s'oppose le Goncourt. ● Les Briochins hélent le Taxibus. ● Dossier : le foncier contre les ghettos.

pages 9 à 11

PHILIPPE SEGUIN
LOUIS NAPOLEON LE GRAND
PRINCE DE LA FAMILLE NAPOLEON

Il y a sans doute quelque paradoxe à présenter Louis Napoléon comme un idéologue, lui qui, plus et mieux que quiconque en son temps, a fait du pragmatisme une règle de conduite. Dès ses années de jeunesse, il a dansé sur les fils souples de la diplomatie absolue pour le grand homme public et le savoir s'adapter aux circonstances.

Grasset

POUR LE PLAISIR, TOUT SIMPLEMENT

A L'ETRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 700 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 12 KR ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p ; Irlande, 80 p ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 40 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.800 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde
PUBLICITE

André Fontaine, président
Françoise Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Michèle Desmoussé,
directrice du développement

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F
Tél. : 45-55-94-70 - Société filiale
du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Imprimerie
du « Monde »
12, rue de Valenciennes
94852 IVRY CEDEX (1988)

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et
index du Monde au (1) 40-66-29-33

LE MONDE TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS :
1, PLACE HUBERT-
BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SURSE BESIQUE LUXE	AUTRES PAYS non monnaie CET
1 mois	400 F	571 F	790 F
6 mois	2 300 F	3 426 F	4 740 F
1 an	4 400 F	6 852 F	9 480 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande.
Pour vous abonner
Renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE :
Pour tous renseignements :
Tél. : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou
prévisibles : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Envoyer avec l'abonnement d'écriture tous les
numéros parvenus en retardés d'impression
pp Paris 91 (021 MON 01)

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Directeur de la rédaction :
Daniel Vernet

Administrateurs délégués :
Antoine Griset, Nelly Pétret
Rédacteurs en chef :
Bruno Freppet,
Jacques Anselin,
Jean-Marie Colombani,
Philippe Herremann,
Robert Solé

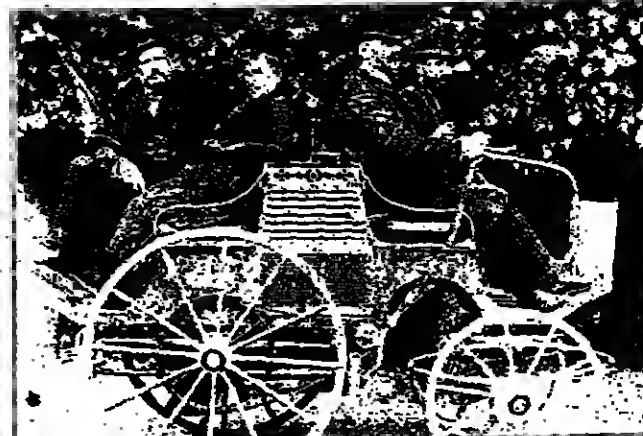
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10

DATES

Il y a cent ans

Le début de l'aventure automobile



Ci-contre, l'abbé Gavois, acquéreur à Troyes de la cinquième automobile commercialisée par Panhard et Levasseur en 1891. Photo prise vers 1920. Ci-dessus, un dos-à-dos, la toute première Panhard et Levasseur. Sur la banquette avant, au premier plan, René Panhard et, à ses côtés, le contremaître Mayade, assistant de Levasseur. À l'avant, Louise Sarazin et son second mari, Emile Levasseur.

EN ce mois de janvier 1891, une des voitures sans chevaux de l'ingénieur Emile Levasseur : quatre places, dos à dos, moteur central Daimler 2 chevaux, deux cylindres en « V », quitte chaque matin en pétaradant l'usine Panhard et Levasseur, avenue d'Ivry à Paris, pour un parcours d'essai sur les boulevards des Maréchaux, en direction de Boulogne.

Jusqu'à présent, la voiture sans chevaux est restée pitoyablement de ces sorties tirées par un cheval. Les passants s'esclaffent. Encore en panne ! Pourtant, ce jour-là, plutôt vers la fin du mois, miracle : le teuf-teuf qui pèse près de 1 tonne boucle 20 kilomètres sans s'arrêter et revient triomphalement à l'usine. Le personnel quitte ateliers et bureaux en hurlant de joie, et le soir même un banquet réunit dans l'usine illuminée ouvriers et patrons. Le modeste véhicule à moteur à pétrole sera le précurseur de toute la locomotion automobile.

Quatre mois plus tard, le 2 avril 1891, la première voiture Peugeot, la N° 2, mue par le même moteur Daimler fabriqué par Panhard et Levasseur (P. & L.) sous licence, roulera à son tour près de Montbéliard. Daimler, le suédois, Levasseur l'obstiné et Armand Peugeot, le lyonnais, ont fait naître l'automobile.

Juste après le dos-à-dos, P. & L. sort une série de cinq voitures à deux places « type 2 ». Moins lourde (735 kilos) et avec le moteur à l'avant, elle est baptisée le « crabe » (1), car ennemie de la ligne droite.

L'eau de refroidissement
dans le châssis

En cette année 1891, deux industriels français se lancent donc les premiers dans la construction des automobiles, les font rouler et les vendent. « Vous êtes le père de l'automobile », dira Daimler à Levasseur. Curieusement, en effet, alors que les moteurs allemands conçus par l'ingénieur Gottfried Daimler et son assistant Wilhelm Maybach sont les seuls valables à l'époque, en Allemagne, aucun industriel ne s'intéresse au véhicule automobile. La création de l'automobile se joue donc en France entre 1888 et 1890 à l'intérieur d'un cercle restreint : Daimler-Peugeot-Panhard-Levasseur (les trois Français sont des condisciples de l'Ecole centrale et en relations d'affaires) avec, pour entrepreneur, un ingénieur belge d'origine cénolite : Edouard Sarazin.

Les premières Peugeot sont très différentes des premières P. & L. et surtout plus légères, avec leurs 400 kilos. Si la Panhard ressemble encore à une calèche avec ses roues en bois cerclées de fer, la Peugeot innove totalement en empruntant ses éléments à la « technique cycle », dont son châssis en tubes... qui contient l'eau de refroidissement. Ses roues

légères à bandages en caoutchouc lui donnent une allure aérobalistique. Chez Peugeot, un tri-cyclo à vapeur, réalisé avec le concours du fameux vaporeur Léon Serpollet, restera le « type 1 ». Cependant, très déçu par le véhicule à vapeur, trop lourd et d'un usage difficile, Armand Peugeot, qui veut à tout prix construire des véhicules routiers légers et rapides, a porté ses espoirs sur le moteur à « gazoline ». Il trouvera sur son chemin Levasseur et Daimler.

Sarazin meurt en 1887, mais son épouse Louise, une petite Méridionale énergique, le remplacera efficacement. Si Sarazin n'a pu convaincre Levasseur de fabriquer le moteur Daimler, Louise y réussira... Il faut dire que l'austère Emile-Levasseur tombe amoureux, à quarante-cinq ans, de Louise, la veuve de quarante et un ans ! En octobre 1888, une aventure technico-sentimentale commence... Louise emmène un beau jour son Emile chez Daimler, à Cannstatt, près de Stuttgart. Au retour, Levasseur est conquis par Daimler, Maybach et leur moteur, mais aussi par Louise : ils sont fiancés ! Et sur ce, Levasseur s'engage à construire le moteur allemand sous licence. Mais à qui le vendra ? Levasseur pense immédiatement à Armand Peugeot, et il organise chez lui, à Valentigney, en décembre 1888, une rencontre avec Daimler qui présente une calèche propulsée par son moteur. Peugeot est ravi mais prudent, et il n'achète que deux moteurs Daimler fabriqués par P. & L., et il demande à Daimler de lui construire un prototype de véhicule léger utilisant la « technique cycle ». L'automobile est lancée.

Dès janvier 1889, Daimler se met donc au travail avec la collaboration du fabricant de cycles Neckarsulm. La première Peugeot à pétrole sera donc la version améliorée du tri-cyclo de Daimler, la Stahlradwagen (véhicule à roues d'acier) (2) que Peugeot, lui-même fabricant de cycles, n'aura pas de mal à imiter. Ingénieur et inventeur mais ne possédant qu'un modeste atelier de recherche, Daimler n'a en effet d'autre choix pour porter que la vente de licences à des industriels bien établis. Levasseur, lui, n'a pas la fibre automobile, et, comme Daimler, il vise surtout pour ses futurs moteurs la clientèle des milliers d'artisans qui travaillent le bois ou le fer. Louise signe avec Daimler, en février 1889, un contrat qui lui assure la distribution des moteurs Daimler en France à des conditions avantageuses. Elle aurait évidemment avantage à ce que P. & L. fabrique le plus grand nombre de moteurs, mais Levasseur se refuse toujours à construire des automobiles.

L'exposition universelle, qui s'ouvre en mai 1889 autour d'une tour Eiffel toute neuve, consacre le triomphe de l'électricité, du téléphone et du chemin de fer. Les moteurs

Daimler y sont présents mais passent inaperçus. Ils animent pourtant un tramway miniature, un groupe électrogène et deux canots que les grands fils de Daimler font naviguer sur la Seine. Quant au tri-cyclo à moteur deux temps d'un certain Karl Benz, il n'a pas davantage de succès. Le Stahlradwagen arrive chez P. & L. en octobre, trop tard pour l'exposition, mais il roule à 8 kilomètres à l'heure et ravit le clan Peugeot-Levasseur-Sarazin-Panhard. En mars 1890, P. & L. livre à Peugeot deux moteurs Daimler qu'il vient de fabriquer. A Audincourt, l'ingénieur Louis Rigoulot commence la construction de la Peugeot N° 2. Le 17 mai 1890, Emile épouse Louise à Etretat, et, dès son retour à l'usine, il demande qu'on lui garde un moteur deux chevaux et annonce une grande œuvre (armée par Louise sur l'oreiller) : il a décidé de construire des voitures ! Victoire totale pour Louise.

Pendant l'automne de 1890, Peugeot renvoie un moteur recalculant à P. & L. pour révision. Levasseur construit le dos-à-dos, la voiture deux places, qui tournera en rond dans la cour de l'usine... en attendant la sortie triomphale de janvier 1891.

La « queue
de vache »

Malgré leur poids élevé et leur maigre puissance, les premières automobiles vont accomplir des exploits. Dès juillet 1891, Levasseur, sur un dos-à-dos, va de Paris à Etretat : 225 kilomètres à 10 kilomètres à l'heure « avec une seule panne ». En septembre, une Peugeot type 3 (3), partie de Valentigney, suit la course cycliste Paris-Brest-Paris et retourne à Valentigney : 2 047 kilomètres en 139 heures à 14,7 kilomètres à l'heure de moyenne. Les premières voitures trouvent des clients qui paient très cher le privilège d'être les premiers automobilistes : 6 300 francs pour un vis-à-vis Peugeot (le salaire d'un ouvrier est de 5 francs par jour). En 1892, Peugeot vend vingt-neuf voitures et P. & L. dix-neuf. En juillet 1894, entre boulangisme et affaire Dreyfus, une Panhard et une Peugeot sont classées premières ex æquo du premier Concours de voitures sans chevaux disputé sur Paris-Rouen et à l'issue duquel le moteur à pétrole fait ses preuves face aux véhicules à vapeur. On s'interroge soudain sur l'avenir du nouveau véhicule. Pour l'illustration, « la voiture mécanique sera un élément complémentaire des transports par voie ferrée ». Le Génie civil estime que « le nouveau véhicule aura pour effet de modifier profondément nos habitudes de locomotion et aussi l'industrie des transports ». Un certain André Michelin croit qu'une fois chaussée de pneumatiques, « l'auto supplantera le cheval ».

D'autres encore la voient dans les villes pour concurrencer les fiacres « lents, pleins de puces et dont les cochers sont grossiers ». Aucun des grands esprits de l'époque, pas plus d'ailleurs que les Peugeot ou Panhard, ne mesure les bouleversements que le moteur à essence et l'automobile vont provoquer dans les domaines des transports, des industries, de l'agriculture, de la navigation, de la guerre et de l'aviation.

Conduire ces premières voitures n'est pourtant pas chose aisée : freinage insuffisant ou brutal, suspensions ultra-sèches, direction imprécise, fortes trépidations, bruit, fumées écumantes. Il faut une rude poigne pour tenir la « queue de vache » (le volant ne viendra qu'en 1894). Le carburateur est à mâcher, à lécher, à barboter ou enfin à piocher, et sa cuve, contenant 1,3 litre, fait office... de réservoir. Seule la partie la plus volatile de l'essence — importée de Bakou — est utilisable, et au bout d'un moment l'essence lourde qui reste doit être vidée... dans le ruisseau ou le fossé. Le « chauffeur » a deux ou trois manettes pour régler correctement le mélange air-essence. « Il fallait bien de la science pour avoir une bonne carburation », rapporte un vétéran, qui avoue : « L'auto ? On était plus souvent dessous que dessus ». C'est l'époque héroïque où les sportsmen-conducteurs portent des paons de brique et de grosses lunettes sur leurs casquettes de tweed, visière sur la nuque, tandis que leurs téméraires compagnes s'enveloppent de grands voiles contre la poussière des routes. Sur son passage le teuf-teuf frappe de panique bipèdes et quadrupèdes provoquant fuite éperdue ou poursuite furieuse.

« L'automobile a marqué les temps modernes comme aucun autre produit ne l'a fait », écrit Werner Breitschwerdt, ancien président de Daimler-Benz. Elle a modifié profondément les structures économiques et sociales. Elle a fortement stimulé l'imaginaire et l'activité humaine. Nous lui devons cette mobilité qui nous apparaît aujourd'hui presque évidente et dont il y a un siècle on n'osait à peine rêver.

Aujourd'hui, alors que les chars à pétrole de tous tonnages se font envahissants, devons-nous encore tresser des couronnes aux fous roulants barbus de 1891 ou les accuserons-nous d'avoir joué les apprentis sorciers ?

PAUL NORMAND

(1) Le « crabe » est visible au Musée de la voiture de Compiegne.
(2) Le « Stahlradwagen » figure au Musée Daimler-Benz de Stuttgart.
(3) Un vis-à-vis « type 3 » de 1891 est la plus ancienne voiture du Musée Peugeot de Sochaux.

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

MICHEL

NOIR

MAIRE DE LYON

animé par
Olivier MAZEROLLE

en direct sur

RTL

avec André PASSERON
et Bruno CAUSSE (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Robert DARANC (RTL)

LA CRISE DU GOLFE

La multiplication des initiatives diplomatiques

Les Douze proposent à M. Tarek Aziz une rencontre le 10 janvier

Les Douze vont inviter M. Tarek Aziz à rencontrer la «trouille» européenne le 10 janvier à Luxembourg, au lendemain de son rendez-vous avec M. James Baker (1). Ces entretiens seront préparés en étroite concertation avec les États-Unis mais aussi avec les pays arabes directement concernés. Le communiqué adopté par les douze ministres des affaires étrangères, vendredi 4 janvier à Luxembourg, indique que, en cas de retrait du Koweït, «l'Irak devrait recevoir l'assurance qu'il ne fera pas l'objet d'une intervention militaire». Il ajoute que, dans l'hypothèse où l'Irak se plierait aux résolutions du Conseil de sécurité, la Communauté et ses États membres «confirment leur engagement à contribuer activement au règlement des autres problèmes de la région.

LUXEMBOURG
de notre envoyé spécial

«L'avis est ouvert avec un peu plus d'espoir que précédemment à une solution pacifique de la crise», a déclaré M. Roland Dumas, à l'issue de la réunion de Luxembourg. La dépêche annonçant que, conformément à l'offre américaine, M. Tarek Aziz rencontrerait, le 9 janvier, M. James Baker à Genève est fort

opportuniste «lombée» à Luxembourg en fin d'après-midi, en pleine réunion. Elle aura égaré aux Douze une situation diplomatiquement inconfortable au cas où Bagdad aurait rejeté la proposition du président George Bush.

C'est sur ce point sensible du principe même de la rencontre qu'avait porté jusqu'alors le débat. Une majorité d'États membres estimait avec la France qu'une démarche autonome de la CEE devrait en toute hypothèse avoir lieu.

Le Royaume-Uni, et surtout les Pays-Bas, champions de la fermeté, estimaient que le rendez-vous européen ne devrait pas avoir lieu si l'offre américaine échouait.

Des garanties de non-agression

Un compromis avait été trouvé avant que ne tombent les nouvelles de Bagdad : 1) la Communauté invitait M. Tarek Aziz, sans faire de référence au projet d'entente irako-américain ; 2) Cet entretien serait préparé en concertation avec les États-Unis ; 3) Dans le cas où l'Irak refuserait de dialoguer avec les Américains, les Douze se gardaient la liberté d'avis, quant à la démarche à suivre.

Accord ambigu mais accord tout de même entre les Douze, qui, malgré «leur sensibilité différente», étaient venus à Luxembourg avec le sentiment «d'une obligation de résultat très forte» comme l'observait M. Jacques Delors, le président de la Com-

mission européenne. Au début de la réunion, M. Roland Dumas a présenté un plan en sept points, s'inspirant des idées développées à plusieurs reprises par M. François Mitterrand. Il a pris ainsi le rôle du courant partisan - sans rien lâcher sur l'essentiel (le retrait des troupes irakiennes du Koweït) - de trouver pour M. Saddam Hussein le moyen de sauver la face et d'ouvrir des perspectives pouvant être considérées comme positives par le président irakien comme par l'ensemble du monde arabe.

«L'Irak, expliquait notamment le ministre français, doit respecter la volonté du Conseil de sécurité en annonçant sa décision d'évacuer le Koweït... Une fois cette évacuation acquiescée, le terrain serait libre pour que l'ensemble des problèmes du Moyen-Orient soient examinés par une ou deux conférences internationales». Bref, ce n'est plus une retraite précipitée, au goût de défilé, qui est réclamée à l'Irak, mais un départ ordonné, programmé au-delà du 15 janvier.

«Je n'ai pas rencontré d'hostilités à l'égard des procédures proposées par la France. Si l'intention de quitter le Koweït était clairement proclamée, ce serait un élément nouveau qui modifierait la situation dans le Golfe, et il serait difficile alors d'imaginer une utilisation de la force armée comme si rien ne s'était passé», a encore déclaré M. Dumas.

De fait, M. Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office, a implicitement accepté cette idée de retrait

ordonné et progressif, même s'il l'a assortie d'un avertissement : «Une telle annonce, a-t-il souligné, ne prouverait pas indéfiniment l'Irak».

M. Dumas s'est félicité que les Douze, précédés ainsi de peu les Américains, aient retenu l'idée que des garanties de non-agression devraient être fournies à l'Irak dans le cas où il se plierait aux résolutions du Conseil de sécurité. «Il semble que cette préoccupation soit sérieuse chez les Irakiens. Ils croient souvent que, au sein de la coalition, on mène le souci d'une évacuation du Koweït de fin à l'Irak. Il fallait répondre à ces préoccupations».

Quant à l'avenir, à l'après-crise comme on dit, les Douze, donnant ainsi satisfaction à la France, y font référence, ce qui est nouveau. Tout en affirmant, «crashé-juré», qu'il faut garder séparés les deux problèmes - la crise du Golfe et le dossier palestinien - qu'il ne peut y avoir de lien entre le départ des troupes irakiennes du Koweït et la réunion d'une conférence internationale, notamment sur la Palestine, ils établissent cependant bel et bien un lien implicite. Il reste à savoir si Américains et Irakiens sont disposés à saisir la perche de ce plan de paix.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) La «trouille» est composée du ministre des affaires étrangères du Luxembourg, pays qui exerce le secrétariat de la Communauté, de l'Italie, qui présidait le sommet précédent, et de la France, qui présidera durant la seconde moitié de 1991.

M. Mitterrand se dit favorable à une réunion du Conseil de sécurité avant le 15 janvier

Évoquant la crise du Golfe au cours de la cérémonie des vœux de la presse, vendredi 4 janvier à l'Élysée, M. François Mitterrand a notamment souhaité que le Conseil de sécurité des Nations unies se réunisse avant le 15 janvier.

«Ce serait bien que le Conseil de sécurité se réunisse, car avant de déclencher ce qui sera une guerre contre l'Irak, mieux vaut rassembler tout les éléments du moment», a déclaré le président de la République. De son côté, à Luxembourg, M. Roland Dumas a estimé que l'engagement par l'Irak d'un retrait du Koweït, assorti d'un calendrier, rentrait en question l'échéance du 15 janvier, et ajouta que, dans une telle hypothèse, la France «ne serait pas contre» une convocation du Conseil de sécurité pour modifier éventuellement l'ultimatum du 15 janvier.

Le président de la République a de son côté précisé : «S'il y avait annonce d'intention [par M. Saddam Hussein, de se retirer du Koweït] cela devrait être assorti d'un certain nombre de propositions concrètes, et non pas une vague intention lorraine à la cantonade. Mais le temps qui passe réduit de plus en plus la souplesse du mouvement et, en effet, il y a de la différence du tout entre l'intention de l'action et l'action. Je pense que si [le président irakien] avait saisi au rebond, s'il le faisait encore maintenant, ce serait la situation serait considérablement changée (...). Il doit y avoir une intention claire d'une évacuation complète, programmée, aux échéances contrôlées».

«Personne ne dicte ses lois à la France»

M. Mitterrand a annoncé qu'il s'entreferait mardi prochain avec le secrétaire d'État américain, M. James Baker, avant que ce dernier n'aille rencontrer M. Tarek Aziz à Genève. Comme il l'avait fait lors de sa dernière conférence de presse, il a souligné que l'assurance devait être donnée à l'Irak qu'il n'y aurait pas la guerre s'il se pliait aux résolutions du Conseil de sécurité. A ceux qui s'inquiètent du maintien de la puissance militaire irakienne en cas de règlement pacifique de la crise, il a indiqué : «Je ne suis pas favorable à une guerre préventive». Le mandat des Nations unies ne la prévoit pas, et «la France ne veut pas détruire l'Irak», a-t-il ajouté. Il a rappelé enfin qu'il était favorable, après la restauration de la souveraineté du Koweït, à la tenue d'une conférence internationale sur le problème irako-arabe «le plus tôt

Les sept points du plan français présenté à Luxembourg

Voici les sept points du plan français au sujet de la crise du Golfe, présenté à la réunion de Luxembourg :

1. L'Irak doit respecter les résolutions de l'ONU et annoncer sa décision d'évacuer le Koweït avant le 15 janvier.
2. Il faut notifier à Bagdad qu'une fois cette décision acquiescée aucune attaque ne sera menée contre l'Irak.
3. Une fois l'évacuation acquiescée, le terrain serait libre pour l'examen de toutes les questions touchant les problèmes du Moyen-Orient, dans le cadre d'une, ou de deux conférences internationales.
4. Les Douze doivent inviter M. Tarek Aziz à rencontrer M. James Baker «à la première

date possible, si possible largement avant le 15 janvier».

5. La CEE devrait saluer l'initiative de M. George Bush.

6. Le «troïka» européenne, composée des présidences actuelles (le Luxembourg), passée (l'Italie) et à venir (les Pays-Bas) de la CEE, devrait prendre contact avant le 15 janvier avec la Yougoslavie (qui assure la présidence du mouvement des non-alignés et qui a lancé une initiative séparée), les pays arabes concernés et la secrétaire générale des Nations unies.

7. Il faudra étudier plus tard une solution pour la sécurité dans la région en s'inspirant de ce que les Européens ont réalisé dans le cadre de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), qui regroupe tous les pays européens. (Rueiter.)

L'ouverture du dialogue Etats-Unis - Irak

Suite de la première page

Il s'agit là du «lien» entre la crise du Golfe et la question palestinienne, auquel s'accroche Bagdad mais qui est totalement refusé par Washington - un refus qu'a encore réitéré M. Bush, vendredi, en déclarant qu'il rejeterait toute tentative des Irakiens d'imposer un tel lien. Or le ministre des affaires étrangères de M. Saddam Hussein a précisé que Bagdad a fait savoir aux Américains sa volonté de s'en tenir à un règlement global en même temps que la réponse positive sur le dialogue genevois. Et M. Tarek Aziz d'indiquer qu'il dira à son homologue américain «le refus du langage de la menace pratiqué par Washington» et qu'il insistera sur «les droits de l'Irak et sa détermination à les défendre».

Un pas «positif» et «utile»

En dépit de cette rigidité apparente, la Maison Blanche a immédiatement fait savoir qu'elle voyait dans l'acceptation irakienne de l'offre américaine «un signe encourageant» de la disposition de Bagdad à «discuter». Pourtant, M. Bush avait été non moins clair que l'Irak sur ses intentions lorsqu'il avait lancé son offre, jeudi. «Pas de négociations, pas de compromis, pas de tentatives pour sauver la face et pas de prime à l'agression», avait-il souligné, tandis que l'un de ses porte-parole faisait savoir que le seul message dont M. Baker serait porteur serait un message de «fermeté». Le secrétaire d'État lui-même n'avait cessé, parallèlement, de braver la menace du «bâton» au cas où M. Saddam Hussein persévérerait dans son refus d'évacuer le Koweït.

Cependant, tout en soulignant qu'il n'y aura pas de règlement global pour l'ensemble du Proche et du Moyen-Orient, le président Bush a estimé que l'ac-

ception irakienne était on pas «positif» et «utile», et il a émis l'espoir qu'elle était le signe que Saddam Hussein comprenait «la gravité de la situation». Il a, en outre, fourni à ce dernier une importante garantie, qui ne devrait pas manquer de rassurer les Irakiens : «S'ils observent totalement [les résolutions de l'ONU], ils ne seront pas attaqués». Une assurance qu'avait déjà donnée M. Baker avant que ce soit connue la réponse de Bagdad.

Un marathon diplomatique

Homme «tout à fait persuasif», tel que le décrit le président Bush, M. Baker va engager, à partir de dimanche, un véritable marathon de consultations qui le fera visiter neuf pays d'Europe et du Proche-Orient en une semaine, la rencontre avec son homologue irakien étant programmée pour mercredi prochain. M. Baker arrivera donc dimanche soir à Londres, où il rencontrera lundi le secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd, le président en exercice du conseil des ministres de la CEE, M. Jacques Poos, et le secrétaire général de l'OTAN, Manfred Woerner. Mercredi, il s'entretiendra successivement à Paris, pour s'entretenir avec le président Mitterrand, à Bonn, pour rencontrer le chancelier Helmut Kohl et son ministre des affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher, avant de se rendre à Genève, temps fort de sa tournée puisque c'est là que se déroulera la «dernière tentative pour faire les derniers pas vers la paix».

Après son entrevue avec M. Tarek Aziz, le secrétaire d'État se rendra à Ankara et à Riyad. Après une escale vendredi à Abou-Dabi, il rendra visite au gouvernement koweïtien en exil en Arabie saoudite et sera attendu dans la soirée au Caire - qui a salué, tout comme Moscou, l'instauration d'un dialogue direct américano-irakien. Samedi, après des entretiens avec le président Hosni Moubarak et le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Esmat Abdel Meguid, il se rendra en Syrie avant de rejoindre Londres. Il y verra dimanche le premier ministre John Major et regagnera Washington dans la soirée. Il ne restera, alors, plus que deux jours avant l'échéance du 15 janvier, date à laquelle les États-Unis et leurs alliés seront en droit d'utiliser la force pour chasser les Irakiens du Koweït.

L'approche de cette échéance devait, d'ores et déjà, faire l'objet d'entretiens, samedi, entre M. Bush et le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, qui a manifesté ces jours-ci les craintes que lui inspirait la «psychose de guerre» qui se développe actuellement, selon lui. Jeudi dernier, M. Pérez de Cuellar avait évoqué la possibilité d'une réunion du Conseil de sécurité avant le 15 janvier. Vendredi, M. Bush avait estimé qu'une nouvelle action de l'ONU n'était pas utile.

YVES HELLER

Les dirigeants luxembourgeois aux avant-postes Les «frères Jacques»

«Nous ne sommes peut-être pas vraiment adaptés à ce genre de responsabilités», fait observer un haut fonctionnaire luxembourgeois en faisant allusion au rôle crucial que les diplomates du grand-duché vont être amenés à jouer sur une scène internationale particulièrement agitée.

Le Luxembourg occupant jusqu'à présent la présidence de la Communauté européenne, MM. Jacques Santar, le premier ministre, et Jacques Poos, le ministre des affaires étrangères, se trouvent investis d'une lourde responsabilité.

A eux deux, ils tracent d'ailleurs un nombre impressionnant de maroquins puisque M. Jacques Santar est aussi ministre d'État, ministre du Trésor et ministre des affaires culturelles. M. Jacques Poos, pour sa part, en plus des affaires étrangères, est vice-premier ministre, ministre du commerce extérieur, de la coopération et de la force publique. Mis à part cette boulimie ministérielle propre à un très petit pays, les «frères Jacques», comme les appellent leurs compatriotes, sont profondément différents.

M. Jacques Santar, cinquantetrois ans, est considéré comme un homme enraciné dans le terrain luxembourgeois et particulièrement à l'aise dans les arènes de la politique locale. Type même du notable, il est passé par tous les échelons du Parti chrétien-social avant de devenir premier ministre en 1984.

Avocat à la cour d'appel, il passe avant tout pour un pragmat-

ique et un homme de bon sens. «Il ne connaît pas tous les dossiers, mais, quand il en connaît un, il le connaît bien !», dit de lui un de ses amis politiques, avant d'ajouter : «Quant aux sujets européens, il s'y intéresse, bien entendu, mais surtout quand ils concernent le Luxembourg». Il défend ainsi bec et ongles le rôle de la ville de Luxembourg comme siège de certaines institutions européennes.

M. Jacques Poos est une personnalité plus controversée. Cet économiste de cinquante-cinq ans a été successivement directeur du quotidien Tageblatt, ministre des finances en 1976, directeur de la Banque continentale du Luxembourg, puis, en 1982, directeur de Paribas-Luxembourg.

M. Poos est membre du comité directeur du Parti ouvrier socialiste luxembourgeois (PSOL), mais fait aussi partie de la «commission de l'Association des banques et banquiers pour la promotion de la place financière de Luxembourg». Il était déjà ministre des affaires étrangères lors de la dernière présidence luxembourgeoise de la CEE, en 1985, elle aussi chargée puisque s'y préparait l'Acte unique.

Il a eu plus récemment d'éprouvés démentis avec M. Jacques Delors, notamment lorsque la Commission européenne tenta, en vain, de mettre fin à un certain nombre de privilèges dont jouissait la place financière de Luxembourg.

JOSE-ALAIN FRALON

Une entreprise française dans l'impossibilité de livrer à Ryad des masques à gaz

Une petite entreprise française a dû éconduire, il y a environ un mois, les Saoudiens, malgré une commande alléchante : deux millions de masques anti-pollution. C'est que le délai demandé par Ryad était trop court. La société Giffard a pourtant une compétence certaine en la matière, puisqu'elle a livré 200 000 masques de ce type, en 1988 et au début de 1989, à l'Irak.

«Ces masques filtrants, d'un coût d'environ 50 F pièce (10 dollars), permettent de résister 5 à 10 minutes dans une atmosphère contaminée par des gaz», a précisé M. Pierre Philippot, directeur de cette entreprise, dont la production annuelle ne dépasse pas un million d'unités.

Washington ajourne une importante vente d'armes à l'Arabie saoudite

Le gouvernement américain a annoncé, vendredi 4 janvier, qu'il avait renoncé temporairement à une vente d'armes de plusieurs milliards de dollars à l'Arabie saoudite.

La décision a été prise en accord avec Ryad, pour mieux étudier les besoins en armes de l'Arabie saoudite. «Je compris en fonction de la situation après la crise» du Golfe, a déclaré le porte-parole du département d'État, M. Richard Boucher. «Nous sommes convenus que le règlement de la crise du Golfe est notre priorité numéro un», a-t-il ajouté.

La décision semble cependant répondre à l'opposition du Congrès, du lobby pro-israélien et de certains responsables du département d'État. (AFP.)

La France négocie la vente à Oman de trois frégates lance-missiles

Dans un entretien avec l'hebdomadaire spécialisé Air et Cosmos, M. Jean-Claude Sampaix, président-directeur général de la société SOFRESA, qui exporte des armements pour le compte de l'État français, révèle que la France négocie la vente au sultanat d'Oman, dans le Golfe, de trois frégates équipées de missiles surface-surface et surface-air. Ces bâtiments sont destinés à protéger la zone économique exclusive, d'île des 200 milles (360 kilomètres), sur laquelle le pays riverain peut exercer une certaine souveraineté.

M. Sampaix précise que ces bateaux, déplaçant environ 3 000 tonnes à pleine charge, pourraient recevoir, outre un hélicoptère anti-navires Exocet MM.40 de l'Aérospatiale et des missiles anti-aériens (qui seraient soit des Crotales, soit des Mistral) de Matra.

Depuis sa création en 1974, la SOFRESA a exporté, tous matériels confondus, pour près de 170 milliards de francs (valeur 1990) d'armements français au Proche-Orient, qui est sa zone de prospection des marchés. Cette société est le premier fournisseur français (le Monde du 30 novembre 1990) en Arabie saoudite en matière d'équipements aéroterrestres et navals.

EUROPE

GRÈCE : les conséquences du scandale Koskotas

Le procès de M. Papandréou et de trois anciens ministres socialistes s'ouvrira au mois de mars

La président de la Cour suprême grecque, M. Vassilis Kokkino, a fixé au lundi 11 mars l'ouverture du procès de l'ex-premier ministre socialiste et actuel président du PASOK, M. Andreas Papandréou, et de trois de ses anciens ministres pour leur rôle dans le scandale politico-financier provoqué par le banquier-asec Georgea Koskotas. L'affaire avait éclaté durant l'automne 1988, secoué le monde politique grec, et entraîné la défaite des socialistes aux élections de juin 1989, après huit années de pouvoir sans partage.

ATHÈNES

de notre correspondant

Le procès se déroulera devant une cour spéciale. M. Papandréou est notamment accusé de « complicité morale », de « corruption passive » et d'avoir « accepté de l'ar-

gent frauduleux ». L'ancien vice-premier ministre et ministre de la justice, M. Agamemnon Koutsorgas, est accusé d'avoir reçu des « pots-de-vin » d'un montant de 2 millions de dollars pour avoir fait voter une loi sur le secret bancaire favorisant les affaires illicites de Georgea Koskotas. M. Georges Petros, ancien ministre des transports et des communications, est soupçonné également d'avoir touché de l'argent pour l'aide qu'il aurait fournie au banquier. Quant à l'ex-ministre des finances, M. Dimitris Tsoulas, il est soupçonné d'avoir couvert le scandale.

Autre accusé, l'ancien ministre de l'économie, M. Penayotis Roumeliotis, actuellement député socialiste au Parlement de Strasbourg, sera jugé par une autre cour si son immunité parlementaire est levée à la demande de la justice grecque.

Les conservateurs de la Nouvelle Démocratie et les communistes de la Coalition de la gauche et du progrès avaient formé un gouvernement d'union après les élections de juin 1989, afin d'« épurer » la

vie politique nationale des scandales socialistes. Ce gouvernement est resté en place pendant trois mois, le temps de permettre au Parlement de former trois cours spéciales, la plus importante devant traiter l'affaire Koskotas. L'instruction menée par le juge Spyros Spyrou a duré plus d'un an. L'accusation comprend trois députés - deux conservateurs et un communiste, - qui jouent le rôle de procureurs.

« Chasse aux sorcières »

M. Papandréou a dénoncé immédiatement une opération de « chasse aux sorcières ». Il a rejeté toute implication personnelle dans le scandale et reconnu seulement sa « responsabilité politique ». En novembre dernier, il avait refusé de comparaître devant le juge d'instruction, estimant que la justice était « utilisée comme l'instrument d'une campagne organisée à des fins politiques manifestes ».

Dans un geste de bonne volonté destiné à calmer les tensions politi-

ques, le premier ministre conservateur, M. Constantinos Mitsotakis, a estimé qu'il n'était pas nécessaire que M. Papandréou comparaisse devant le juge, ce qui lui a valu la désapprobation de l'aile dure de son parti. Les communistes ont, pour leur part, adopté un profil bas dans la perspective d'un rapprochement avec le PASOK contre la politique conservatrice.

Le procès auquel M. Papandréou n'est pas tenu, aux termes de la loi, de se présenter devant le juge, mais de se présenter devant un grand nombre de témoins (82) appelés à la barre par l'accusation.

Parmi eux figure le principal protagoniste de l'affaire, Georgea Koskotas, qui est accusé d'avoir détourné 230 millions de dollars de la Banque de Crète, dont il était le directeur. Arrêté aux États-Unis (pour d'autres délits) après avoir fui la Grèce en octobre 1988, il est toujours détenu dans la prison de Salem (Massachusetts). La justice grecque a demandé son extradition.

DIDIER KUNZ

TURQUIE

Les mineurs en grève ont entamé leur marche sur Ankara

ISTANBUL

de notre correspondante

Les mineurs de Zonguldak, en grève depuis le 30 novembre 1990, étaient déterminés à transmettre leurs revendications au gouvernement de façon spectaculaire. Guidés par un dirigeant du syndicat des mineurs, M. Semsi Denizler, décrit par la presse locale comme le « Lech Wałęsa turc », plus de quarante-cinq mille d'entre eux ont quitté Zonguldak à pied, cotant une marche de deux cent cinquante kilomètres en direction de la capitale. « Je ne sais pas quand et comment ils arriveront là-bas, mais les travailleurs sont décidés à poursuivre leur marche », a déclaré M. Denizler.

Les mineurs, qui ont bivouaqué à vingt kilomètres de Zonguldak vendredi soir 4 janvier, ont annoncé qu'ils reprendraient la route samedi matin.

Une manifestation devait avoir lieu vendredi devant le palais présidentiel à Ankara, mais les autorités, soucieuses d'éviter une confrontation et les provocations d'éléments extrémistes, avaient

empêché les autocars qui devaient transporter les grévistes de quitter Zonguldak et avaient installé des postes de contrôle aux alentours de la capitale pour intercepter les éventuels arrivants.

Le premier ministre, M. Akbulut, a déclaré vendredi qu'il avait bon espoir que les grévistes acceptent l'augmentation de salaire de 250 % offerte par la compagnie d'Etat qui gère les mines. Cette déclaration optimiste, on tient cependant pas compte du fait que le mouvement de grève actuel, s'il est effectivement basé sur des revendications salariales, a également acquis une dimension largement politique.

Le soutien accordé à la grève générale de jeudi (le Monde du 5 janvier) par les partis politiques, notamment le parti de droite de la Juste Voie de M. Demirel, qui n'est pas réputé pour sa sympathie envers les ouvriers, semble indiquer que les diverses forces d'opposition du pays se sont rassemblées pour adresser un avertissement sévère au gouvernement et au président Ozal.

NICOLE POPE

GRANDE-BRETAGNE : le dilemme des intellectuels britanniques

Faut-il continuer à défendre Salman Rushdie ?

Les écrivains, les artistes et les intellectuels qui ont fondé le comité de défense de Salman Rushdie ne savent plus très bien à quel saint se vouer. Leur héros a annoncé, à la veille de Noël, après une conversation serrée avec six docteurs de la foi musulmane, qu'il adhérerait aux principes fondamentaux de l'islam. Point besoin pour lui de se convertir puisqu'il affirme n'avoir jamais changé de religion...

LONDRES

de notre correspondant

L'auteur des Versets sataniques, condamné à mort pour blasphème en février 1989 par l'imam Khomenei, est-il réellement revenu à la foi de son enfance ? Ou bien joue-t-il la comédie pour pouvoir enfin mener une vie normale et ne pas rester reclus jusqu'à la fin

potentiels. Pis encore, il a embrassé la religion fatouche de ceux qui se croient au droit de tuer un romancier en raison de ce qu'il écrit », explique cet auteur. Les autres membres du comité n'ont pas suivi cet exemple extrême, mais leur embarras est considérable. « J'aurais préféré personnellement que Rushdie conserve une position humaniste, mais je n'accepte pas l'idée qu'il a abandonné ses positions antérieures », affirme la romancière Fay Weldon.

« Pression insupportable »

La plus fidèle reste l'écrivain Julian Barnes. « J'ai soutenu complètement Rushdie », déclare-t-il. « Je crois qu'il serait présumptueux, de la part de nous autres, bien en sécurité, de le faire passer en jugement sans pouvoir intégrer ce qu'on écrit pour lui les deux années qui viennent de s'écouler. » C'est



de ses jours sous la protection d'une escouade de tireurs d'élite de la brigade antiterroriste de Scotland Yard ? Les avis sont partagés parmi ses amis. Ses deux ans d'isolement l'ont fait changer d'attitude face à l'islam, disent les uns. Il ne croit pas un mot de ce qu'il dit, affirment les autres.

Une réunion animée

La question est de savoir s'il faut continuer à le défendre. La dernière réunion du comité, jeudi 3 janvier, a été animée. Un de ses membres, l'écrivain et avocat Francis Bennion, a démissionné du comité, estimant que Rushdie ne méritait plus tant d'efforts. « Il a décidé de ne pas publier les Versets sataniques en édition bon marché et de ne pas autoriser de nouvelles traductions. Il a donc capitulé face à ses assassins ».

ousell l'attitude de Tim Waters-ton, propriétaire de la chaîne de télévision qui porte son nom, qui se dit « attristé » par le refus de Salman Rushdie de publier les Versets sataniques en édition de poche mais constate que l'écrivain a été soumis à une « pression insupportable ». Salman Rushdie se cache toujours, et les quelques personnes auxquelles il téléphone à l'occasion ne savent pas où il vit. Après sa rencontre avec six théologiens, il avait apparemment accepté de se rendre au Caire pour y rencontrer le chef spirituel des musulmans sunnites, le cheikh de la mosquée Al Azhar. Puis cela a été démenti. Ses amis disent qu'il espérait par là-dessus tout que la sentence de mort trahie serait levée après sa profession de foi et qu'il s'est très vite déçu qu'il n'en ait rien été.

DOMINIQUE DHOMBRES

URSS : détente en Lettonie

L'armée soviétique se dit prête à réduire ses effectifs dans les républiques baltes

A l'issue d'une rencontre vendredi 4 janvier entre le président letton, M. Anatoli Gorbouov, et le chef d'état-major de l'armée soviétique, le général Mikhail Moiseïev, ce dernier a déclaré qu'aucun « soldat supplémentaire ne sera envoyé dans les républiques baltes ». « Nous pouvons même étudier la possibilité d'une réduction des effectifs des unités faisant partie du contingent militaire qui s'y trouve », a-t-il ajouté, cité par l'agence Tass. Par ailleurs, les employés d'imprimerie et les journalistes qui occupent depuis deux jours la plus grande mai-

son d'éditio de Lettonie, investie mercredi par des troupes du ministère de l'Intérieur, ont quitté vendredi le bâtiment, faisant le choix, à l'issue d'un vote, de chercher du travail ailleurs dans la république, selon des journalistes cités par l'agence AP. La branche du Parti communiste letton demeure fidèle à Moscou entend en effet rester maître de ces locaux.

Venant après une série d'attentats à l'explosif, cette intervention militaire à Riga, accompagnée d'une action similaire contre des bâtiments du parti à Vilnius en Lituanie, avait fait

monter la tension dans les républiques baltes, alimentant les craintes d'une introduction de l'état d'urgence. Ces craintes semblent s'éloigner à la suite de la déclaration du général Moiseïev, qui a précisé être convenu avec la délégation lettonne de la nécessité de créer un « groupe de travail » au sein du ministère de la Défense pour les contacts avec les parlementaires lettons. Ces derniers, dans une lettre au président Gorbachev publiée le même jour à Riga, demandaient l'ouverture de négociations avec la direction politique de l'URSS

sur le statut des forces armées en Lettonie. L'agence Tass a de son côté protesté vendredi contre ce qu'elle a qualifié « d'ingérences » dans les affaires intérieures soviétiques, c'est-à-dire la déclaration du département d'Etat américain dénonçant l'intervention de la troupe à Riga et celle, similaire, du chef de la diplomatie danoise. Vendredi, les ministres des affaires étrangères de la CEE, réunis à Luxembourg, ont exprimé leur « préoccupation » au sujet de la menace de recours à la force contre les pays baltes. (AFP, AP)

Polémique sur les lieux d'un massacre

Comment célébrer la mémoire de Nicolas II ?

Une croix orthodoxe blanche marque provisoirement, à Sverdlovsk, dans l'Oural, l'endroit où fut tué, le 17 juillet 1918, Nicolas II, dernier tsar de toutes les Russies, avec toute sa famille. Aujourd'hui, l'avenir de ce lieu historique est largement discuté. Les organisations de descendants de la noblesse créées en URSS participent au débat général sur les liens avec le passé.

La polémique est née du fait que l'endroit, situé sur la plus haute colline de la ville, au face d'une église et d'un palais du dix-neuvième siècle, est aujourd'hui un terrain vague. La maison de pierre, noire et blanche, de l'ingénieur Nicolas Ipatiev, dont les caves ont servi de cadre à l'exécution de l'ex-tsar (il avait abdicé dix-sept mois plus tôt) et au massacre de dix membres de sa famille et de sa suite, a été rasée une nuit de 1977, sur ordre de Moscou.

Le comité régional du Parti communiste était alors dirigé par l'actuel président de la Russie, M. Boris Eltsine. Ce dernier explique, dans son autobiographie parue en 1990, que l'équipe brejnévienne s'inquiétait de l'afflux de pèlerins et de curieux autour de la maison. « Je me représentais fort bien que, tôt ou tard, nous aurions honte de

cette barbarie », écrit M. Eltsine au sujet de cette destruction. L'endroit qui, avant-guerre, se visitait encore comme un musée, selon de vieux habitants de Sverdlovsk, s'est considérablement animé depuis deux ans. L'emplacement de la maison Ipatiev a vu se dérouler messes des morts et meetings. Puis une croix avec une inscription en lettres de sang a été dressée, et de jeunes mariés viennent y déposer des fleurs. L'église orthodoxe russe de la région a essayé de construire une chapelle, puis, sous la pression des organisations silevophiles comme Patrie, l'équivalent local du mouvement d'extrême droite Pamiat, il s'est agi d'ériger une grande église.

Querelle sur un nom

« Ceux qui sont pour n'écrivent pas, mais nous recevons un monceau de lettres s'élevant contre un tel projet », confie M. Iouri Semarine, président du Soviet des députés de Sverdlovsk. Les autorités réformatrices élues l'an dernier à la tête de la ville ont déjà autorisé la chapelle mais, devant la polémique, elles songent aujourd'hui à la construction d'un ensemble historique, culturel et religieux, orienté vers l'idée de réconciliation nationale. Un concours international doit être annoncé

dans les semaines à venir pour la réalisation de ce projet, a dit M. Semarine. A cette polémique sur le tsar s'ajoute la question du changement de nom de la ville, baptisée Iekaterinbourg jusqu'en 1924, date à laquelle elle a pris le nom de Sverdlovsk, premier président de l'URSS sous Lénine. Son ancien nom est celui de Catherine II, femme de Pierre le Grand.

La réhabilitation des vieilles traditions suit aussi son chemin à Moscou, où l'Union des descendants de la noblesse russe, créée il y a six mois, organise à partir de lundi un festival culturel de trois jours, à l'occasion du Noël orthodoxe, célébré officiellement cette année en Russie pour la première fois depuis la révolution.

Outre ce festival, qui propose notamment des conférences historiques, l'Union entend monter une maison d'édition et trouver des fonds pour restaurer les vieilles maisons et les manoirs de la noblesse tombés en ruine. Un de ses dirigeants, M. Vadim Lopoukhine, a expliqué que les nobles ne réclamaient pas la restitution de ces biens, mais souhaitent qu'ils soient entretenus et se propagent, dans la mesure où le gouvernement ne dispose pas d'argent pour cela, de s'en occuper eux-mêmes. Des organisations de la noblesse se sont aussi créées à Leningrad, en Biélorussie, dans les Républiques baltes et en Géorgie. (AFP, Reuter)

Décès du mathématicien dissident Révolt Pimenov

Le mathématicien soviétique dissident Révolt Pimenov est décédé le 19 décembre dernier à Berlin, à l'âge de cinquante-neuf ans. Émile leur ou collègue d'Andrei Sakharov, il était à vingt-cinq ans une super-star dans les milieux de l'Académie des sciences de l'URSS, malgré un label d'« ennemi du peuple » acquis dès l'âge de seize ans, lorsqu'il annonça son désir de quitter l'organisation de la jeunesse communiste. Cela lui valut d'être interné six mois en prison psychiatrique. Mais son génie mathématique lui permit réu-

moins de devenir en 1954 le plus jeune docteur de l'université de Leningrad. Des académiciens, dont Sakharov, l'ont défendu en 1958 quand il fut emprisonné, à l'issue d'un des premiers procès politiques khrouchtchéviens, pour avoir dirigé une organisation « antisovietique ». Il ne fut relâché qu'en 1963.

Continuant à publier des essais politiques en samizdat, il fut de nouveau arrêté en 1970 et envoyé pour cinq ans dans un goulag de la république des Komis, dans le Grand Nord. Il y travailla ensuite

dans un institut mathématique, où l'ère de la perestroïka lui permit d'être élu député. Atteint d'un cancer, il est mort à Berlin. Il avait appris les grandes langues d'Europe et le chinois, récitait par cœur des chapitres de philosophes allemands pour se maintenir en forme au goulag et n'a jamais renié le prénom que lui ont donné ses parents biologistes, abréviation de « Révolution Lénine Tovaritch », mais qu'il préférait expliquer par leur admiration pour la révolution française.

S. S.

AFRIQUE

SOMALIE : rejetant une nouvelle offre de dialogue

Les rebelles sont résolus à chasser du pouvoir le président Syaad Barré

Dans un message diffusé par la radio nationale, toujours aux mains des forces gouvernementales, le président Syaad Barré a appelé, vendredi soir 4 janvier, les groupes d'opposition à participer à des pourparlers de paix et demandé à l'Egypte et à l'Italie d'y « jouer le rôle d'observateurs ». Il a précisé qu'il participerait lui-même à ces négociations et a déclaré : « Quelle que soit leur issue, le gouvernement s'y soumettra, à commencer par moi-même. »

NAIROBI

de notre correspondant

Les rebelles du Congrès de la Somalie unifiée (USC), qui contrôlent plusieurs quartiers de la capitale somalienne, ont aussitôt rejeté l'offre de pourparlers et affirmé leur intention de continuer le combat jusqu'au départ du chef de l'Etat. « Nous sommes catégoriquement opposés à un dialogue avec lui », s'indigne un de leurs porte-parole.

Ce nouvel appel au cessez-le-feu du président Barré (le second en quarante-huit heures) trahit-il le désarroi

d'un homme qui veut encore croire qu'il peut mener les rebelles à négocier ? Ou cherche-t-il à se montrer ouvert au dialogue au moment où les pays occidentaux demandent en vain, depuis trois jours, l'arrêt des combats pour pouvoir évacuer leurs ressortissants ?

On le disait assailli dans le camp militaire de Halambe, situé en bout de piste de l'aéroport de Mogadiscio, après avoir dû fuir la résidence présidentielle, la Villa Somalia, conquise et partiellement détruite par les maquisards de l'USC. Or c'est là qu'il aurait reçu, vendredi, l'ambassadeur d'Italie en Somalie, M. Mario Sica, en précisant qu'il n'avait « jamais été reclus dans un bunker, comme la presse tentait de le faire croire ».

Demande de trêve

En tout cas, la proposition du chef de l'Etat de relancer les « pourparlers de paix » s'est vu de chances d'aboutir depuis l'annulation de la conférence du Caire, en décembre, après l'arrestation, la veille de la réunion, de trois opposants modérés, attendus dans la capitale égyptienne. « Une grossière provocation », selon les observateurs. Depuis cette date, il n'est plus question, répète l'opposi-

tion, de discuter avec « le dictateur de Mogadiscio ».

L'initiative du chef de l'Etat a cependant à ses yeux l'avantage de lancer le ballon dans le camp des rebelles. Ceux-ci refusent toujours l'atterrissage d'avions militaires italiens pour rapatrier les derniers étrangers bloqués à Mogadiscio. Ainsi, quatre appareils de l'armée de l'air italienne et un avion affrété par l'Allemagne attendent à Mombasa, au Kenya voisin, l'autorisation de se poser dans la capitale somalienne.

De son côté, le gouvernement français a décidé d'évacuer le personnel de son ambassade en Somalie, qui comprend une demi-douzaine de personnes dont l'ambassadeur, M. Roland Barrax. Mais cette évacuation n'aura lieu, a précisé le Quai d'Orsay, qu'à la faveur d'un cessez-le-feu ou du moins d'une trêve dans les combats qui ravagent Mogadiscio depuis une dizaine de jours. Garde par des employés locaux, l'ambassade restera « ouverte », comme cela s'est déjà produit au Liberia, puis au Koweït.

Dans la capitale somalienne, où l'eau, l'électricité et les communications sont coupées depuis trois jours, les combats ont repris après quarante-huit heures de calme relatif. Le siège du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), situé à quel-

ques centaines de mètres de la Villa Somalia, aurait été attaqué, a déclaré, à Genève, un porte-parole de l'organisation humanitaire. « J'ai un fusil sur la tête. Je ne peux plus vous parler. Bye, Bye » : tel a été, en effet, l'ultime message envoyé, vendredi après-midi, par l'opérateur-radio de la délégation du CICR à Mogadiscio. Médecins sans frontières a, pour sa part, demandé au gouvernement et aux rebelles d'observer une trêve de quelques heures, samedi matin, afin de permettre à un Boeing 707 (chargé de matériel médical et chirurgical, de tentes et de groupes électrogènes) de se poser et à une équipe de quinze personnes d'en débarquer pour se rendre à l'hôpital central de Mogadiscio.

Malheureusement, il n'y a aucun espoir, pour le moment, de voir se conclure un cessez-le-feu. Un responsable de l'USC a annoncé, vendredi, à Nairobi, que sa formation avait reçu des renforts qui portaient à 15 000 le nombre de maquisards dans Mogadiscio. Il a ajouté que les autres organisations rebelles, le Mouvement national somalien (MNS) dans le nord du pays et le Mouvement patriotique somalien (MPS) dans le sud allaient aussi entrer en action.

JEAN HÉLÈNE

« La Longue Marche de la modernité africaine », de Jean Copans

Une crise intellectuelle

1990 marque le trentième anniversaire de beaucoup d'indépendances africaines. Ce n'est donc pas un hasard si Jean Copans, anthropologue et sociologue, qui a travaillé sur le terrain, au Sénégal et au Kenya, a saisi cette « occasion historique » pour publier une sorte de livre-bilan ou plutôt de livre-réflexion, *La Longue Marche de la modernité africaine*.

« La crise africaine, c'est aussi et peut-être la crise d'une génération d'intellectuels, fatigués d'engagements inutiles, de choix théoriques sophistiqués, de termes de plus en plus difficiles », écrit l'auteur. A 500 avis, est-il les sociétés africaines semblent com-

passées de la conduite de leurs affaires. C'est que les instruments sociologiques, culturels et intellectuels de la production d'une politique à la fois autonome et efficace n'existent pas. A cet égard, Jean Copans confesse que l'Afrique des africanistes, blancs ou noirs, a peu de rapports avec celle des peuples africains. « Nos connaissances sont encore limitées », expriment les étrangers, ajoute-t-il.

« La Longue Marche de la modernité africaine », de Jean Copans, éd. Karthala, 406 pages, 160 francs.

■ CAMEROUN : libération du journaliste Célestin Munga.

— Un journaliste, Célestin Munga, interpellé, le mardi 1^{er} janvier, a été relâché, jeudi, par la police. Il avait été interpellé pour avoir publié, dans l'hédomadaire indépendant *le Messager*, une lettre ouverte au président Paul Biya, dans laquelle il dénonçait ostensiblement les détournements de fonds publics au Cameroun et dénonçait la tenue d'une conférence nationale. Durant sa détention, M. Munga a fait l'objet de longues interrogatoires et il lui a été signifié l'interdiction de quitter Douala, siège du journal. — (AFP)

■ ZAIRE : plusieurs partis d'opposition demandent le départ du président Mobutu.

— Dans une déclaration commune publiée dans la presse locale, vendredi 4 janvier, une dizaine de partis politiques de l'opposition ont appelé à des manifestations pacifiques, la semaine prochaine, et à la grève générale, les 7, 8 et 9 janvier, pour exiger « le départ immédiat et inconditionnel » du président Mobutu. Ils condamnent « le dictateur sanguinaire mis en place depuis vingt-cinq ans au Zaïre par le président Mobutu », et lancent « un appel pathétique à la population pour bouger dehors le plus grand dictateur africain », « véritable obstacle au processus de démocratisation au Zaïre ». — (AFP)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : le taux d'incarcération le plus élevé du monde

Un million de personnes derrière les barreaux...

Les Etats-Unis ont le taux le plus élevé d'incarcération dans le monde, avec un million de personnes derrière les barreaux, affirme un organisme privé, The Sentencing Project, qui prône des peines de substitution à la prison.

Pour 100 000 habitants, 426 sont emprisonnés dans l'attente d'un jugement ou après leur condamnation, indique le rapport publié vendredi 4 janvier à Washington par l'organisme en question.

Devant l'Afrique du Sud

Il s'agit, selon lui, du taux le plus élevé dans le monde, devant l'Afrique du Sud (333 prisonniers pour 100 000 personnes) et l'Union soviétique (268 pour 100 000). Les statistiques du département de la justice sur le taux de personnes incarcérées — 268 pour 100 000 — ne prennent en compte que les détenus condamnés à des peines d'un an et plus.

Les taux d'incarcération en Europe vont de 35 à 120 personnes incarcérées pour 100 000 habitants, et de 21 à 140 en Asie, selon le rapport. Pour les Noirs américains, le taux d'emprisonnement est de 3 109 pour 100 000, contre 729 en Afrique du Sud.

Le taux d'incarcération aux Etats-Unis est plus que doublé au cours des dix dernières années. Une criminalité plus importante dans ce pays qu'ailleurs explique en partie cette situation. Le taux de meurtre est ainsi sept fois plus élevé aux Etats-Unis que dans la plupart des pays européens, selon le rapport. — (AFP)

■ M. Clayton Yeurter, président du parti républicain. — Le président George Bush a choisi son secrétaire à l'Agriculture, M. Clayton Yeurter, pour présider le Parti républicain, s'est-on appris vendredi 4 janvier. M. Yeurter, soixante ans, a été représenté spécialement pour la campagne du président Reagan avant d'entrer dans le gouvernement Bush. — (AFP)

NICARAGUA : selon un communiqué de l'armée

Les officiers qui ont livré des missiles à la guérilla salvadorienne étaient « aveuglés par leurs passions »

La livraison illégale de missiles soviétiques par des officiers sandinistes à la guérilla salvadorienne continue de provoquer des polémiques au Nicaragua. Un communiqué de l'armée nicaraguayenne, publié vendredi 4 janvier, affirme que les coupables ont été « aveuglés par leurs passions politiques et guidés par des arguments extrêmes ».

« Intérêts patriotiques sacrés ». Mardi, le commandement général de l'armée avait admis qu'un ancien major et trois capitaines avaient livré illégalement vingt missiles antiaériens au Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), missiles que l'Union soviétique avait fournis à l'ancien gouvernement sandiniste. Les quatre personnes impliquées ont été arrêtées. « Dans un motif ou circonstance ne justifie le fait d'armes à un mouvement de guérilla, quel qu'il soit et si juste que puisse être considérée sa lutte », souligne le communiqué. Dans une déclaration à la presse, les accusés ont justifié leur geste en disant qu'il s'agissait de « principes révolutionnaires auxquels on ne peut pas renoncer ». Le ministre nicaraguayen des affaires étrangères, M. Enrique Dreyfus, a admis vendredi que le chef de l'armée, le général Humberto Ortega, pourrait être destitué en raison de cette affaire. Après s'être entretenu à ce sujet avec le président du Salvador, M. Alfredo Cristiani, M. Dreyfus a déclaré partager l'opinion du vice-président Virgilio Godoy, selon lequel M. Ortega devrait « démissionner » car l'affaire « est un affront pour la présidence Violeta Chamorro et pour tout le peuple nicaraguayen ». — (AFP)

BRÉSIL

Vague de suicides dans une réserve d'Indiens

Un jeune indigène — le sixième depuis Noël — s'est donné la mort dans la réserve de Dourados, dans l'Etat de Mato Grosso-do-Sul. Nilson Vera, dix-huit ans, qui vivait parmi sept mille Indiens Kaixa, Terena et Guaraní, s'est pendu à un arbre, comme l'ont fait avant lui, durant l'année 1990, soixante-quatorze autres Indiens, la plupart des adolescents.

Le président de la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI), M. Candido Guerreiro, a affirmé que la vague de suicides chez les Guaraní a commencé il y a une dizaine d'années et qu'elle aurait pour origine l'augmentation de la population dans la réserve. La FUNAI a offert aux Indiens de la transférer dans une réserve plus grande que celle de Dourados, qui s'étend sur 3 000 hectares, mais ces derniers ont refusé, en disant que les Guaraní occupent la région depuis des temps immémoriaux.

La réserve de Dourados détient le taux de suicides le plus élevé de toutes les réserves indiennes du Brésil. Un responsable local de la FUNAI, M. Alves de Paula, l'attribue au manque d'espace, à la misère (beaucoup d'Indiens sont tombés dans l'alcoolisme) et à la proximité du centre urbain de Dourados. — (AFP)

ASIE

CAMBODGE

A Phnom-Penh, on ne parle, sans trop d'espoir, que de la paix...

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Le général Ke Kimyen, premier vice-ministre de la défense et chef d'état-major de l'armée de Phnom-Penh, est relativement satisfait. Il n'y a pas eu de catastrophe depuis le départ des troupes vietnamiennes, en septembre 1989. Il admet que ses hommes ont connu des moments difficiles, mais, ajoute-t-il, « si la résistance est tellement forte, comment se fait-il qu'elle ne contrôle aucune ville importante ? ». Il ne se fait pas trop d'illusions sur les capacités de sa jeune armée. « Il y a des bons, mais aussi de mauvais soldats. Personnellement, je souhaite la paix. »

Des élections inévitables

On ne parle que de la paix à Phnom-Penh, mais sans trop d'espoir. « Quand j'entends nos dirigeants nous dire que, s'il le faut, nous lutterons encore cinq ou six ans, je n'en dors plus », avoue un fonctionnaire du ministère des affaires étrangères. Il

ajoute qu'il s'attend, à l'avenir, à la faction la plus pacifique.

Les discours belliqueux prononcés, au début du mois de décembre, par M. Hun Sen, le premier ministre, ont provoqué la population, en qu'admettent sources vietnamiennes et soviétiques.

Dès la réunion de Djakarta, en septembre, où avait été formé un Conseil national suprême (CNS) de douze membres, les trois factions armées opposées au régime avaient accepté le plan de paix de l'ONU. Depuis, elles ont lancé une vaste opération de propagande en milieu rural. « La nouvelle autorité légitime, c'est le CNS », expliquent les Khmers rouges en ajoutant que ce ne sont pas « les fantoches de Phnom-Penh ». Propagande efficace, admet-on dans la capitale. Et qui a obligé le régime à répliquer dans les zones qu'il contrôle.

Même si, dans la capitale du Cambodge, médecins et infirmiers reçoivent en hâte un entraînement militaire spécial, une partie au moins des dirigeants du Parti populaire révolutionnaire (PPR, parti unique)

estime que des élections sont inévitables et qu'il faut donc mieux s'y préparer. Les Khmers rouges, pour leur part, effleurent dans les villages qu'ils traversent des portraits de M. Kieu Samphan, affirmant que leur leader nominal est proche des dévotionnaires alors que les autres sont des « féodaux » ou des « marionnettes » de Hanoi.

« Des armes et du pétrole »

« Nous expliquons aux masses qu'il faut défendre les acquis de la révolution et refuser le démantèlement du pouvoir actuel avant les élections », explique M. Som Kim Suor, membre du comité central du PPR et directeur de *Pracheachon*, organe du parti. « Il n'est pas si facile de convaincre la gens », remarque un cadre après un premier séjour « à la base ». « Nous parlons des victoires de la révolution mais la population pose des questions sur la corruption », ajoute-t-il. Car la corruption est, avec la paix, l'autre grand sujet de conversation. Sur les axes routiers, les contrôles restent nombreux et

chacun — police, armée, douane — préleve sa part sur les marchandises. Les prix montent sans cesse.

« Ceux qui profitent de la guerre, de leur position, de l'insécurité actuelle, savent que cela ne va pas durer indéfiniment et qu'il faut, le plus vite possible, gagner le maximum », constate une personnalité au-dessus de tout soupçon. L'Etat peut-il tenir le coup après la brutale réduction de l'aide soviétique et le fin de celle des pays de l'Europe de l'Est ? Oui, estime la nouvelle ambassadeur soviétique : « Le Cambodge n'est pas un pays qui s'écroule, il peut se tirer d'affaires sans aide alimentaire ; il lui faut simplement des armes et du pétrole. » « Le montant de l'aide future soviétique, ajoute-t-il, n'est pas encore fixé, mais il n'est pas question de rompre notre assistance au Cambodge en guerre. Les livraisons de pétrole se poursuivent ; on fera les comptes plus tard. »

Phnom-Penh se tourne vers l'Europe de l'Ouest. Les organisations humanitaires sont les bienvenues et opèrent où elles le souhaitent. Le CICR de Genève a

obtenu l'autorisation de visiter les prisons, et même Amnesty International est venu enquêter sur place. Et la paix ? « Phnom-Penh a fait une grande concession en acceptant des élections libres supervisées par l'ONU », estime l'ambassadeur soviétique. Tout comme son collègue vietnamien, il pense que les cinq Grands doivent davantage prendre en considération les susceptibilités locales. « Ne pas mettre sans cesse Phnom-Penh au banc des accusés », comme le dit M. Phi Thach, l'un des nouveaux vice-ministres des affaires étrangères.

« Nous souhaitons l'établissement d'une paix, même provisoire, et des élections, aussi rapidement que possible », nous avait affirmé à Hanoi, quelques jours plus tôt, M. Tran Quang Co, le diplomate vietnamien en charge du dossier cambodgien. « C'est le seul moyen de régler une fois pour toutes cette question de souveraineté nationale », avait-il dit, en ajoutant : « Après les élections, tout va changer. »

JACQUES BEKAERT

■ BIRMANIE : un mercenaire français a été tué en Birmanie.

— Un mercenaire français a été tué en Birmanie où il combattait aux côtés d'insurgés, a-on indiqué, vendredi 4 janvier à Bangkok de sources dignes de foi. Les sources n'ont pas identifié le mercenaire tué, en novembre, dans un combat opposant des soldats gouvernementaux et des insurgés karens. En mai 1989, un mercenaire français, Olivier Thiziat, avait déjà été tué en compagnie d'insurgés karens. — (AFP)

■ MALAISIE : inculpation du chef du gouvernement de Sabah.

— Le chef du gouvernement de l'Etat de Sabah, M. Joseph Kitingan, a été arrêté, samedi 5 janvier, et inculpé de corruption, a-on appris auprès de son entourage. Président du Parti Bersatu Sabah (PBS), majoritairement chrétien, M. Kitingan, arrêté à Kota-Kinabalu, capitale du Sabah, est accusé d'avoir alloué 2 000 hectares de bois et deux contrats portant sur un total de 4,44 millions de dollars à des membres de sa famille. Il a été remis en liberté après avoir acquitté partiellement une caution de 355 000 dollars. Son conseiller de presse avait déjà été arrêté jeudi au vertu de la loi sur la sécurité intérieure, qui pré-

voit une détention à durée indéterminée sans procès. Le vice-premier ministre du Sabah, M. Bernard Dompok, a déclaré vendredi que le PBS s'attendait à des arrestations après que le parti eut quitté le Front national, la coalition conduite par le premier ministre malaisien Mahathir Mohamed, lors des élections générales d'octobre dernier. — (AFP)

■ CHINE : la FIDH dénonce des violations flagrantes des droits de l'homme. — La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) affirme, dans un communiqué diffusé vendredi 4 janvier à

Paris, que « des violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme continuent d'être commises en Chine », dans le cadre notamment de la répression engagée après le « printemps de Pékin ». La FIDH estime que cette répression « s'intensifie ». Elle souligne que les procédures mêmes du système pénal chinois « sont continuellement faiblies », notamment pour ce qui concerne les délais de la détention préventive.

■ SINGAPOUR : pouvoirs renforcés pour la présidence. — Par soixante-quinze voix contre une, le Parlement a adopté, jeudi 3 jan-

Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

POLITIQUE

La situation en Corse et les réactions

M. Joxe dénonce l'exploitation « éhontée » des crimes par l'opposition

Les policiers ont découvert, vendredi 4 janvier, sur les hauteurs d'Ajaccio, près de la décharge de la ville, une moto de grosse cylindrée qui pourrait être celle qui a servi aux assassins de Lucien Tirroli, le président de la chambre régionale d'agriculture, tué le 19 décembre. Cette moto présentait les mêmes caractéristiques que celle utilisée par les tueurs.

Le préfet de Haute-Corse, M. Henri Hurend, a démenti, vendredi, les informations selon lesquelles des ordres auraient été donnés aux gendarmes pour faciliter la fuite du commando du

FLNC encerclé, dans la nuit de mercredi à jeudi, à Linguizetta. M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, a jugé, vendredi 4 janvier, lors de l'émission « Objections » de France-Inter et du Figaro, que « les jeunes Corsas savent bien que leur avenir n'est pas du côté de la violence et des megalomies ». Le ministre de l'intérieur s'en est pris à une partie des élus corses, qui exploitent « sans vergogne » la situation. S'en prenant à l'opposition, il a dénoncé « une utilisation éhontée et scandaleuse des crimes pour s'en servir dans un débat politique qui mérite mieux que cela ».

Police et silence

Suite de la première page

Ce différend dans un bar qui se termine à coups de choutevite, ces attentats, plus nombreux qu'on ne l'imagine, qui, loin d'avoir une connotation politique, sont des réponses du bœuf à la baguette, à des épisodes de violence personnelle, de différends commerciaux ou, comme c'est le cas récemment, de disputes entre beaux-frères.

Il connaît les Corses, leur méfiance, leur fascination à l'égard de l'appareil judiciaire. Est-ce l'effet d'un malentendu ancestral qui, à défaut de se dissiper, aurait tendance, au fil des années, à ajouter des pièces supplémentaires à un casse-tête chinois rendant l'exploitation politique des problèmes de sécurité sur l'île ? Au risque de nuancer, voire de contredire les propos tenus jeudi par M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, les policiers soulignent que « la loi du silence » existe pas en Corse pour certaines affaires. « L'île est un village, tout le monde se connaît », dit-il. Le renseignement circule, peut-être même plus vite qu'ailleurs. « Ici, on ne travaille pas avec des indices comme à Paris, des gens qui ont commis des infractions sur lesquelles on peut fermer les yeux pour avoir des informations. En Corse, le travail, on l'obtient par, comment dire...

sence de leur propre collaboration, peut apparaître impuissante dans la résolution de certaines affaires. L'argent ne suffit pas à lever cette inhibition, la douleur des victimes non plus. Instituée par MM. Pasqua et Fauriol, la promesse d'une prime de 1 million de francs par tête de nationaliste recherché s'est soldée par un échec, l'instinct de conservation l'emportant sur l'attrait du gain. Au moment d'un crime, la police corse est obligée de faire des pieds et des mains pour arracher les premières paroles à la famille du mort. « Il faut s'engager personnellement auprès d'eux, leur faire comprendre que j'en fais une question d'honneur, que je fais tout pour mettre le coupable au trou. Ce contrat moral est difficilement imaginable par un continental, mais il faut parler et encore parler, leur démontrer qu'ils peuvent avoir confiance pour qu'ils commencent à nous expliquer comment et pourquoi il a été tué ».

Cette police à la corse est parfois mal comprise « par les commissaires jacobins, mais ils s'y font au bout de quelques mois. Les récents assassinats dans le golfe d'Ajaccio n'ont pas échappé à cette règle de la douleur silencieuse. Mais, contrairement aux déclarations officielles, les policiers sont, par exemple, parvenus à entendre sept témoins de la scène du meur-

trement avait, semble-t-il, un comportement bizarre, surveillant la sortie, repartant, revenant sur les lieux de son futur crime. La seule personne qui a donné l'alerte, trop tardivement, avant que les policiers n'arrivent, est une personne d'origine non insulaire.

La flânerie est, sur l'île, une mission presque impossible pour tous les policiers, connus de tout le monde, menés de mort au moins une fois dans leur carrière, affirmant-ils. « Ils savent où nous habitons, connaissent nos habitudes ». La direction de la police nationale manie les dosages en faisant cotéoyer au sein de la PJ locale 30 % d'inspecteurs corses et 70 % de continentaux, afin d'éviter les éventuelles perversions d'une trop longue implantation du policier corse dans son pays.

Le message à ses limites : un policier « français » qui ne parle pas corse est un « péninsulaire » difficilement opérationnel dans le renseignement. L'accumulation de ces difficultés ne semble pas pour autant décourager l'idée, chez les policiers, que leur institution ne tourne pas rond. Est-ce l'expression d'une défiance corporatiste ? Certains ironisent, d'autres soupirent devant les accusations formulées par certains hommes politiques, d'une police républicaine paralysée, incapable de faire régner l'ordre sur l'île.

Les chiffres de la grande criminalité sont, eux, relativement stables : vingt-huit homicides volontaires en 1990, dont dix règlements de comptes liés au grand banditisme ; huit affaires d'écroués. En 1985, on comptait vingt-cinq meurtres et vingt-deux tentatives d'homicides, avec un taux d'élucidation compris entre 10 et 20 %.

Certains dénoncent toutefois la succession des changements de politique policière. « La PJ d'Ajaccio était auparavant une simple antenne du SRP de Marseille. Avec la flânerie nationaliste, on en a fait une machine de guerre contre le FLNC, en travaillant moins sur les affaires de droit commun. Ensuite, on nous a dit : faites aussi du grand banditisme. Il a fallu constituer des fichiers, investir le terrain. C'est long et difficile. Depuis la trêve, nous n'avons pas eu d'ordre verbal vraiment clair de lâcher le pied sur les nationalistes, mais on a senti que ce n'était pas vraiment opportun d'aller à la classe ».

Cette impression d'inspecteur de base est énergiquement démentie par les consignes officielles qui, du ministère de l'intérieur à la préfecture de police d'Ajaccio, ont maintenu la même ligne stratégique : « Plus on progresse dans le domaine du renseignement, plus on doit être impliqué dans la répression des délits, qu'ils soient liés à la lutte politique clandestine ou au banditisme organisé ». L'ordre de restitution d'un revolver à un militant nationaliste arrêté en novembre dernier sans autorisation de port d'arme - chose assez courante en Corse - est imputable à un magistrat d'Ajaccio qui a sans doute mésestimé les grincements de dents prévisibles des policiers.

Investigations financières

Il reste que dans ce pays de faux sœurs, où les policiers et les gendarmes - dont le pourcentage est le plus élevé de France par rapport au nombre d'habitants - ont des intimes convictions sans pouvoir toujours offrir des preuves, la mise en œuvre des moyens de police scientifique et technique est susceptible de changer la donne. Le service de l'identité judiciaire a bénéficié le premier du système d'empreintes digitales informatisées. Plusieurs affaires d'extorsions de fonds ou de menaces de mort ont, dit-on, été élucidées à partir d'analyses de lettres et d'enveloppes. Créé l'an dernier, l'Office central de répression de la grande délinquance financière mène des investigations sur l'île.

Elles sont cependant difficiles. Elles peuvent se limiter à la détection de simples délits fiscaux ou à l'arrestation d'intermédiaires. Mais le acro du problème est sans doute là : une force de frappe d'investigations financières capable de démenter les innombrables circuits de blanchiment ou de détournement d'argent empruntés, les prétextes, les sociétés bidons et parfois les soutiens directs ou indirects, d'élus que les déclarations publiques de leurs familles politiques sur l'insécurité insulaire pourraient rendre insupportables. Mais là, toujours faute de preuve, ce sont les policiers qui obéissent à la loi du silence.

DOMINIQUE LE GUILLÉDOUX

M. Pasqua : une « évolution de type mafieux »

L'opposition de droite continue de critiquer le gouvernement à propos de la politique menée en Corse. M. Charles Pasqua, ancien ministre RPR de l'intérieur et ségateur des Hauts-de-Seine, a affirmé, vendredi 4 janvier sur TF1, que le gouvernement mène une « politique suicidaire ». Il a renouvelé les critiques de l'opposition, qui reproche au gouvernement d'avoir « privilégié les contacts avec les séparatistes et cédé à toutes leurs exigences ». Il a estimé que « la Corse est engagée dans une évolution de type mafieux et sicilien. Désormais, la séparation et le banditisme sont entrainés et l'Etat ne fait pas son devoir ». M. François d'Aubert, député UDF de la Mayenne, a lui, affirmé, vendredi, que « l'Etat est aux abonnés absents » et que le gouvernement « a laissé la Mafia s'installer en Corse ». Il demande le retrait du projet Joxe, qui ne peut, selon lui, que « placer la population sous le coupe d'un gangstérisme impunit ».

Le Recours, organisation de rapatriés d'Algérie, se réjouit de la « prise de conscience » du gouvernement et demande la « révision » du projet de statut.

M. José Rossi, député et président du conseil général de Corse-du-Sud, membre du PR, mais favorable au projet Joxe, affirme, dans un entretien publié par le Figaro de samedi, qu'il ne faut pas que « le statut renvoie soit un statut imposé à trois voix de majorité ». Il souhaite donc que l'Assemblée nationale trouve « un bon compromis avec les sénateurs ». Rapporteur du projet à l'Assemblée, il ajoute : « Je suis prêt à la plus grande souplesse, si l'on accepte cette idée de nouveau statut. Tout dépendra de l'attitude du gouvernement : à sa place, je serais prêt à accepter des amendements ».

Quant au maintien de la notion controversée de « peuple corse », qui figure dans le statut adopté en première lecture par l'Assemblée, M. Rossi affirme : « Il appartient au gouvernement de savoir s'il veut absolument le maintenir, ou s'il préfère un texte consensuel ». Enfin, le député de Corse-du-Sud dénonce avec force le fait que beaucoup de collègues, de droite ou de gauche, émettent, au sujet de la Corse, le discours qui leur paraît bon du point de vue de leurs électeurs ou de l'opinion publique nationale, sans prendre la peine de

venir voir ce qui se passe sur l'île ». SOS-Environnement et l'Association des usagers de l'Administration et des services publics (ADUA) affirment que la responsabilité des attentats de la nuit du 2 au 3 janvier contre des programmes immobiliers incombent, « non pas au ministre de l'intérieur, qui gère une situation devenue impossible, mais aux gouvernements successifs qui ont livré notre pays aux affarismes politico-financiers ».

Les deux associations ajoutent : « On ne peut pas à la fois omettre les élus qui extorquent des pots-de-vin aux promoteurs immobiliers en échange de la tolérance de l'Etat et s'étonner que des citoyens organisent ensuite l'auto-défense contre le sacrage de l'environnement et du patrimoine ». Les deux associations adressent au président de la République « un avertissement solennel » : « Ou le gouvernement restitue l'Etat de droit (...) ou les Français seront de plus en plus tentés, comme les militants corses, de se faire justice eux-mêmes ».

LIVRES POLITIQUES

ANDRÉ LAURENS

L'écologie comme humanisme

DANS le paysage politique français, structuré et coloré par des idéologies anciennes et tenaces, les écologistes sont en plus pour les uns, de trop pour les autres, mais toujours difficile à situer. Ils sont dans la nature, hors des sentiers battus qui nous servent de repères habituels. Ni véritablement à gauche ni au service de la droite, ils seraient à prendre s'ils n'avaient pas la volonté de s'affirmer en force autonome, ce qu'ils parviennent à faire à la faveur des consultations où leurs aspirations et leurs représentations sont les mieux prises en compte (les élections municipales, d'abord, puis les élections européennes, d'autre part). Le scrutin majoritaire allié à la bipolarisation de l'opinion, comme c'est le cas aux législatives et à la présidentielle, leur laisse moins de chance.

Les écologistes ont d'autres occasions de se manifester, sur le terrain notamment, mais de manière ponctuelle. Cependant, ils n'ont pas encore leur place assurée dans les médias où se déroulent le débat politique national. C'est, sans doute, ce qui a conduit deux d'entre eux, Antoine Wechter, leader du parti des Verts, candidat à la dernière élection présidentielle et député au Parlement européen, et Christian Brodhag, l'un des porte-parols de ce mouvement (le premier a présidé l'ouvrage du second), à expliquer dans des livres distincts le contenu et la dimension qu'ils donnent à leur action.

Le contenu de l'écologie nous est désormais familier. Les deux auteurs reviennent sur ses aspects principaux (polluages, dangers du nucléaire, défilés des transports, pollutions, scandales de l'urbanisation, dévoiement du tourisme, excès de la productivité, etc.), avec le souci de montrer que cette contestation polymorphe s'insère dans un projet global qui se distingue des approches de la politique traditionnelle. Quand Antoine Wechter écrit : « Le ni droite ni gauche n'est pas une attitude tactique, mais le constat de divergences conceptuelles de grande irréductibilité », Christian Brodhag explique que l'écologie « ne se heurte pas de front aux clivages politiques traditionnels droite-gauche » parce qu'elle est « une autre niveau ». Pour le premier, ce serait une erreur de la réduire à l'environnement car elle est politique par essence, ne serait-ce que parce qu'elle critique une logique économique, parce qu'elle affirme de nouvelles valeurs, tandis que le second note en écho : « La nécessaire révolution des grands problèmes d'environnement suppose inévitablement des choix de société et des choix économiques, donc des choix politiques profonds ».

Antoine Wechter croit à l'avenir d'une écologie politi-

que conceptuellement et électoralement autonome, à laquelle il confère une dimension humaniste : « L'établissement de nouveaux rapports entre l'espèce humaine et le reste de la sphère vivante, entre la société occidentale et les autres civilisations, écrit-il, exige une révolution des mentalités, un changement de valeurs dont les institutions seront l'expression et non le moteur. Il ne s'agit donc pas de se limiter au terrain électoral ». L'écologie doit infléchir, l'évolution sociale en élargissant à travers le militantisme associatif, dans la sphère intellectuelle et par sa capacité d'expérimentation tous azimuts. Aucun de nos deux auteurs n'attend de solution des partis traditionnels et des pouvoirs en place ; ils relativisent « l'expérience individuelle » de Brice Lalonde, qui siège au gouvernement, et ils réclament la généralisation promise et toujours attendue de la procédure de référendum d'origine populaire et le retour à la représentation proportionnelle qui leur ouvrirait les portes du Parlement.

Dans la mesure où elle met en avant de nouvelles valeurs, partagées par un grand nombre de citoyens, dès lors qu'elle s'affirme comme exigence de débat là où il est trop souvent ignoré, l'écologie enrichit la démocratie et devrait y trouver la place qui lui revient. Pour autant, on voit mal qu'elle dépasse des affirmations sociales qui, si elles paraissent, n'en sont pas moins réelles, ou qu'elle parvienne à gérer équitablement les aspirations et refus qu'elle prétend incarner. A court et à moyen terme du moins, sa vérité est plus dans l'expression d'une sensibilité trop souvent ignorée, dans sa force de contestation de la société industrielle et marchande, dans sa capacité de contrôle, voire d'expertise, de la mécanique du progrès, que dans l'affirmation d'une doctrine qui, vieille et noble quête, garantirait l'harmonie, d'abord entre les hommes, ensuite entre eux et leur environnement.

L'écologie est vouée à être d'abord pédagogique avant de s'affirmer en politique, même dans le cadre de la démocratie qui, au reste, n'est pas la plus apte au changement des mentalités dans la mesure où, en généralisant leur expression collective, il les fige dans leurs certitudes et leur conservatisme. S'agissant des mœurs et des modes de vie, en particulier, leur évolution précède toujours celles de la politi-

que et du droit. Rien de plus difficile que de changer les mentalités et d'institutionnaliser les changements. On le vérifie avec cette « bonne nouvelle » que nous annoncent Guy Aznar, écologiste, président du mouvement écologiste Les Amis de la terre, et suivant laquelle : « Le travail c'est fini ».

L'auteur constate que ni la croissance ni le développement du tertiaire ne permettront de réduire le chômage, tandis que l'amélioration de la productivité et la migration des salaires en Europe seront de nature à l'aggraver. Il se voit de solution que dans un nouveau partage du travail, en brisant le tabou du plein-temps comme modèle de référence. L'originalité de sa proposition est de répondre à la question posée par le niveau de rémunération. A côté du salaire partiel tiré du travail réduit, il suggère l'instauration d'un deuxième échelon, compensation se situant entre l'impôt négatif et le dividende social, dont il définit les modalités. C'est un écosystème laissant une large place à « un terrain d'événements individuels » qu'il ébauche.

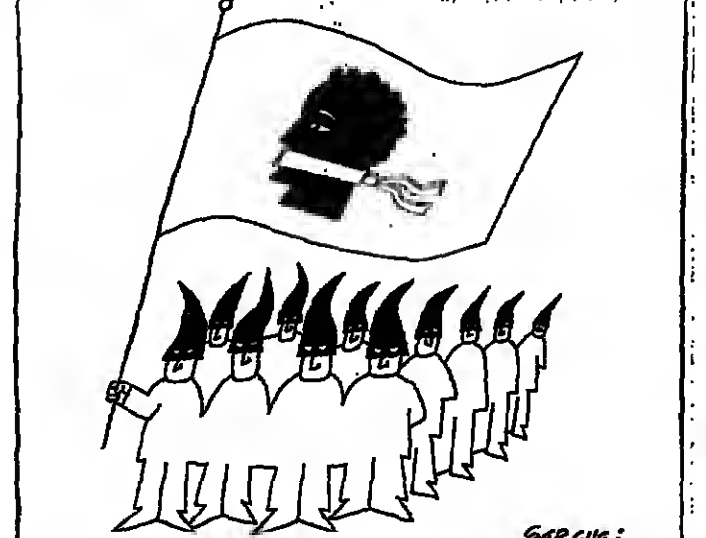
Les partis en place, s'ils n'ont pas la confiance des écologistes, ont compris qu'ils ne pouvaient être en reste sur ce terrain. C'est ainsi que le PC a créé une section « environnement » dont le responsable est confié à Sylvie Meyer, chercheur en biologie marine, qui expose dans un récent ouvrage la version communautaire de l'écologie. Sur bien des aspects celle-ci rejoint le discours des Verts, sauf qu'elle prend en compte les préoccupations sociales du PC, s'agissant des agriculteurs par exemple, ou ses choix en faveur des grandes infrastructures du secteur public (le SNCF, notamment). On est tenté de chercher les divergences ; la plus évidente porte sur le nucléaire civil. L'auteur n'ignore pas le fait que le socialisme au pouvoir, marqué par la productivisme, n'a pas donné l'exemple en matière de protection de l'environnement, bien au contraire, mais écrit-elle : « Il n'apparaît pas comme la panacée pour résoudre la crise écologique, il en demeure la condition dont les potentialités doivent être sans cesse développées ». Le hic c'est que, event même la découverte de ces potentialités-là, les autres, dont il était gros, sont restées en panne.

► *Dessine-moi une planète.* de Antoine Wechter, Albin Michel, 257 pages, 85 F.

► *Objectif Terre. Les Verts, de l'écologie à la politique.* de Christian Brodhag, Editions du Félin, 325 pages, 120 F.

► *Le travail c'est fini (à plain-temps, toute la vie, pour tout le monde) et c'est une bonne nouvelle.* de Guy Aznar, Belfond, 238 pages, 98 F.

► *Parti pris pour l'écologie.* de Sylvie Meyer, Messidor Editions sociales, 202 pages, 90 F.



des amis des amis, qui n'ont aucun intérêt à défendre nos parents.

Le paradoxe est que, si le renseignement est relativement facile à obtenir, il est ensuite extrêmement difficile à formaliser par un témoignage en bonne et due forme, voire par une simple information dans une déposition sur procès-verbal, démarche indispensable pour construire une procédure judiciaire et donc faire condamner les coupables. « Les confidences se font hors PV, les gens racontent des ragoteries. Souvent, nous présentons à la justice des dossiers qui reposent sur des renseignements dits anonymes et qui ne passent pas la rampe devant les magistrats ».

Les Corses ont ainsi le spectacle et le fantasme d'une police « qui sait tout mais ne fait rien ». Ils vivent la contradiction d'être tellement épris de justice qu'ils ne font pas confiance à la justice de l'Etat qui, effectivement, en l'ab-

tre du président de la chambre d'agriculture, Lucien Tirroli. « Effectivement, au début, tout le monde était tellement révolté qu'ils nous ont envoyé promener, mais c'est comme cela en Corse. Une certaine de personnes ont été convoquées, elles ne sont pas encore venues mais elles viendront. Il faut du temps ». Sur les cinq vice-présidents de la chambre d'agriculture, trois seulement ont répondu à l'appel des policiers.

Le rêve de l'inspecteur corse serait, encore plus qu'ailleurs, d'intervenir en flagrant délit. Là non plus, il n'attend pas grand-chose de ses concitoyens. Avant le mitraillage de Lucien Tirroli à la sortie de l'arbre de Noël de la chambre d'agriculture, on avait bien vu une Yambala noire qui a d'ailleurs été retrouvée vendredi 4 janvier au col de Saint-Antoine, à la sortie d'Ajaccio, et est depuis soumise aux analyses de la police scientifique et technique. Le

Comme le Koweït...

Le quotidien israélien de langue anglaise, *Jerusalem Post* - journal réputé pour son sérieux, mais qui a viré de cap depuis son rachat, il y a plusieurs mois, par un Canadien proche du Likoud -, souhaite contribuer à sa façon au règlement de la question corse : il suggère que le problème soit traité dans le cadre d'une conférence internationale de paix sur l'ensemble des problèmes des pays riverains de la Méditerranée.

Une telle conférence de paix a été demandée par le président irakien Saddam Hussein pour régler tous les problèmes du Proche-Orient, du Koweït à la Palestine.

L'éditorialiste pince-sans-rire de ce journal, aujourd'hui de droite, estime que, « après tout, la Corse est devenue un département français un peu à la manière dont le Koweït est devenu le dix-neuvième gouvernorat de l'Irak ». - (AFP.)

1987
dans l'île

DIMANCHE AU CLUB YITZ

50.000.000

POLITIQUE

Les élections législatives partielles du Rhône et de Paris

Le RPR face à ses dissidents

Le dispositif du RPR est en place pour tenter de faire face à ses dissidents, qui, en abandonnant leur mandat de député, ont provoqué trois élections législatives partielles, dans le Rhône et à Paris. Il présente des candidats contre M. Noir et M. Barzach. Dans la troisième circonscription du Rhône, il devrait soutenir, contre M. Dubernard, un ancien conseiller de M. Noir.

être soutenu par le mouvement chiraquien, sans être formellement investi par lui. Dans la troisième circonscription de Paris, M. Barzach, député RPR démissionnaire, et M. René Galy-Dejean (RPR), maire de l'arrondissement, candidat investi par l'opposition, commencent leur campagne. M. Jacques Chirac appuiera son soutien à M. Galy-Dejean et participera, lundi, mardi et jeudi prochains à ses côtés, aux réceptions de fin d'année offertes aux habitants du quartier à la mairie de l'arrondissement.

tiendrait un meeting le mercredi 23 ou jeudi 24 avec ses amis politiques. Elle a précisé qu'elle serait accompagnée de MM. Noir et Dubernard, et elle a été également, parmi les personnalités de l'opposition qui la soutiendrait à cette occasion, M. François Léotard, ancien président du Parti républicain, des socialistes comme MM. Baudis, maire de Toulouse, Besson et « vraisemblablement M. Méhaignerie », ainsi que des membres de la Force unique tels que MM. Wiltzer, député UDF de l'Essonne, et Bourlengues. Elle-même se rendra à Lyon pendant la campagne.

M. Barzach était accompagné du docteur Alain Deloche, spécialiste de chirurgie cardiaque et cofondateur, avec M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, de l'association Médicos du monde, ainsi que de M. Jean-Louis Dutarié, avocat, ancien RPR, collaborateur de M. Alain Carignon. C'est M. Dutarié qui sera le suppléant de M. Barzach. Il a remplacé in extremis M. Deloche dans cette fonction lorsque les services municipaux chargés des élections ont fait remarquer que le médecin ne pouvait être candidat puisqu'il n'était pas électeur, n'étant pas inscrit sur les listes électorales.

M. Galy-Dejean a commencé une campagne sur un double thème, « un maire pour le quartier », « un député pour Paris » et « voter Galy-Dejean, c'est voter Chirac ». M. Barzach a choisi des slogans plus personnels : « Au milieu de tous ces partis, quel qu'un reste entier » ou « Michèle Barzach : de la suite dans les idées ». Au cours d'une longue déclaration, l'ancien ministre de la Santé a tenu à se placer notamment dans l'opposition en dénonçant « l'impact désastreux de l'immunité routière par les socialistes » et le rôle de l'argent « après dix ans de mandat de M. Mitterrand qui prétendait justement incarner le refus d'une société fondée uniquement sur le valeur marchande ». Elle a critiqué l'usage de l'article 49-3 par le gouvernement. Mais elle a aussi reproché à l'opposition de ne pas présenter d'alternative crédible et d'être paralysée « par la guerre des chefs et par des appareils sclérosés » qui conduiraient « à des défaites inévitables ».

ANDRÉ PASSERON

Le président et l'orthographe

J'ai été saisi du projet, j'ai été un peu effrayé, et j'ai eu quelques écarts. Quand on m'a dit : c'est l'Académie française qui le demande, ça m'a impressionné. (...) J'aime l'orthographe, et je pense qu'une langue a besoin de la puissance étymologique des mots. (...) Il faut être prudent sur les réformes de l'orthographe, il ne faut pas tout s'écrouler. Cette affaire ne m'a pas beaucoup excité. Je m'aperçois qu'il y a de plus en plus de gens sympathiques qui sont contre. (...) Si le premier ministre juge indispensable cette réforme à laquelle il s'est tant appliqué, pourquoi pas ? (C'est la réforme) n'est pas absurde. On peut très bien concevoir d'essayer de codifier une langue à partir du moment où elle tombe dans des bêtises étymologiques qui ne sont plus comprises par personne. Je trouve ce souci parfaitement légitime. Quand on arrive à la réalisation, on heurte des habitudes, peut-être des goûts esthétiques, peut-être des rigueurs philologiques. Il faut aborder cela avec bon sens et gentillesse. C'est normal que le gouvernement s'y intéresse. C'est une réforme extrêmement modeste.

après les attentats

M. Mitterrand estime que 1987 a été « la pire année » dans l'île

Au cours de la cérémonie de présentation des vœux de la presse, vendredi 4 janvier à l'Elysée, M. François Mitterrand a notamment déclaré : - Corse : « La question de la Corse me préoccupe beaucoup. La loi Joxe sera soutenue par le gouvernement à la fin du mois de janvier en session extraordinaire du Parlement. Donc le ministre de l'Intérieur n'est pas désolé. Quant à la gestion corse, ça va, ça vient. Il y a des années noires. La pire jusqu'à ces quinze dernières a été 1987 : la meilleure a été 1988. Mais les passions sont telles que l'on assiste à des fluctuations de toutes sortes, ce qui veut dire que, depuis de longues années et sous plusieurs gouvernements, le problème corse n'a pas été résolu. Que l'on n'incrimine surtout pas le gouvernement actuel et le ministre de l'Intérieur. (...) Il faut enfin trouver le juste équilibre des pouvoirs (et) régler les problèmes qui touchent à l'autorité de l'Etat ».

- Climat social : « Une dégradation serait irrationnelle. (...) La croissance continuera d'être positive en France, plus modeste que ce que l'on avait espéré ».

- Conseil de défense le 16 janvier : un conseil de défense se réunira sous la présidence de M. Mitterrand le 16 janvier. Il sera consacré aux choix stratégiques de la France.

- Dix ans ça suffit : M. Mitterrand remarque que cette campagne a été lancée à l'occasion du neuvième anniversaire de sa première élection et a été donc pas nouvelle. A propos des hommes politiques qui développent ce thème, il a ajouté : « Moi, je serais à leur place, je trouverais que c'est long, de les compter. Vous imaginez, se rouler les sangs comme ça pendant des années ».

- Premier ministre : interrogé sur les supputations à propos de l'intérêt que M. Michel Rocard aurait à quitter son poste de premier ministre, M. Mitterrand a affirmé que son souhait est de voir les gouvernements durer. « S'il s'agit de son désir très vif de quitter le gouvernement, j'aurais certainement avec lui une conversation très amicale, mais encore faudrait-il qu'il me le demande ».

Auparavant, M. Mitterrand avait reçu les vœux de la municipalité de Paris, et M. Jacques Chirac avait exprimé le souhait que soit réaffirmée l'autorité de l'Etat en Corse. « L'autorité de l'Etat doit toujours être réaffirmée, et elle l'est », a répondu le président de la République.

Devant les bureaux des Assemblées (Sénat et Assemblée nationale), M. Mitterrand a répondu aux propositions de réformes du fonctionnement de l'Assemblée nationale, éla-

borées par M. Fabius. Il les juge « réalistes », pour la plupart d'entre elles, mais il a mis en garde contre les tentations de réforme constitutionnelle. « La pratique constitutionnelle vaut bien la lettre », a-t-il dit, en soulignant qu'il ne faut pas donner aux citoyens « le tournis institutionnel ».

Devant les « farces vives » de la nation (syndicats, associations...), M. Mitterrand a souligné que la France est contrainte actuellement dans une « période de doute avec un fléchissement de la croissance » qu'il juge « circonstancielle ». « Il n'y a pas de raison, a-t-il dit, de renoncer à un plan de croissance qui devrait, d'ici quelques années, donner des gages de réussite importants ».

Les témoins à l'amende

Selon le ministre délégué à la justice, M. Georges Kiejman, des instructions vont être données aux parquets afin que des poursuites judiciaires soient engagées contre ceux qui refusent de concourir à la manifestation de la vérité. « Les lois de la République ne comportent pas la loi du silence », a souligné de son côté M. Michel Chassagne jeudi soir 3 janvier à TF 1.

Aux termes de la loi, une personne qui a été témoin d'un crime ou d'un délit est en effet « tenue de comparaître et de prêter serment et de déposer ». L'article 109 du code de procédure pénale précise que si le témoin ne comparet pas, « le juge d'instruction peut (...) l'y contraindre par la force publique » et le condamner à une amende de 3 000 F à 6 000 F. La même amende peut être infligée à celui qui refuse de déposer.

Le faux témoignage est plus sévèrement puni. S'il concerne un délit, il est sanctionné par une peine de deux à cinq ans de prison, éventuellement assortie d'une amende. Mais en matière criminelle, le faux témoignage est lui-même un crime. L'article 361 du code pénal dispose qu'une fausse déposition « soit contre l'accusé, soit en sa faveur » sera punie de cinq à dix ans de réclusion criminelle. Il s'agit cependant d'un texte dont l'appréciation est très étroite. Ainsi, selon une jurisprudence ancienne, les déclarations mensongères faites devant un juge d'instruction ne seraient pas concernées par cet article.

Les auteurs, enfin, de menaces exercées sur un témoin pour l'engager à ne pas déposer ou à mentir sont punis d'une peine de six mois à trois ans de prison et d'une amende de 1 500 F à 20 000 F.

M. P.

POINT DE VUE : le sixième dixième anniversaire du congrès de Tours

Le destin d'une scission

par Louis Mexandeau

LORS du vingt-septième congrès du Parti communiste français, il y a eu un vote d'adhésion, même s'il faut faire le pari d'un messianisme et de l'efficacité : la révolution russe n'était-elle pas la révolution sociale tant attendue, l'héritière de la grande Révolution française et de la Commune de Paris ?

Née en partie d'un malentendu, la scission de Tours allait dériver vers un divorce impitoyable, nourri d'effarancement sans merci entre un Parti socialiste vite reconstruit avec ses défections, mais aussi sa fidélité aux idéaux révolutionnaires, et un Parti communiste de plus en plus « bolchévisé ». C'est-à-dire mené, accablé, enfoncé dans la certitude de bâtir un homme nouveau pour des temps nouveaux.

Sourire ou hurir

Il y a soixante-dix ans, les majoritaires de Tours regardaient « avec joie la puissance saine et majestueuse de notre grand parti ». Aujourd'hui, leurs héritiers, réunis à Saint-Ouen, dressent l'inventaire lugubre des faillites du « socialisme de caserne et de nivellement social », l'expression est tirée de la résolution du vingt-septième congrès dont on ne saurait trop conseiller la lecture. Il y est question de « la perversion monstrueuse du socialisme, du marxisme, du rôle et de la conception même du parti qui fut le stalinisme », du « mythe de société socialiste dévoyée [qui] a été mis en œuvre dans tout l'Est européen », de « la censure et des atteintes aux droits de l'homme les plus graves », de « la corruption ». Au total, un réquisitoire d'une dureté extrême contre des régimes et des partis déchus.

dont le bien était encore jugé globalement positif par le congrès précédent. Notons que ces jugements sans concession ont été introduits par amendement, prouvant que le sang du débat a recommencé à circuler timidement dans le corps perclus du Parti communiste français.

Face à ces aveux, à ces accents de lucidité, obscurcis d'ailleurs par des atténuations, des regrets, des nostalgies, il nous serait facile de redire, de façon un peu vaniteuse, combien Blum ou Sembat avaient raison lorsqu'ils disséquaient les risques que l'aventure communiste allait faire courir aux acquis du socialisme français. La liberté de débat, l'organisation plurielle, le respect des droits de la minorité : sur ces points, le PCF a commencé de bouger, mais il lui reste du chemin à parcourir dans la voie de l'analyse critique. Ainsi, quand il s'efforce désespérément de préserver Lénine.

Or, il est vrai, comme le nota Manès Sperber, que, dans le dernier ennemi de sa vie, Lénine savait et disait que le bureaucratisme déformait les conquêtes de la révolution et utilisait son pouvoir contre le peuple, il n'en reste pas moins vrai qu'en écrasant les meninges de Cronstadt (trois mois après Tours), en liquidant les révolutionnaires, en supprimant les tendances dans son parti, Lénine a tracé la voie à Staline. De même, le PCF fait sourdre ou hurle quand il reproche aux partis communistes de l'Est de ne pas avoir saisi la chance du vingtième congrès du Parti communiste soviétique alors que lui-même a exclu tout de militants qui l'invoquaient.

Arrêtons, puisque, depuis dix-huit mois, l'histoire a montré que,

à Tours, avait choisi le bon ou le mauvais chemin. Il reste qu'en nous retournant sur cette page, nous sommes saisis par la tragédie, non encore formée, qui, depuis 1920, a dévoré une partie de l'histoire de notre siècle, on ne peut songer sans tristesse à l'immense gâchis qui s'accumule dans l'histoire du mouvement ouvrier et social : des luttes fratricides et absurdes entre les frères séparés de Tours, des générations de militants à l'idéal et au courage dévoyés dès que cessent les combats unitaires, une pensée largement stérilisée pendant des décennies.

Restons des frères

Meis, puisque la critique que fait le PCF des excès et des injustices générées par le capitalisme est souvent le même que celle qui s'inscrit dans le projet socialiste ; puisque la juste déroute du communisme bureaucratique à l'Est n'a pas effacé, loin s'en faut, la victoire du socialisme démocratique ; puisque, à Saint-Ouen, par-delà tout d'attaques injurieuses et rituelles contre le PS, le gouvernement et le président de la République, on a affirmé vouloir donner la priorité « aux êtres humains, à leur bonheur, à leur développement, à leur liberté », peut-être, pour le bien de notre peuple et par le moyen d'une recherche commune, pourrions-nous faire écho aux dernières paroles prononcées à Tours par Léon Blum : « Malgré tout, restons des frères, des frères qu'aura séparés une querelle cruelle, mais une querelle de famille, et qu'un foyer commun pourra encore réunir ».

► Louis Mexandeau est député socialiste du Calvados, ancien ministre.

DIMANCHE 6 JANVIER
AU CLUB DE LA PRESSE
YITZHAK SHAMIR



Dirigé par Jean-Pierre Elkabbach



SOCIÉTÉ

DÉFENSE

Une directive de M. Chevènement

L'armée de terre devra constituer des forces « immédiatement projetables » en cas de crise

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, invite l'armée de terre à accroître la mobilité de ses unités de combat en les organisant, selon son expression, autour de « modules ». Ces forces seraient « immédiatement projetables » sur un théâtre d'opérations de sorte que la France puisse « peser » sur le cours d'une crise éventuelle dans laquelle elle serait impliquée dès son origine.

M. Chevènement a donné cette directive lors de ce qu'il a convenu d'appeler la « journée des chefs de corps », qui a réuni récemment quatre cent vingt colonels ou lieutenant-colonels destinés à prendre en 1991 le commandement d'une formation dans l'armée de terre. Cette journée est convoquée chaque année, en décembre.

Devant ce parterre d'officiers supérieurs, le ministre de la défense est intervenu - si l'on en croit ses propres rapports dans le dernier numéro de la revue *Terre Magazine* - pour tirer les premières leçons des événements dans le Golfe et pour souhaiter « très fortement » que l'armée de terre « acquière une meilleure aptitude à gérer les crises sans solution de continuité ». Pour cela, a dit M. Chevènement, il faut accroître la mobilité de l'armée de terre qui doit être organisée « autour de modules immédiatement projetables » et qui doit conserver une bonne capacité de combat en toute circonstance.

« On voit bien », a ajouté le ministre de la défense, que c'est finalement un tel que se règlent les conflits, même s'ils ne peuvent être gérés et conduits que dans un cadre international. Ce qui peut se passer dans le Golfe risque de nous le démontrer ».

D'où, selon M. Chevènement qui précise sa directive dans le dernier numéro du mensuel *Armées d'aujourd'hui*, la nécessité pour les armées françaises - si elles doivent intervenir avec d'autres États en Europe et hors d'Europe - de disposer d'unités « polyvalentes, mobiles ».

SCIENCES

Des spécialistes prévoient un violent séisme à Salonique

La terre va sérieusement trembler à Salonique (Grèce) entre le 8 et le 22 janvier. Cette information n'est pas une prédiction astronomique ni une affirmation inspirée par l'actualité internationale, mais le résultat d'un observatoire scientifique publié par le professeur Varotsos, l'un des trois promoteurs de la méthode « VAN » de prévision des séismes. Une station du réseau VAN située à Assiros, non loin de Salonique, a en effet enregistré, le 31 décembre, « une succession longue de 34 minutes de dix-huit forts signaux électriques annonciateurs de séisme ».

Selon le professeur Varotsos, qui a transmis ses observations en France au volcanologue Haroun Tazieff, le séisme pourrait avoir une magnitude variant entre 5,5 et 6 degrés sur l'échelle de Richter si son épicentre se trouve dans un rayon de 50 kilomètres autour de la station. Quel que soit l'aggravation de Salonique, qui compte environ deux millions d'habitants, serait « gravement menacée ».

M. Haroun Tazieff rappelle que la région de VAN est opérationnelle depuis 1981 et qu'elle a permis de prévoir des séismes de 5 à 6 degrés en Grèce en cas non années ont été correctement prédits ».

□ Accord ESA-NASA pour l'étude de Saturne. - La NASA vient d'annoncer qu'elle avait signé, avec l'Agence spatiale européenne, un accord portant sur le développement de la mission Cassini, destinée à l'étude de la planète Saturne et de son satellite Titan. Les véhicules spatiaux qui composent cette mission interplanétaire - le satellite pourer américain Cassini et la sonde européenne Huygens - devraient être lancés, en avril 1996, par les Américains en direction de Saturne. Cassini devrait atteindre la planète aux anneaux à la fin de 2002, tandis que Huygens sera larguée par Cassini pour atterrir en détail cette curiosité du système solaire qu'est Titan, la seule lune d'une planète qui possède une atmosphère substantielle (le Monde du 22 février 1989).

et assez puissantes » pour pouvoir « peser » de façon significative dès le début d'un conflit, même si « les problèmes du Sud ne doivent pas être traités prioritairement par la voie militaire ». « La France ne peut pas pour autant se priver d'une capacité de projection de ses forces », conclut M. Chevènement.

Des moyens logistiques accrus

Plus loin, dans la même publication, le chef d'état-major des armées, le général Maurice Schmitt, relève néanmoins que « face à une menace initiale telle que celle qui est représentée par l'armée irakienne, il n'est pas suffisant de disposer de forces d'intervention souples et mobiles, pour reprendre certains adjectifs à la mode ». Le général Schmitt préférerait aligner « des forces puissantes et bien protégées » en volume et en nature, comme les Américains, observe-t-il, en ont déployées en Arabie saoudite.

« C'est évidemment là un problème majeur », conclut le chef d'état-major des armées, car puissance et projection veulent dire aussi volume et poids pour les forces et leur logistique (...). Si les forces navales sont essentielles pour contrôler les voies maritimes en mer et, quand la géographie le permet, pour appuyer par leur aviation embarquée les forces terrestres, elles ne peuvent se substituer à

celles-ci pour défendre et reprendre le terrain. Reprendre le terrain exige une large supériorité combinant les forces aériennes et terrestres. L'indispensable complémentarité des armées est brutalement et opportunément soulignée par la crise du Golfe ».

Ni dans *Terre Magazine* ni dans *Armées d'aujourd'hui*, qui sont deux revues officielles, le ministre de la défense et le chef d'état-major des armées ne donnent davantage de détails sur leur conception de la mobilité et de la puissance de ces forces « projetables » en cas de crise. En particulier, ils ne précisent pas comment l'armée de terre, qui comptera à terme deux cent cinquante mille hommes au total contre deux cent quatre-vingt mille aujourd'hui, devra répartir ses forces entre les personnels de métier et les appelés du contingent, puisque ces derniers sont interdits d'engagement opérationnel hors des frontières nationales sans accord préalable du Parlement.

M. Chevènement se contente d'indiquer, pour sa part, que la France a entrepris d'accroître sa capacité d'adéquation, avec l'achat de deux nouveaux avions-cargos Hercules, et qu'elle étudie l'opportunité de commander ou non un deuxième porte-avions de la Flotte, ce transport lourd (11 500 tonnes) de chars de débarquement qui vient d'être en service pour soutenir la logistique du dispositif « Daguet ».

JUSTICE

L'affaire des Irlandais de Vincennes

M. Bernard Jegat est renvoyé devant le tribunal correctionnel

M. Alain Varoigne, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, chargé du dossier des « Irlandais de Vincennes », a signé, vendredi 4 janvier, une ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel de M. Bernard Jegat, qui fut, à l'origine de cette affaire, l'informateur du capitaine Paul Barril. La veille, M. Varoigne avait signé une première ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel du préfet Christian Froureau, du lieutenant-colonel Jean-Michel Beau et du major José Windels (le Monde du 5 janvier).

Le rôle de M. Jegat ne fut révélé qu'en octobre 1985, soit trois ans après l'interpellation, le 28 août 1982, à Vincennes, par des membres du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) de trois militants républicains irlandais. Depuis 1983, la presse avait dépeint les gènes irréguliers de cette opération, montée en enfilade par l'Élysée, qui, en pleine vague d'attentats terroristes, venait de s'adjoindre la collaboration de M. Christian Froureau, alors chef

du GIGN. Mais l'origine de toute l'affaire restait mystérieuse, tandis que quelques soupçons avaient été émis, dans ces colonnes, sur l'origine des pièces à conviction saisies dans l'appartement de Vincennes (le Monde du 1^{er} février 1983).

Avec le témoignage de M. Bernard Jegat (le Monde du 31 octobre 1985), l'affaire perdait désormais ses zones d'ombre. C'est cet ancien sympathisant de la cause irlandaise qui, par l'intermédiaire de journalistes proches de l'Élysée, avait mis, en août 1982, le capitaine Barril sur ce qui devait se révéler une fausse piste. Mais M. Jegat, qui, de 1982 à 1985, fut successivement protégé par la cellule antiterroriste de l'Élysée puis par la DST, était porteur d'un lourd secret. Selon son témoignage en effet, ce sont certaines des armes ainsi qu'un explosif qu'il avait remis, pour preuve de sa bonne foi, au capitaine Barril qui se curieusement saisis comme pièces à conviction dans l'appartement des Irlandais. Bref, le capitaine les aurait apportés lui-même, montant de toute pièce un coup

FAITS DIVERS

Un étudiant passe une nuit en prison à la suite d'une « erreur administrative »

Insoumission forcée

Marc Eyehenne n'en revient pas. Pendant une nuit, l'étudiant sans histoire de l'École nationale supérieure des Arts décoratifs de Paris s'est retrouvé en cellule à la caserne de Périgueux. Pour quelques heures, le bon fils venu révéler son père à Mauzac et à Grand-Castang (Dordogne) a découvert qu'il était sous le coup d'une condamnation à trois mois de prison pour « insoumission ». Lui qui avait répondu à toutes les convocations du ministère de la Défense... « Il m'est bien triste, mais quand même, c'est incroyable. Et ils m'ont simplement dit que c'était une erreur administrative ».

Déjà, l'année 1990 ne s'était pas très bien terminée pour lui. Lundi 31 décembre, vers 10 h 30, le radar installé à Maison-Blanche (Charente) l'enregistrait à 137 km/h sur une route limitée à 110 km/h. Le retour au pays lui coûtait cher. Proches-verbels, recommandations des gendarmes, vérification du fichier des personnes recherchées (FPR)... la réponse tardant à venir, on l'avait laissé repartir.

Lorsque, le lendemain, les gendarmes de Lédine se sont présentés chez ses parents et lui demandèrent de les suivre, il pensa qu'il avait oublié de signer un papier. « En arrivant à la gendarmerie, ils m'ont montré le fax. J'étais condamné à trois mois de prison pour insoumission par le tribunal

de Lyon. Je leur ai expliqué que j'avais été recensé à Poitiers, que je devais faire la coopération et que mon sursis allait jusqu'en 1993. Mais ils n'ont rien voulu ».



savoir. C'est que les autorités militaires de Lyon, ville où il est né, ont vingt-deux ans, n'ont plus entendu parler de lui depuis qu'il en a dix-huit. Et puisqu'il ne répondait pas aux convocations et pour cause, il avait déménagé.

— le verdict a fini par tomber en avril 1990 : « insoumis ».

Au service d'information de la gendarmerie, on assure que les gendarmes de Lédine ont pris toutes les précautions et suivi les instructions de l'officier d'état-major responsable. « Ce sont des erreurs exceptionnelles », y explique-t-on. Et puis vraiment, s'il y a eu une bourde, ce n'est pas de notre faute. Nous, on gère le fichier des personnes recherchées, pas la fiabilité des données qui y entrent ».

Des subtilités qui dépassent un peu Marc Eyehenne. Lui se souvient des faits : « Ils m'ont conduit à la caserne de Périgueux à 21 heures. Ils ont réveillé les cuisiniers pour me donner à manger, puis ils m'ont mis dans une cellule. J'étais beau expliquer mon histoire, il n'y avait rien à faire. Ils ne pouvaient pas vérifier. Alors j'y ai passé la nuit. Je commençais à me demander combien de temps ça pouvait durer. Heureusement, le lendemain, mes parents sont venus me chercher ».

S'il s'avoue inquiet que l'on ne se pose pas plus de questions avant d'envoyer les gendarmes, il estime avoir eu, dans son malheur, pas mal de chance. « Un peu plus et je passais la révélation en prison ».

NATHANIEL HERZBERG

En plaidant coupable

Christian Brando échappe à un procès pour le meurtre de Dag Drollet

Le fils de Marlon Brando, Christian, accusé de meurtre en mai 1990 de Dag Drollet, l'ami de sa demi-sœur, a plaidé coupable d'homicide volontaire. Cette décision, conséquence d'un marchandage avec les autorités judiciaires, comme l'autorise la loi américaine, épargnera à la famille Brando un procès et la publicité qui l'aurait accompagnée.

L'acteur américain, qui était sorti de son mutisme pour porter secours à son fils lorsque l'affaire avait éclaté, devait témoigner à l'audience, dont l'ouverture avait été fixée au 14 janvier. Christian Brando, trente-deux ans, recevait sa sentence le 26 février, à l'issue de la procédure Steven Bishop, en précisant qu'il demanderait la peine maximale, seize ans d'emprisonnement. La peine minimale encourue est de huit ans de détention.

Inculpé d'assassinat, Christian Brando risquait auparavant la prison à vie s'il était reconnu coupable par un jury. Dans un premier temps, il avait reconnu avoir tiré

sur Dag Drollet mais affirmait qu'il s'agissait d'un accident. Si son comportement en prison donne satisfaction, il pourra faire l'objet d'une mesure de libération anticipée, une fois la moitié de sa peine accomplie.

M. Jacques-Deois Drollet, le père de la victime, a regretté cette décision. Selon lui, Marlon Brando « arrive à ses fins ». « Le ministère public et nous, partie civile, avons essayé de faire prévaloir la thèse du meurtre avec préméditation », a-t-il déclaré, en ajoutant que « Marlon Brando, avec son équipe de neuf avocats, gagne du terrain. Il crève à son fils la prison à vie et, tôt ou tard, il fera glisser l'affaire vers l'homicide involontaire ». M. Drollet a également estimé que la comparaison de Cheyenne Brando, le témoin essentiel selon lui, et son départ, dimanche 30 décembre, de Tahiti pour la région parisienne, où elle doit être traitée après ses deux tentatives de suicide, étaient une « machination à la Brando ».

- (AFP).

CORRESPONDANCE

Le colloque islamo-chrétien de Strasbourg

Une mise au point de la communauté juive

À la suite du compte rendu du colloque islamo-chrétien qui s'est tenu à Strasbourg, les 20 et 21 décembre, de l'initiative de l'Association pour le dialogue islamo-chrétien (ADIC) (le Monde du 23 décembre), M. Ali El Saman, président de la communauté juive de Strasbourg et président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), et René Guzman, grand rabbin de Strasbourg, nous ont fait parvenir la mise au point suivante :

La communauté juive de Strasbourg, pas plus que le CRIF national, n'a jamais refusé le dialogue et même l'action commune avec ses frères musulmans ou chrétiens. Nous n'en voulons pour preuve qu'un récent appel commun des Églises chrétiennes et musulmanes, soutenu par le CRIF, contre l'atrocité et le racisme. L'édification de la mosquée de Cherville-Chavagnon (Isère) avait d'ailleurs fait l'objet d'un communiqué du CRIF, assurant la communauté musulmane de son entier soutien.

La communauté juive de Strasbourg a eu l'honneur de recevoir, samedi 22 décembre au soir, le recteur de la Mosquée de Paris, le Docteur Tedjini Haddam, coprésident du colloque en question, et M. Ali El Saman, qui y participait.

Simplement, si la communauté n'était pas présente au long de ces deux journées, c'est que, parmi les organisateurs au plus haut niveau, figurait le Père Michel Leleng, auquel il y a quelques années d'aujourd'hui, l'affaire perdait désormais ses zones d'ombre. C'est cet ancien sympathisant de la cause irlandaise qui, par l'intermédiaire de journalistes proches de l'Élysée, avait mis, en août 1982, le capitaine Barril sur ce qui devait se révéler une fausse piste. Mais M. Jegat, qui, de 1982 à 1985, fut successivement protégé par la cellule antiterroriste de l'Élysée puis par la DST, était porteur d'un lourd secret. Selon son témoignage en effet, ce sont certaines des armes ainsi qu'un explosif qu'il avait remis, pour preuve de sa bonne foi, au capitaine Barril qui se curieusement saisis comme pièces à conviction dans l'appartement des Irlandais. Bref, le capitaine les aurait apportés lui-même, montant de toute pièce un coup

Par ailleurs, il n'était pas difficile de prévoir, malgré l'évidence conviction de certains participants, que ce colloque trait de toute évidence vers une dérive politique. Déjà en 1974, une rencontre des musulmans avec l'Église, à Strasbourg même, avait donné lieu à une distribution massive de textes, violemment antisémites, véritables incitations à la haine raciale. Aujourd'hui, c'est l'appel de M. Yasser Arafat, plus subtil mais dont les motivations politiques sont sans équivoque, qui a bénéficié au cours de cette rencontre islamo-chrétienne d'une large publicité. Le grand rabbin de Strasbourg, le président du CRIF, sont toujours prêts à dialoguer avec les représentants de l'Islam en France. Mais il leur semble qu'au tel dialogue ne doit être que fraternel, religieux, et ne doit cacher aucune intention politique.

SPORTS

AUTOMOBILISME : le treizième Rallye Paris-Dakar

Le sable, enfin

GHAT (LIBYE)

de notre envoyé spécial

Le sable tel un océan. De tous côtés, les dunes, roses dans le soleil levant, dressent leurs arêtes fines. Un nuage de sautoirs blancs posé là par quelque main coïssée. Regarder cette étendue où les orbes jaillissent et se déclinent ne suffit pas, il faut fouler ce sol vierge, sentir le vent chargé de grains, laisser ses pieds s'enfoncer dans ce sol meuble, atteindre péniblement le sommet de la dune et de là apercevoir une nouvelle dune, toute semblable à la première, puis d'autres encore aussi loin que porte le regard.

Vuici donc ce sable que les 387 concurrents du Rallye Paris-Tripoli-Dakar ont en cours de vendredi 4 janvier sont venus découvrir. Les premiers ont joué du guidon comme des virtuoses pour avaler l'obstacle. La tactique semble simple : suffisamment de vitesse pour gravir la pente, puis une décélération au sommet pour éviter de s'ensablir, avant de plonger, le corps penché sur le guidon, vers la descente.

Un exercice que les leaders de l'épreuve exécutent avec maestria. Mais, au fil des passages, la technique devient moins brillante. Les

navettes semblent hésiter au pied d'une pente qui les impressionne. Faute d'élan, ils ne parviennent pas à atteindre le sommet et courent leur moto dans le sable. D'autres réussissent le premier test mais chutent après l'arrêt pour ne retrouver eux aussi allongés dans le sable auprès de leur moto. Des chutes sans gravité, mais qui finissent par précieuses minutes et surtout entraînent le moral en début de course. Certains ont de désemparer, comme ce malchanceux incapable de remettre le moteur de son engin en marche. Après avoir tiré de rage ses lunettes et son casque, il parviendra quand même, au terme de longs efforts, à repartir. Une cheville maladroite vers le prochain obstacle, la prochaine dune, la prochaine chute.

Disqualification chez Lada

La scène n'est pas identique pour les voitures. Les quatre-roues motrices se jouent des difficultés naturelles. Pour elles, le danger se situe ailleurs, dans ces creux qui séparent deux dunes et où le sable mou s'est amassé. Là, le premier arrêt peut être fatal. Les pilotes doivent sortir de leur vici-

culé pour placer les plaques de désensablage sous les roues, et même parfois utiliser les pelles. « Une séance de galère », selon l'expression des spécialistes qui ont l'habitude de ce genre de mésaventure.

« Galère » aussi pour les pilotes de l'écurie Lada, victimes d'un ennemi mécanique multiple qui ont égaré Patrick Tambay et Hubert Auriol des premières places du classement. Pour Jérôme Rivière, le troisième pilote de l'équipe, l'affaire est encore plus grave. Arrivé jeudi au parc fermé d'Iridi avec des problèmes d'alternateur, il a choisi de s'arrêter peu de temps après le départ de l'étape afin de faire réparer sa voiture près d'un camion de son écurie déclaré hors course.

La manœuvre n'a pas échappé à Gilbert Sabine, qui survolait alors l'épreuve en hélicoptère. Le patron de TSO s'est immédiatement fait déposer à terre pour constater les faits. Réunis dans la soirée, les commissaires de la course ont décidé de disqualifier l'équipage « pour assistance non autorisée ». Jérôme Rivière quitte donc le rallye par la petite porte, dans le convoi des laissés-pour-compte qui n'auront connu du voyage que deux étapes en Libye.

SERGE BOLLOCH

Des communes

Bourges
ne ses facultés

سوال اول

Le Monde HEURES LOCALES

Des communes pleines d'énergie...

EDF-GDF n'a pas le monopole de la distribution de l'électricité et du gaz.
Des communes viennent de s'en souvenir et veulent s'inspirer d'actions menées à l'étranger

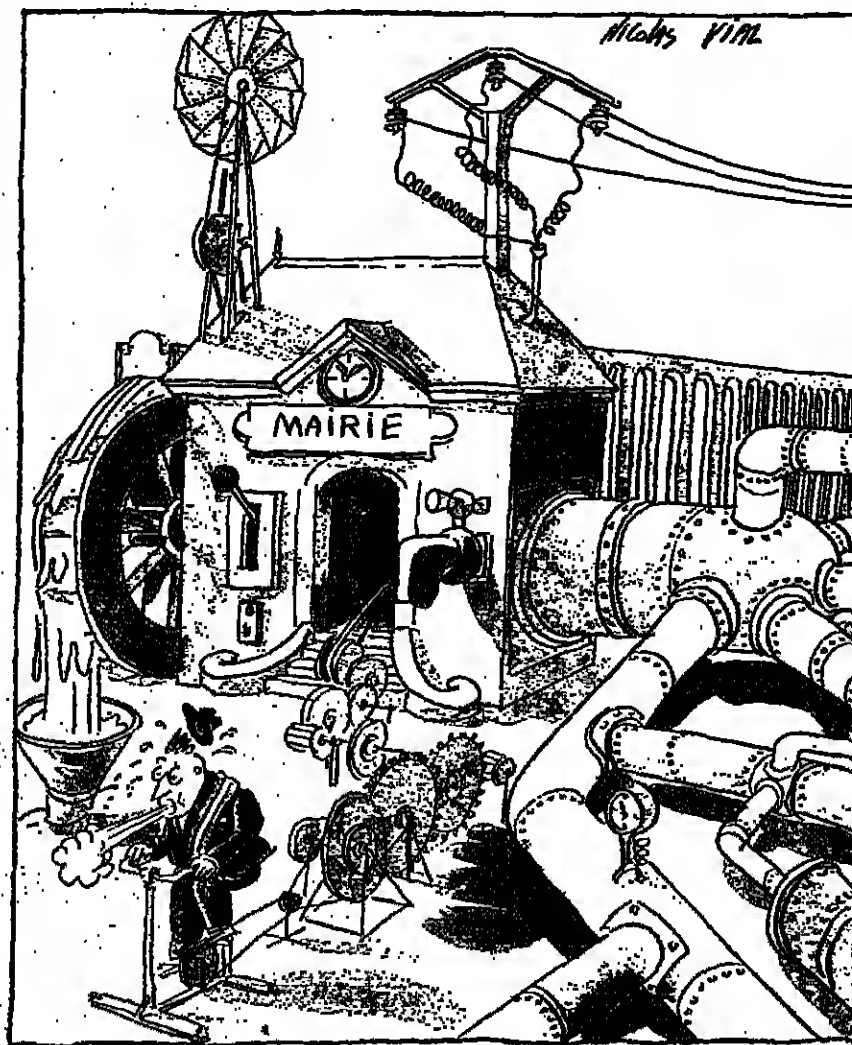
DANS le hall de l'immeuble, le petit personnage de l'écran télématique affiche un air consterné : la consommation d'énergie est trop importante, comparée à celle du bâtiment-type qui sert de référence permanente à toute la localité. Aux occupants de lui redonner le sourire en réduisant leur chauffage. L'emploi généralisé de l'ordinateur s'appuyant sur l'esprit de compétition peut ainsi conduire à de sensibles économies d'énergie. Il est vrai que nous sommes à Martigny, en Suisse, pays où le sens civique se laisse peut-être plus facilement solliciter qu'en France. Mais il est vrai aussi que l'usager a, ici, quelque raison de se sentir davantage citoyen que consommateur.

La maîtrise que les collectivités locales exercent sur la production et la distribution des sources énergétiques n'est pas nouvelle. Sans doute le cas de Martigny est-il un peu particulier, puisque cette commune de 14 000 habitants est une sorte de laboratoire où sont menées des expériences sur la gestion coordonnée des réseaux énergétiques urbains. Non seulement les services municipaux gèrent les réseaux de distribution de l'électricité, du gaz et de l'eau chaude (eau sanitaire et chauffage), mais un plan directeur a défini pour chaque quartier la ou les sources d'énergie qu'il conviendrait d'utiliser. De telle sorte qu'on fait l'économie de réseaux parallèles et concurrents.

Concession des droits

De plus, les ressources locales sont exploitées aussi finement que possible. Ainsi le biogaz, issu de la station d'épuration, alimente un moteur de 130 kilowatts, qui lui-même entraîne un alternateur. Comme si cela ne suffisait pas, on récupère la chaleur provenant du circuit de refroidissement du moteur. Couplé à une chaudière, le système suffit aux besoins énergétiques de la station d'épuration. Par ailleurs, avant de parvenir aux robinets, l'eau potable transite par des turbines, ce qui assure 10 % de la consommation électrique de la ville.

Une telle prise en main de la politique énergétique par les collectivités locales n'est pas rare en Europe. En Allemagne, de l'Ouest, où comme en Suisse la structure fédérale du pays a probablement déterminé cette approche, la production électrique,



notamment, échappe au centralisme. Cela permet, à Düsseldorf (770 000 habitants), par exemple, de combler le déficit de ses transports en commun par les recettes provenant de la vente de son électricité.

Ces exemples, développés récemment à Besançon lors d'un colloque sur les villes européennes, ont fait rêver les adhérents français de l'AMORCE (Association des

maîtres d'ouvrage de réseaux de chaleur) (1), dont le délégué général, Alain Cabanes, rappelle volontiers que le monopole de la distribution électrique, comme celui du gaz en réseau, n'appartient pas à EDF-GDF, contrairement à une idée reçue, mais aux communes.

Celles-ci ont seulement concédé leurs droits à l'entreprise nationale. Or, dans la plupart des cas, on aurait oublié de renouveler ces contrats, de telle sorte qu'on se trouverait devant une situation de fait, exempte de support juridique. Sans aller jusqu'à imaginer une refonte totale de la politique énergétique suivie par EDF-GDF, on peut penser que la renégociation éventuelle des contrats de concession pourrait conduire à une meilleure redistribution des cartes sur le terrain, notamment en ce qui concerne le chauffage.

L'AMORCE indique à ce propos que l'incinération des ordures ménagères dans les soixante-quatre usines françaises, en 1988, produit 469 500 tep (tonnes d'équivalent pétrole). Cette énergie, utilisée notamment dans les réseaux urbains de chauffage et d'eau chaude sanitaire, provient du traitement de quatre millions de tonnes d'ordures ménagères, soit plus d'un quart du tonnage annuel français.

Il reste donc beaucoup à faire dans ce domaine, comme d'ailleurs dans la responsabilisation des collectivités locales en matière de gestion énergétique. L'association Energie Cités, créée entre la ville de Besançon (qui mène des actions pilotes en faveur de la maîtrise de l'énergie et de la protection de l'environnement), le conseil régional de Franche-Comté et l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME), doit contribuer à une telle prise de responsabilité. Structure de réflexion provisoire, Energie Cités est chargée par la Commission des communautés européennes de préparer le cadre de futurs échanges entre villes d'Europe sur le thème de l'énergie et de l'environnement.

CLAUDE FABERT

(1) AMORCE, 3 rue du Président-Carnot, 69002 Lyon.

Finances et morale

BIEN qu'aucune élection locale - municipale, départementale ou régionale - ne soit prévue cette année, 1991 ne devrait pas être une année banale pour les collectivités territoriales. Outre qu'elles occupent désormais une place de plus en plus déterminante dans la réalisation des grands investissements publics ou dans la politique sociale, les régions, comme les départements et communes, par la masse des budgets mis en jeu, obligent l'Etat à les considérer comme des partenaires sérieux et influents. En même temps, les contribuables exigent, à juste titre, davantage de transparence et d'explications, à la vue de feuilles d'impôts locales qui s'alourdissent allègrement.

Six dossiers chauds, au moins, vont, dans les prochains mois, placer les collectivités sous les feux de l'actualité : la loi sur la péréquation financière entre communes riches et pauvres à laquelle le nouveau ministre de la ville, Michel Delebarre, veut donner une marque personnelle ; la loi de décentralisation consistant à réévaluer les bases des valeurs locales ; la coopération intercommunale autour des communautés de villes et de communes ; le plan de sauvegarde des zones rurales les plus désertées ; la préparation du statut de l'élu et l'achèvement des statuts particuliers de certains agents de la fonction publique territoriale. Sans parler, bien sûr, de la poudre aux yeux.

Au-delà des finances et des institutions, les élus locaux doivent aussi savoir que la malaise latente dans l'opinion par le scandale des fausses factures, des pots-de-cadeau à d'autres tours de passe-passe, notamment avec des sociétés de bâtiment et de travaux publics, est loin d'être assoupie. La rigueur de gestion c'est bien, la morale tout court, c'est encore mieux.

F. Gr.

Bourges retrouve ses facultés

La ville a obtenu un premier cycle universitaire financé par le conseil général du Cher

BOURGES

de notre correspondant

CAPITALE universitaire européenne de droit sous François I^{er}, Bourges a toujours en mémoire son glorieux passé universitaire, lorsque Calvin vint y étudier. Chacune des guerres de religions décapitées par la Révolution, l'université avait fermé ses portes en 1790. Elles se sont entrouvertes en octobre dernier après deux siècles jalonnés de rendez-vous manqués : comme en 1803, où, à deux voix près, la faculté de droit échoua à Bourges et va s'installer à Poitiers ; comme en 1960, lorsque Orléans lui ravit la nouvelle université.

La toge et le képi

Mais depuis cinq ans, contrainte de joner la diplomatie avec les deux villes universitaires en mal de renforcement (Tours et surtout Orléans), Bourges a multiplié les propositions et les interventions. Le plus tenace est sans doute le directeur de l'UTUT (créé en 1968), Jean-Pierre Saulnier, maire adjoint PS, maître incontesté du dossier universitaire local. Depuis 1985, il accumule les initiatives en faveur de l'UTUT, qui aura à la rentrée de 1992 un quatrième département, et pour le développement de l'ESIM (Ecole supérieure de l'énergie et des matériaux). Jean-François Deniau, président du conseil général (UDF), tire des bords dans la même direction.

Quand, en 1989, le recteur lui proposa de recevoir à Bourges un DEUG scientifique et technique, le département du Cher affecta aussitôt 24 millions de francs pour cet embryon d'université opérationnelle dès la dernière rentrée. Ce n'est qu'un début aux yeux de

M. Deniau : « Il faut une licence et une maîtrise à Bourges », a-t-il déclaré lors de la dernière session du conseil général.

Désormais à Bourges, l'université a réussi la grande alliance. Derrière la ville et le conseil général, le chambre de commerce et d'industrie du Cher et l'union patronale s'entendent les rangs. Les militaires, qui font partie intégrante de l'histoire de la ville depuis plus de cent cinquante ans, arrivent en renfort. Il fallait un site pour accueillir la future école d'ingénieurs ; ce sera sans doute sur d'anciens terrains militaires. Outre l'Ecole supérieure d'application du matériel (ESAM), il existe en effet à Bourges un Centre de formation des armements terrestres (CFAT), situé sur un terrain dont l'armée se retire progressivement. Après plusieurs années de négociations, la ville a obtenu d'en acquiescer une partie pour une réserve universitaire.

André Laignel, maire d'Issoudun et secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, a promis son soutien pour le projet Berryer, dans la mesure où Issoudun bénéficierait du cinquième département de l'UTUT, prévu en départ à Bourges. Un donnant-donnant qui satisfait tout le monde. Châteauroux, troisième sommet du triangle universitaire du Berry, et son maire socialiste, Jean-Yves Gateaud, pouvant espérer l'arrivée d'un IUFM (institut universitaire de formation des maîtres) sans que Bourges soit écartée pour autant.

Par cet équilibre subtil entre les trois villes, il s'agit de donner au Berry un poids universitaire depuis longtemps perdu. Ça dit le recteur d'Orléans-Tours favorable à ce projet d'école d'ingénieurs. Lionel Jospin et la commission des titres seront-ils sensibles à une telle union sacrée ?

PATRICK MARTINAT

Besançon snobe le Goncourt

La municipalité et les médias bisontins ont boudé la venue de Jean Rouaud et de ses « Champs d'honneur ». Son public, lui, a répondu à l'appel

Jean Rouaud, prix Goncourt 1990, a terminé, le 29 décembre à Cambron (Loire-Atlantique), son village natal, une « tournée de signatures » qui l'a conduit, dès la parution de son roman « Les Champs d'honneur », de Nantes à Bruxelles et Genève, en passant par Paris et quatorze villes de province. Comment une ville moyenne a-t-elle accueilli le Goncourt ? Besançon, choisie au hasard, n'a pas constitué le meilleur exemple.

BESANÇON

de notre envoyé spécial

Il y avait foule, ce samedi-là, à la librairie Les Sables d'Empédocle (1), où Jean Rouaud signait son roman, mais la ville de Besançon, patrie de Victor Hugo, n'a pas décemment accueilli le Prix Goncourt 1990.

La ville, c'est-à-dire le hôtel de ville, totalement absent de cette manifestation littéraire : le maire, M. Robert Schwintz, député socialiste du Doubs, qui s'était fait excuser, n'était même pas représenté et les services culturels de la capitale de la Franche-Comté ont superbement ignoré la venue de Jean Rouaud.

Les médias bisontins, exceptés Radio-France et une radio locale animée par Michel Vautrot, l'hebdomadaire de la presse quotidienne de Besançon et qui avait déjà très discrètement annoncé la venue du Prix Goncourt, n'ont pas eu un photographe jusqu'à la librairie de la place Victor-Hugo, tandis que la télévision régionale et les quatre ou cinq autres radios locales jouaient les belles indifférences.

D'une façon générale, les jour-

nalistes locaux n'ont pas considéré qu'il s'agissait là d'un événement, contrairement à leurs confrères de toutes les autres villes de province où l'outre des Champs d'honneur a été dédié son livre. A Perpignan, le prix Goncourt a fait la « une » de l'Indépendant pendant trois jours ; à Marseille, il a été reçu au Provençal par Edmond Charles-Roux ; à Montpellier, il a été longuement interviewé par le Midi Libre, etc.

Soutenir

la librairie de « création »

C'est l'accueil le plus neutre que j'ai reçu de tout mon périple : nous confiant l'écriture, sans s'en émouvoir pour autant. Ce n'est le genre ni de sa maison d'édition, Les Editions de Minuit, ni de l'auteur lui-même, de demander que soit déplié le tapis rouge, et s'il a évidemment accepté, par exemple, la médaille d'honneur de la ville de Perpignan et le dîner offert par le sénateur et maire Paul Alduy (Union centriste), l'ancien kiosquier parisien reste éloigné des contingences officielles. « Pour Minuit », explique-t-il, les écrivains sont là pour soutenir la librairie, pas pour la parade, et je m'inscris dans cette politique.

Pas n'importe quelle librairie : celle dite de « création », soutenue par L'œil de la lettre, association de libraires qui défendait les catalogues les plus difficiles, aieus soixante-buitards pour la plupart, réconvertis dans l'apostolat de la littérature et de la lecture.

La librairie Les Sables d'Empédocle fait partie de ce circuit que l'auteur des Champs d'honneur a exclusivement emprunté lors de son « tour de France des dédicaces », délaissant l'invité des FNAC et des grands magasins, où il aurait pourtant pris un tout autre bain de foule. Aussi Jean-Marie Aubert et Marguerite Carrasco, les propriétaires-gérants de la librairie bisontine, ont-ils été

sincèrement navrés que les « institutionnels » et les médias locaux n'aient pas ou peu répondu à leur message.

Sept cent cinquante cartons d'invitation, dont une centaine dans le Doubs hors Besançon, avaient été envoyés aux plus importantes librairies, aux conseils régionaux et départementaux, à l'université, aux principaux lycées, aux maisons de la culture, sans oublier les grandes bibliothèques et l'inspecteur pédagogique régional, qui, lui, a bien répondu, selon Jean-Marie Aubert, l'information auprès d'une centaine d'enseignants en lettres. Mais combien sont venus ?

Le jeune couple de libraires s'était donné beaucoup de mal, mais pour obtenir la présence de l'écrivain pour l'organiser, en liaison avec la direction commerciale des Editions de Minuit. Dès le 30 septembre, cette visite était acquise et la date fixée en décembre. Pour l'anecdote, rapporte Marguerite Carrasco, des clients amis s'étaient montrés pessimistes : « Maintenant qu'il n'y a le Prix Goncourt, il ne viendra pas à Besançon... ».

Une double reconnaissance

Marguerite Carrasco se réjouit aujourd'hui de bénéficier, selon son expression, d'une « double reconnaissance » de la part de sa clientèle : premièrement, parce que Les Sables d'Empédocle ont « découvert » et invité Jean Rouaud dès la parution de son roman et, deuxièmement, parce que le Prix Goncourt n'a pas annulé son rendez-vous avec la capitale de la Franche-Comté.

Attendant à la maison natale de Victor Hugo, qui abrite aujourd'hui le Théâtre de poche, et située presque en face de celle des frères Auguste et Louis Lumière, la librairie bisontine a donc été boudée, cet après-midi là, par les

notables et les médias. Mais pas - et c'était le plus important, du moins aux yeux de Jean Rouaud - par ses fidèles clients et, plus généralement, par les adhérents des bibliothèques.

« Il n'y a pas de bonne terre, on l'aime tout de suite », assurait, à mi-voix, une jeune femme à une amie, en attendant son tour pour rendre au Prix Goncourt le roman fraîchement acheté. Une autre admiratrice glissait subrepticement sur la table un rocher en chocolat. Une majorité de femmes, de tous âges, dans cette assistance - au moins les deux tiers - comme partout où Jean Rouaud est passé.

Beaucoup de jeunes, aussi. Mais, s'il s'est déplacé en nombre, le public bisontin de Jean Rouaud s'est montré respectueux, voire réservé, presque silencieux, et il n'y avait pas, dans l'annexe du Théâtre de poche, cet aimable et bourdonnant brouhaha inhérent à ce genre de manifestation.

Timidité ? « Etre intimidé devant moi, cela n'a aucun sens », nous affirmait le romancier. « En fait, les Frères-Camus n'ont même pas de livres », estimait Jean-Marie Aubert. Et puis, l'organisation matérielle ne permettait pas qu'un véritable dialogue s'instaure. L'auteur dédicait à tour de bras, relevant à peine le nez de ses « copies ».

Quelques quatre cent mille exemplaires vendus à ce jour. Cinq cents aux Sables d'Empédocle, vente exceptionnelle qui récompense ses propriétaires-gérants, qui les console de l'indifférence constatée par ailleurs et qui leur permet heureusement de réaliser un bénéfice à la mesure des frais d'organisation - exceptionnels eux aussi - engagés (7 600 francs).

MICHEL CASTAING
Lire la suite page 10

(1) Philosophe grec. Empédocle s'est, selon la légende, jeté dans l'Etna en laissant ses sandales au bord du cratère.

HEURES LOCALES

DÉBAT

Une société à deux vitesses... de migration

par Hervé Le Bras

DANS une toute récente communication au Conseil de l'Europe, le professeur Anthony Champion constate qu'« au cours des années 70 les flux nets de migration ont diminué pour les régions de la plus part des pays d'Europe, et ils ont continué depuis lors à baisser ». Effectivement, de 0,7 % par an sur la décennie 60, ce taux moyen est passé à 0,4 % sur la décennie 70, puis à 0,2 % entre 1980 et 1985. Très marqué pour l'Italie (de 0,8 % à 0,2 %), et pour l'Espagne (de 1,5 % à 0,1 %), anciens pays d'émigration, le tassement est sensible aussi en Allemagne (de 0,4 à 0,2) et en France (de 0,5 à 0,3). Comment concilier cette tendance avec l'observation indubitable « d'un accroissement global de la proportion de non-natifs résidents dans un département où ils ne sont pas nés », qui passe de 37 % pour les générations nées en 1887-1891, à 44 % pour celles nées en 1947-1951, ce qui montre clairement la nouvelle Histoire de la population française, de Jacques Dupâquier ? Dans un cas, on croit à un enrèglement des populations, dans l'autre, on imagine une extension de la mobilité.

Les deux phénomènes sont pourtant compatibles : ils reposent sur une mobilité plus sélective et plus sensible qu'auparavant. Tandis que les dernières régions agricoles achèvent leur saignée aux extrémités de l'Europe (Portugal intérieur, Mezzogiorno, nord de la Scandinavie) et que les vieilles régions industrielles continuent à perdre des hommes (Midi-Pyrénées, Wallonie, nord-est de la France), de nouvelles attractions ou répulsions apparaissent. L'Île-de-France, le Grand Londres accusent un déficit, Lisbonne ou Stockholm un bénéfice, comme si les évolutions des grandes agglomérations se décalaient.

Mais, surtout, en France, l'attraction du Sud ou, plus pompeusement, l'héliotropisme semble désormais orienter les flux. Si l'on dessine la carte des régions les plus attirantes (au sens de l'INSEE, celles dont le nombre de solides exodentaires avec les autres régions est le plus élevé), on voit réapparaître comme par enchantement la vieille ligne dite « Saint-Malo-Genève » qui sépare au dix-neuvième siècle la France alphabétisée et développée de son contraire. Peut-être faut-il attribuer cette partition non pas à la mobilité mais à son inverse, l'enracinement : ou plutôt très facilement le Nord-Est que le Sud et l'Ouest. D'ailleurs, à chaque recensement, c'est dans le

Sud-Ouest que l'on trouve le plus de personnes n'ayant pas changé de domicile depuis le précédent recensement.

La transformation de la géographie des migrations se double d'un remodelage qui explique mieux le paradoxe initial. Les flux ont perdu le caractère homogène qu'ils montraient lors de l'exode rural ou du déclin industriel. Ils se sont diversifiés selon l'âge, selon la profession, et selon la conjoncture économique, si bien que leur addition dans des soldes ou taux globaux perd progressivement sa signification, donc son intérêt.

De plus en plus grégaires

Socialement d'abord : Olivier Sautory a calculé la proportion de personnes ayant changé de région entre 1962 et 1982, selon leur profession. Ses résultats recoupent bien ceux de l'enquête récente d'Annick Percheron : 11 % des artisans et 12 % des chefs d'entreprise ont bougé, 40 % des cadres de la fonction publique et 31 % des ingénieurs. En position intermédiaire, les employés (20 %) et les ouvriers (15 %). La catégorie socio-professionnelle paraît parfois s'effacer devant les qualifications fines : 15 % des professions libérales, mais 43 % des militaires et policiers ont changé de région. Les déplacements moyens effectués par ces migrants accentuent encore le contraste. Tandis que plus de la moitié des industriels qui se déplacent font moins de 10 kilomètres, plus de la moitié des cadres publics font plus de 350 kilomètres.

Démographiquement ensuite. Selon l'âge, le solde migratoire passe vite du plus ou moins : ainsi, l'agglomération parisienne qui, en 1960, gagnait des migrants de 0 à 50 ans, aujourd'hui c'est plus excentrique qu'entre 20 et 30 ans, mais très atténué, ce qui accentue des déséquilibres de formation sur le territoire. Symétriquement, les zones rurales, qui perdaient en 1960 leur population de 0 à 60 ans, ne sont maintenant déficitaires qu'en jeunes adultes.

A ces contrastes s'ajoutent une hétérogénéité croissante des réseaux et une sensibilité à la conjoncture. Jusqu'en 1975, quand une région perdait de la population, c'était indistinctement des ouvriers, des cadres et des employés. Maintenant, les mouvements se sont désolidarisés, le Nord ou la région parisienne pouvant simultanément attirer des cadres ou techniciens et repousser

des ouvriers. La conjoncture économique s'est elle-même mise de la partie, perturbant comme on le sait le mouvement séculaire de concentration urbaine entre 1975 et 1982.

On imagine souvent que le mouvement mélange et homogénéise, comme dans un shaker, mais il peut aussi séparer et « ségréger », comme avec un tamis. Ne serait-ce pas l'évolution actuelle des migrations ? D'une part, la mobilité s'accroît : on quitte plus souvent son domicile et on va plus loin (104 kilomètres en moyenne sur la période 1962-1968, 133 sur la période 1969-1975 et 162 kilomètres sur la période 1976-1982) et, quand on a franchi plus de 100 kilomètres, on quintuple la probabilité d'une autre migration à longue distance. Qui bouge bougera, écrit Olivier Sautory. Mais, d'autre part, on devient de plus en plus grégaire. Les enquêtes sur les réseaux de parenté, par exemple, indiquent que votre plus proche parent réside en moyenne à moins de 10 kilomètres de chez vous : qui se stabilise se stabilise !

Le paradoxe initial recouvre ainsi la réalité cachée d'un creusement des disparités migratoires, cause d'une accentuation des disparités locales. C'est l'effet bien connu de rétention des nouveaux ghettos urbains, ou celui de la ségrégation des retraités selon leurs revenus (Françoise Cribier a calculé que l'altitude de leur résidence à la montagne variait en proportion inverse du montant de leur retraite). Tout comme on oppose les migrants internationaux qui ont une carte de l'American Express à ceux qui ont un passeport d'un pays du tiers-monde, une France mobile et une France immobile ne sont-elles pas en train de se dégrader, avant peut-être de s'opposer ?

► Hervé Le Bras est directeur d'études à l'IEHES, responsable du programme DATAR « Le mouvement des hommes ».

Anthony Champion : « Changements dans la répartition spatiale de la population européenne », Conseil de l'Europe, septembre 1990.

Jacques Dupâquier : Histoire de la population française, PUF, 4 tomes, 1988, 1989.

Olivier Sautory : Pré de la moitié de la population a changé au moins une fois de commune en 20 ans, Economie et Statistique n° 212, INSEE, 1988.

Catherine Bonvallet et Anne-Marie Fribourg : « Stratégies résidentielles », INED, Plan construction et architecture, MEDTAM 1990.

TECHNIQUE

TRANSPORTS

Les Briochins hêlent le Taxitub

IX mille habitants de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor) et de ses environs ont le privilège de pouvoir se déplacer en taxi pour 6,50 francs. Ils le doivent au Taxitub, un nouveau moyen de transport mis en service en septembre dernier par le Syndicat des transports urbains briochins (STUB).

Cet organisme qui gère les déplacements de 76 000 personnes sur Saint-Brieuc et quatre communes environnantes a en effet trouvé une solution originale pour desservir les zones les plus à l'écart de l'agglomération. Les 23 taxis de la ville y parcourent 16 lignes régulières dont les arrêts sont matérialisés et les horaires précisés à raison de 5 à 12 allers-retours quotidiens.

Des appels gérés sur ordinateur

Meis ces taxis ne fonctionnent qu'à la demande. Les utilisateurs doivent dans les réserves le prévenir de leur passage 10 jours à l'avance, mais 45 minutes au moins avant le passage théorique à l'arrêt choisi. Pour cela, ils téléphonent au 96-62-02-22 et rentrent en communication avec un ordinateur qui leur demande - avec une voix humaine et non un horrible galimatias de synthétiseur - leur numéro de code d'adhésion, attribué gratuitement par le STUB au début de l'opération.

En tapant sur les touches du clavier de leur appareil téléphonique, les utilisateurs doivent

ensuite indiquer le date du voyage, le départ, l'heure d'arrivée, l'heure choisie et le nombre de personnes désirant faire le trajet.

La demande, dont l'ordinateur fait une synthèse complète à l'utilisateur en fin de communication, est ensuite transmise aux taxis de la ville qui envoient une ou plusieurs voitures sur la partie de la ligne concernée. Les usagers les retrouvent à l'arrêt choisi à l'heure dite, et sont ensuite conduits, soit à leur destination, soit à une correspondance avec un bus de la ville, qu'ils empruntent évidemment sans acquitter une nouvelle réservation.

Les réservations peuvent être effectuées pour plusieurs jours au même horaire et les déplacements d'un mois réglés par un abonnement de 130 francs. Toute la population - travailleurs, personnes âgées, enfants - s'est adaptée à ce nouveau moyen de transport qui connaît un succès grandissant : 162 courses et 202 passagers en octobre, 240 courses et 295 passagers en novembre.

Cette innovation, qui n'a coûté que 1,5 million de francs d'investissement au STUB (dont 400 000 francs pris en charge par l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie), a été récompensée par le prix 1990 du Groupement des autorités responsables des transports (GART).

CHRISTOPHE DE CHENAY

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/POLITIQUE/OIP

France mobile, immobile

L'Observatoire interrégional du politique (OIP) a été créé en 1988 par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), en partenariat avec les conseils régionaux, pour recueillir et diffuser les données nécessaires à l'analyse des phénomènes politiques à l'échelon régional. L'OIP offre à ses régions partenaires un tableau de bord annuel de la politique sociale et économique dans chaque région ; un baromètre de l'image de la région et des attentes de l'opinion à son égard ; des analyses sur des problèmes spécifiques. Toutes les quatre semaines, nous publions ici un indicateur politique fruit des travaux de l'OIP.

SELON une enquête (1), 29 % des Français ne sont pas nés là où ils résident. La France n'est plus un pays de sédentaires ; la crise économique et la nécessité de trouver un emploi y sont pour beaucoup, puisque 63 % de ses habitants seraient prêts à quitter leur région d'origine pour avoir un travail. Bien entendu, cette moyenne camoufle de fortes différences (tableau de gauche), même une fois exclu le cas particulier de l'Île-de-France, peuplée exactement à égalité de Franciliens de naissance et de Franciliens d'adoption. Comme l'évolution de la géographie économique le laisse prévoir, ce sont les régions du sud de la Loire qui attirent le plus ceux qui s'expatrient. Mais le rocher du soleil n'explique pas tout : l'Aquitaine fait à peine mieux que le Limousin, région pauvre. Il faut aussi compter avec l'importance des particularismes locaux : les régions où le

pourcentage de migrants est le moins élevé sont celles où l'identité régionale est la plus forte, comme la Bretagne ou le Nord-Pas-de-Calais.

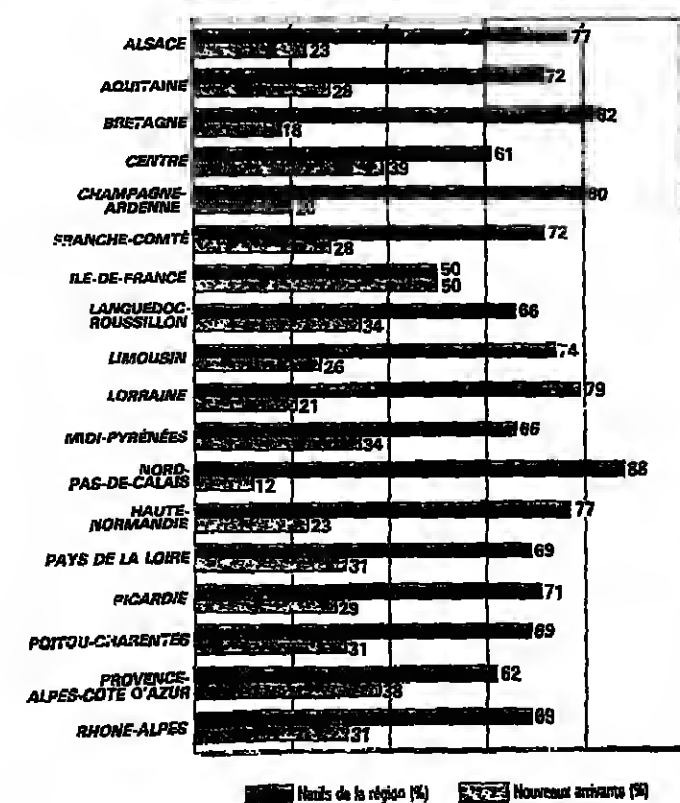
Cette migration pourrait avoir des conséquences sur les équilibres politiques locaux (tableau de droite) : dans dix des dix-huit cas observés, les nouveaux arrivants se situent plus à gauche que les natifs de la région. Ainsi, en Midi-Pyrénées, lorsque l'on demande aux habitants où ils se placent sur l'axe gauche-droite, les expatriés sont nettement moins nombreux que les originaires à se classer au centre, alors qu'ils se reconcentrent plus volontiers à droite et surtout à gauche ; l'importance des premiers dans la population totale (le rapprochement des deux tableaux est instructif) pourrait mettre à l'épreuve le centrisme traditionnel de cette région. De même, la gauche pourrait voir ses positions renforcées dans des

régions apparemment aussi solidement tenues par la droite que sont l'Alsace, le Poitou-Charentes ou le Centre. En revanche, la gauche pourrait être menacée dans le Nord-Pas-de-Calais si le flux migratoire y était plus important. Surtout, les majorités régionales sont confortées en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en Picardie ou en Aquitaine par l'arrivée de ces nouveaux habitants.

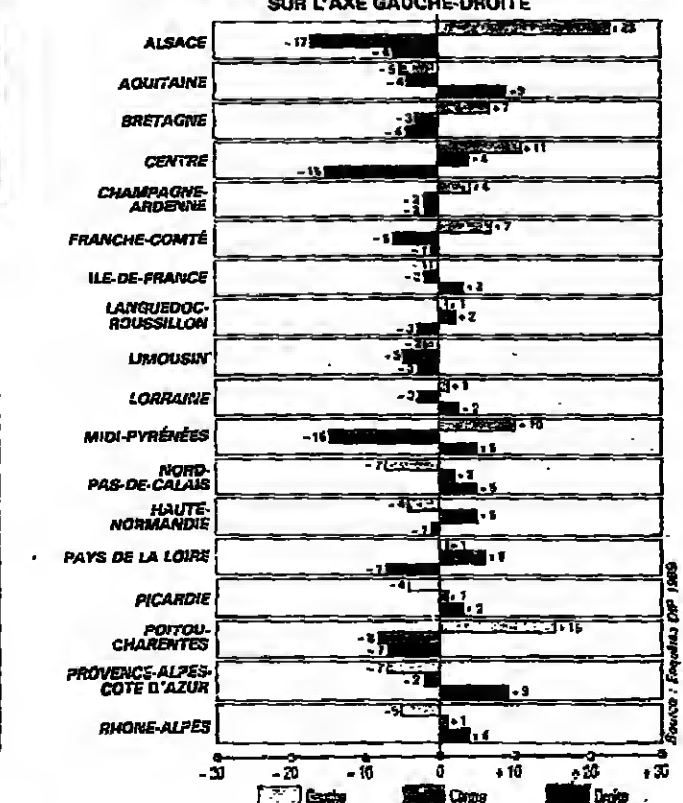
THIERRY BREHER

(1) Enquête régionale réalisée auprès d'échantillons représentatifs de sept cents personnes de dix-huit ans et plus par région selon les méthodes du CNAF. Les régions partenaires de l'OIP en 1990 étaient : Alsace, Aquitaine, Bretagne, Centre, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Île-de-France, Langue-doc-Roussillon, Limousin, Lorraine, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Haute-Normandie, Pays de la Loire, Picardie, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes.

ANCIENNETÉ D'IMPLANTATION DANS LA RÉGION



ÉCARTS DES « MOBILES » PAR RAPPORT AUX « NATIFS » SUR L'AXE GAUCHE-DROITE



BLOC-NOTES

AGENDA

► Communiqué. - Le troisième Salon Communiqué, qui se tiendra à Angers-Juigné du 20 au 23 janvier, s'adresse aux responsables de la communication et du développement économique des collectivités locales. Un forum avec les municipalités de Carpentras et Vaux-en-Velin devrait aborder le problème de la communication en période de crise.

► Informations : 44 bis, allée Paul-Riquet, 34500 Bédiers. Tél. : 67-28-18-86.

► Le développement économique des petites et moyennes agglomérations. - Les collectivités de moins de 30 000 habitants disposent de budgets limités pour rechercher des investisseurs. Ce séminaire de la Fondation pour la gestion des villes s'attachera donc, le 16 janvier, à leur faire connaître les moyens dont elles disposent pour valoriser leur image et bénéficier des procédures d'aide publique.

► Fondation pour la gestion des villes, 59, rue la Boétie, 75008 Paris. Tél. : (1) 42.25.89.36.

PUBLICATIONS

► Les encyclopédies régionales Bonneton. - Faire découvrir des départements, des régions à travers les réalités historiques, géographiques, artistiques, humaines, économiques, linguistiques et ethnographiques, tel est l'objectif de cette ambitieuse collection. Tous les chapitres sont rédigés par des spécialistes. Environ 250 photos et illustrations accompagnent les 432 pages des ouvrages dont la 432 pages sont conclues par une abondante bibliographie.

► 250 F chaque ouvrage. Christine Bonneton Editrice, 17, avenue Théophile-Gautier, 75016 Paris.

► Trésorerie et endettement des collectivités locales. - La liberté accordée par les lois de décentralisation aux collectivités locales pour gérer leur méthode de financement se heurte aux contraintes en matière de trésorerie. Cette publication de la Revue française des finances publiques fait le point sur les possibilités offertes aujourd'hui par la loi.

► Trésorerie et endettement des collectivités locales (Revue française des finances publiques), 230 pages, 150 F. Librairie générale du droit et de jurisprudence, 26, rue Vergéat, 75014 Paris.

Besançon snobe le Goncourt

Suite de la page 9
« Cordialement » : le Prix Goncourt ne pouvait guère signer autrement l'année 1990 que par un livre en silence. Mais que le demandeur formulât quelques mots et la dédicace originale fusait immédiatement. Ainsi, une jolie femme, roseante, accablée enfin à la « sainte table » et murmurait : « Mettez ce que vous voulez ». La plume de l'écrivain courait sur le papier : « Je veux tout et tout de suite ».

Des bribes de dialogue se sont tout de même nouées place Victor-Hugo. Mais il n'y a pas eu ces moments d'intense émotion que le romancier a pu connaître dans d'autres villes, quand « quelque chose de fulgurant se passe ». Comme à Brest, où une jeune femme s'est immobilisée devant lui en pleurant. Jean Rouaud a levé les yeux et a simplement demandé : « Il est mort quand ? » Il s'agissait de la mort du père, dont la puissante évocation constituait la trame de cette trilogie de la mémoire que le Prix Goncourt a commencé d'écrire avec Les Champs d'honneur.

Des lecteurs, surtout des lectrices, qui s'approprient les personnages du roman pour le compte de leur famille, qui attendent de l'auteur une parole consolatrice après la perte d'un parent ou qui viennent chercher un encouragement auprès d'un homme qui n'a jamais sacrifié à la réussite sociale et qui se trouve soudain propulsé au faite de la notoriété par son seul talent : c'est le public que Jean Rouaud a rencontré tout au long de son périple provincial, même si à Besançon ce public a été beaucoup moins chaleureux, beaucoup moins expansif qu'à Montpellier, Marseille ou Aix-en-Provence.

Public involontairement « épuisé ». Exténué, Jean Rouaud, en sortant de l'annexe du Théâtre de la ville, a bloqué une scène de signature sur deux heures, c'est de la folie. Puis, retrouvant dans la seconde tout son humour et toute la conscience du chemin parcouru en quelques mois, il ajoutait : « Mais c'est quand même moins dur que de se lever à 3 heures du matin pour aller vendre des journaux ».

MICHEL CASTANG

Le foncier

P

Le d'Elancourt

HEURES LOCALES

DOSSIER

Le foncier contre les ghettos

largement inspiré des propositions du député socialiste Guy Molandain, le projet de « loi anti-ghetto » actuellement en préparation, suscite le mécontentement des professionnels de l'immobilier

Le projet de « loi anti-ghetto », annoncé par Michel Rocard aux assemblées de Banlieue 89 (la Monda du 7 décembre), sera présenté au conseil des ministres en février, puis proposé au Parlement à la session de printemps. Principal inspirateur du projet gouvernemental, Guy Molandain, député (PS) des Yvelines, applique, dans sa commune d'Elancourt, ses idées sur la mixité de l'habitat. Grandes agglomérations aux prises avec la spéculation, Lyon et Marseille viennent de se doter d'une société d'économie mixte spécialisée dans la maîtrise du foncier.

POUR son baptême du feu en qualité de ministre de la ville, Michel Delebarre, dès la session de printemps, a défendu un projet qui soulève déjà bico des mécontentements : celui baptisé « loi anti-ghetto ». Les grandes lignes, qui ont été définies dans le cadre du séminaire interministériel du 7 décembre, reprennent assez largement les propositions de Guy Molandain, député socialiste des Yvelines, lesquelles étaient loin de faire l'unanimité chez les professionnels. Notamment celle instaurant un quota minimum obligatoire par commune de logements sociaux ou, « pis », celle obligeant les promoteurs privés à céder à la commune, pour ses logements sociaux, une partie de leurs terrains, bâtis ou non.

Pour parvenir à une répartition plus équilibrée de l'habitat social entre les communes, voire entre les

quartiers, le gouvernement suggère que les documents d'urbanisme (schéma directeur, plan d'occupation des sols) prennent en considération les besoins en habitat social d'une commune ou d'une agglomération. Dans le cadre de programmes locaux de l'habitat - qui pourraient devoir des programmes intercommunaux de l'habitat - ces besoins seraient définis par les maires, en accord avec les préfets.

Aménagement de la mixité

« Comment concevoir, en effet, qu'une commune qui accueille tous les sièges d'entreprises perçoive toute la taxe professionnelle, continue d'envoyer ses salariés dans la commune voisine, laquelle doit supporter seule les charges afférentes à cette population : routes, transports,

Mais la principale proposition de M. Molandain « validée » par le gouvernement reste encore l'aménagement de la mixité. Une disposition qui présenterait, selon son auteur, le triple avantage de lutter contre la hausse des prix et la spéculation, d'éviter la reconstitution

gémée à la Fédération nationale des promoteurs constructeurs (FNPC), la qualifie « d'inefficace, d'injuste et d'économiquement néfaste ».

« Inefficace », parce que, dans la majorité des cas, il s'agit d'opérations modestes et ponctuelles (50 % du volume des constructions en Ile-de-France), donc difficilement divisibles. « Il n'y aura pas de construction de logements sociaux mais paiement de la taxe », indique Jacques Mellerd. Enfin, dans toutes les grandes opérations où la division est réalisable, le promoteur cède déjà très souvent une partie des terres à la commune, à charge pour elle de construire des logements sociaux. « Ceux qui ne le font pas aujourd'hui ne le feront pas plus demain : plutôt que d'imposer à leurs futurs occupants une population jugée par ces derniers « indésirable », ils préféreront s'acquitter de la taxe. » A terme, prédit le PDG du Groupe Bréguet, il y aura assèchement du mar-

ché, hausse du prix et chute de la construction. Le contraire de ce que recherche la loi.

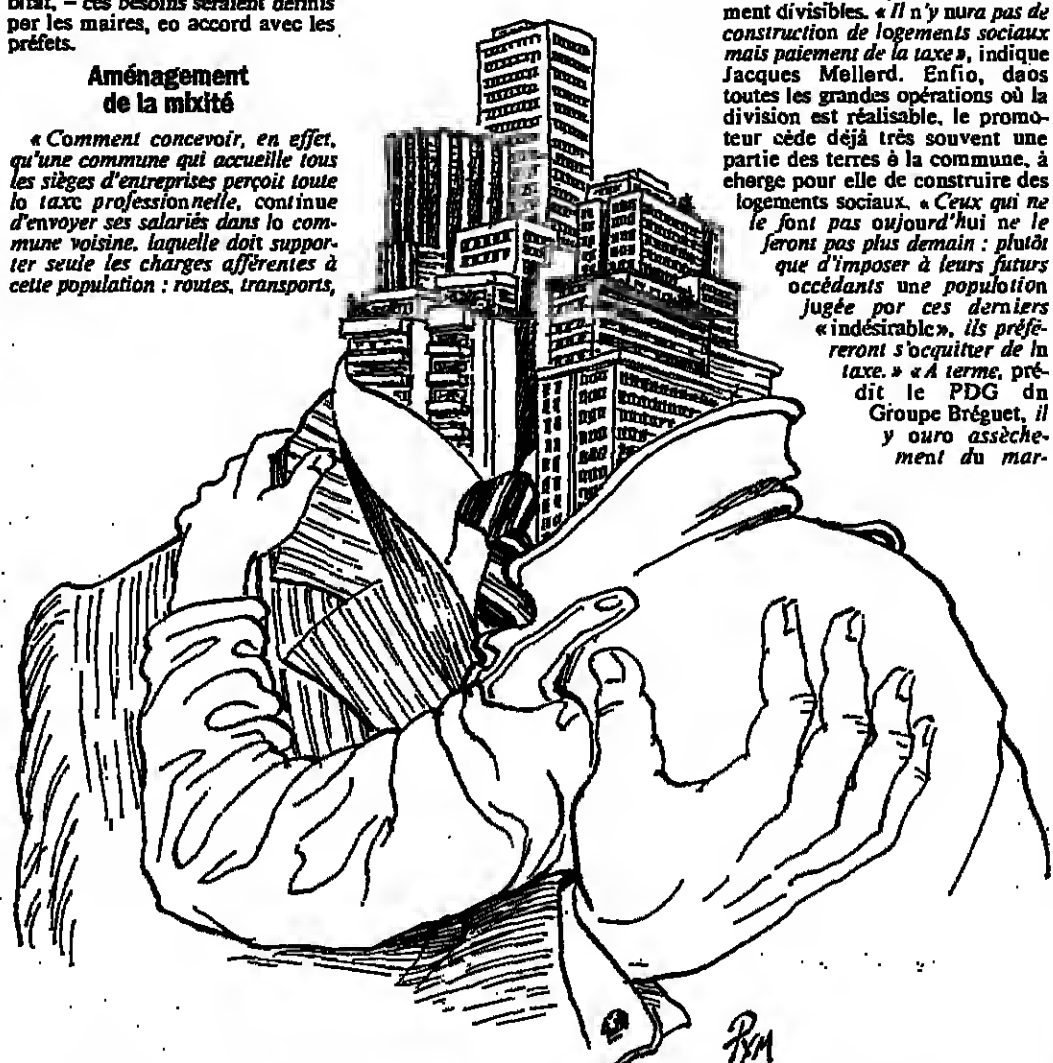
Un droit au logement

Autre proposition de M. Molandain inscrite dans les orientations gouvernementales : l'élargissement à toutes les communes du champ d'application des ZAD (zone d'aménagement différé) actuellement limité à l'Ile-de-France. Ainsi dans un certain périmètre urbain (celui de la ZAD), la commune pourrait, à la seule fin de se créer des réserves foncières, décider d'exercer son droit de préemption sur tous les terrains mis en vente à un prix jugé spéculatif. La vente se ferait alors au prix fixé par les domaines. « Si toute spéculation devient impossible, aucune vente ne se fera plus, prévient tout de même Joseph Combi, président d'Association d'études foncières (ADEF). Pourquoi un propriétaire accepterait-il de vendre une terre au dixième de son prix ? D'autres dispositions de nature plus sociales ou économiques ont été inscrites au pré-projet gouvernemental : notamment la mise en œuvre, selon l'expression même du gouvernement, d'un véritable droit au logement » des populations expulsées (expropriation, péril ou insalubrité), à la charge des personnes publiques responsables de l'opération. Ou encore, la suppression des ZUP (zones à urbaniser en priorité) et leur retour au droit commun.

Enfin, en vue de rééquilibrer également les zones d'emplois, le gouvernement va étendre la faculté pour les communes d'exempter de taxe professionnelle toutes les entreprises économiques et commerciales durant cinq ans aux quartiers défavorisés à la périphérie des grandes villes.

Sur presque tous ces points, coïncident entre ses intentions louables et le bien-fondé des arguments des professionnels ou la résistance des élus, le gouvernement risque bien de vivre des prières difficiles. La session de printemps, qui doit connaître de ce projet, promet d'être animée puisque même le groupe socialiste à l'Assemblée déclare qu'il restera vigilant. « Nous voulons faire passer un message clair, que tous les gens comprennent, et concret, donc applicable dès son adoption », explique Guy Molandain. « Nous serons donc vigilants pour éviter que l'objet du projet de loi ne soit trop large et n'ait, par exemple, pour ambition de réformer tout le code de l'urbanisme ou de régler tous les problèmes de la ville. »

BETTINA GILLET



logements sociaux, équipements sportifs et culturels ? », s'interroge Guy Molandain.

Pour enrayer cette « spirale infernale », le député des Yvelines propose l'instauration d'un quota minimum obligatoire de logements sociaux par commune. Celui-ci pourrait être variable. « Les communes qui ont déjà un pourcentage élevé de logements sociaux pourraient se voir appliquer un quota zéro. A l'inverse, celles qui en sont dépourvues se verraient appliquer un quota pouvant aller jusqu'à 15 % et plus. » Autre avantage, ces quotas ne seraient pas gelés : selon le pourcentage de réalisation de la commune, il pourrait être modifié à l'occasion de chaque révision du POS ou du SDAU. Enfin, pour calmer les esprits, Guy Molandain précise que le principe serait la libre négociation entre l'Etat et la commune. L'exception, le quota imposé par le préfet.

La disposition passe mal auprès des professionnels. Jacques Mallard, PDG du groupe Bréguet, président de la commission « aménagement de la mixité » de la FNPC, estime que le principe est « inefficace et injuste ».

« Inefficace et injuste ».

Le puzzle d'Elancourt

GUY Molandain, maire adjoint d'Elancourt (Yvelines), montre la grande maquette canonnée qui s'étale sur la table. « Pouvez-vous me dire où sont les logements sociaux ? », lance-t-il un brin malicieux. Evidemment non. Parmi les neuf cents logements de la première tranche du futur quartier la Clef de Saint-Pierre, s'imbriquent étroitement des appartements HLM ou du secteur privé, en lotissement ou en accession à la propriété, répartis dans des immeubles collectifs, des « maisons de ville » ou des groupes de pavillons.

Urbain et campagnard

Dans cette mosaïque, les ménages modestes partageront les mêmes immeubles et les mêmes cours intérieures que les plus aisés. Conçus à la suédoise, libérés des voitures qui iront se garer en sous-sol, les cours d'îlot seront gérées conjointement par bailleurs sociaux et copropriétaires privés.

Affaire ambitieuse que la Clef de Saint-Pierre ! Située en limite ouest de la ville nouvelle de Saint-Quentin-Yvelines, bordée par la RN12 et la base régionale de loisirs, cette vaste opération accueillera mille huit cents logements et une grande zone d'activités. Création d'un centre dense avec commerces et services publics décentralisés : tracé d'un mail piétonnier sur lequel donnent les écoles, crèches, centres de loisirs, ainsi que le « village d'entreprise » (services communs, restauration, etc.) ; conception novatrice des voiries et espaces extérieurs, tout est mis en œuvre pour que ce quartier, à la fois urbain et campagnard, soit vivant et autonome.

La liaison avec le centre d'Elancourt sera assurée par un éminant à travers la site de la Revanche. Cette colline constituée de remblais, vouée au thème de la « gisette » (perspective, ekette-board), domine la région parisienne à 220 mètres.

Ce souci d'urbanisme bien pensé est somme toute normale. C'est la méthode de travail employée qui est originale. Convoqué que la ségrégation dans l'habitat se joue dès la signature du permis de construire, Guy Molandain teste ici un des principes de sa proposition de loi pour la « mixité de l'habitat et la gestion du foncier urbain ».

Mariages arrangés

Il faut tuer le mal - le zoning - dans l'œuf. Comment ? En établissant une programmation très serrée et exigeante, assortie d'une coordination étroite des projets avec les promoteurs, en smont de la procédure. Des recettes déjà utili-

sées, mais exploitées ici de façon systématique. Une fois le plan de la zone d'aménagement concerté (ZAC) élaboré, des lots ont été attribués à des équipes promoteurs/architectes, ces mariages étant « arrangés » par les maires d'ouvrage.

Des réunions se sont ensuite succédées pour assurer la cohérence de l'ensemble. A l'issue de la première, chaque équipe s'est vu confier sa pièce de puzzle : un bout de carton correspondant à son lot dans la maquette. Au fil des semaines, l'ensemble a pris forme.

« Les architectes et les promoteurs ont l'habitude de faire ce qu'ils veulent », explique Guy Molandain. Notre travail, un peu ingrat, a consisté à harmoniser tout cela. Il y a eu des grincements de dents, mais au bout du compte il existait une sorte de satisfaction collective. A tel, les façades ont été rajustées, à tel, les étages modifiés. Parfois même les frontières entre les lots ont été révisées pour mieux « coller » à l'aspiré du projet.

Une collaboration fructueuse

« C'est constructif », reconnaît Richard Brasseur, directeur régional du promoteur Les Baux Sites. Mais parfois nous n'étions pas d'accord pour les hauteurs, les larges ou les profonds des éléments qu'on voulait nous imposer. La mairie voulait par exemple des escaliers partout (ils sont obligatoires à partir de quatre étages) : les promoteurs ont expliqué que les financements HLM ne la permettaient pas. « La collaboration a vraiment été fructueuse », estime de son côté l'architecte William Forta. Il est rare de trouver un tel mélange de logements.

Cette mixité connaît une limite : impossible d'avoir sur un même palier un logement social et un privé. « Il faut une unité générale », explique Guy Molandain. Au minimum une cage d'escalier. Dans la pavillonnaire, c'est plus facile. Sa proposition de loi permettrait aux promoteurs, privés ou sociaux, impliqués dans des opérations mixtes, de s'exonérer des procédures liées aux financements publics (code des marchés publics, délais de paiement longs). Destinée à encourager ce type d'opération, cet allègement serait accordé par le préfet. Du coup, les maires ne pourraient plus s'excuser, sous prétexte que c'est compliqué.

HELENE GIRAUD

Lyon a créé une société d'économie mixte foncière

Grâce à cet outil, les élus lyonnais espèrent freiner la spéculation et équilibrer le développement de l'agglomération

LYON

de notre bureau régional

A PRES Marseille, la communauté urbaine de Lyon (Coulry) vient d'installer le conseil d'administration de sa société d'économie mixte à objet foncier (Semifal), afin de lutter contre la spéculation et, espère-t-on, de mieux conduire ses grands projets. Le maire de la ville-centre, Michel Noir, veut voir en elle une véritable « force d'intervention publique » contre les hausses de prix immodérées des terrains industriels à proximité d'équipements « stratégiques », comme le futur contournement de Lyon par l'est. Une étude récente de la chambre de commerce et d'industrie de Lyon a permis d'estimer les besoins : de 1987 à 1989, les entreprises locales ont « consommé » 41 hectares par an en moyenne. Or les 55 communes de la Coulry ne représentent que 23 % de l'aire urbaine : à 33 kilomètres à la ronde, alors qu'elles comptent sur leur sol 65 % des emplois indus-

triels. « Il est urgent de définir de nouveaux sites d'accueil », estime Bruno Vineat, président de la CCL.

Comment éviter une valse des étiquettes en ajoutant, en fait, à la demande, même si c'est pour constituer d'utiles réserves ? Selon Henry Chabert, vice-président (RPR) de la Coulry, chargé de l'urbanisme, la réponse est simple : capable d'agir « en amont » des opérations, la Semifal ne sera pas un intervenant comme les autres. Avec le souci de l'intérêt public, il lui est assigné le rôle d'un modérateur, qui fixera des « prix de référence », lors de la vente de ses terrains sur le marché, en pratiquant « la vérité des coûts » de mise en valeur. Dans l'agglomération, les cours du terrain constructible sont voisins de 275 à 300 francs par mètre carré en proche banlieue, ou même de 700 à 1 000 francs dans des friches industrielles de la ville-centre. On ne saurait guère aller au-delà. Pour le président de la Semifal, « le moment est favorable pour agir ». Si une pause doit se dessiner dans l'investissement industriel, on pourra com-

mencer à constituer le stock de terrains à meilleur prix.

En défendant le projet devant les élus du conseil de communauté, Serge Guinebault, vice-président (RPR), chargé des finances, a souligné que l'agglomération préservait ainsi des équilibres « qui font sa richesse, entre un lieu de production et un lieu de vie sociale ». Il ajoutait à l'intention des professionnels, inquiets de devoir affronter un tel concurrent, qu'il espérait accélérer les opérations d'urbanisme productrices de droits à construire.

Force de frappe

Il fallait rassurer, en effet. L'action foncière de la communauté urbaine atteint déjà 100 millions de francs par an et son exécutif a la maîtrise, d'une manière ou d'une autre, sur près de 600 hectares dans l'agglomération. Et la nouvelle SEM est dotée d'un capital de 50 millions de francs, apporté par la communauté urbaine (51 %) et différents établissements financiers (groupe de la Caisse des dépôts, Crédit national, Crédit foncier, Lyonnaise de

banque, Caisse d'épargne de Lyon). Par un classique effet de levier, sa « force de frappe » atteindra, dans un premier temps, 200 millions de francs.

Ce n'est pas mince, pour un établissement agissant « en complément, et non en substitut » de la Coulry. Quoi qu'il en soit, Michel Noir en l'habileté d'associer son opposition à l'entreprise. Robert Géo, premier adjoint (PCF) au maire communiste de Vaulx-en-Velin, a été nommé censeur de la Semifal. Les maires socialistes de Villeurbanne et Bron, René Chabroux et Jean-Jack Queyranne, siègeront au conseil d'administration. Selon ce dernier, la vertu de la Semifal est d'éviter que la Coulry ne mobilise mal à propos sa capacité d'emprunt, pour laquelle l'usage ne manque pas. Et si le marché foncier se dégrade malgré tout, il sera toujours possible d'en venir à des procédures qui seront plus directives.

GÉRARD BUÉTAS

AGENDA

... Le Monde • Dimanche 6 - Lundi 7 janvier 1991 13

CINÉMAS

SAMEDI 5 - DIMANCHE 6 JANVIER

LA CINÉMATHEQUE

PALEIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

Charles Marquis Warren : Blood Arrow (1958, v.o. s.t.f.), de Charles Marquis Warren, 15 h ; Lolo Moran : Les Chevaliers de la Table Ronde (1979, v.o. s.t.f.), de Gérard Courant, 17 h ; Carte blanche à Gérard Courant : La ligne générale (1978), de S.M. Eisenstein, 19 h ; Carte blanche à Gérard Courant : Je meurs de soif (1979), de Gérard Courant, Un sanglant symbole (1979), de Gérard Courant, 21 h.

DIMANCHE

Barbara Stanwyck, Pacific Express (1939, v.o. s.t.f.), de Cecil Blount de Mille, 15 h ; Greta Garbo : Le Balser (1929), de Jacques Feyder, 17 h ; Carte blanche à Gérard Courant : Sherlock Junior (1924), de Buster Keaton, 19 h ; Carte blanche à Gérard Courant : L'Aurore (1927), de F.W. Murnau, 21 h.

PALEIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI

Hommage à Pierre Braunberger : Le Tournoi dans la cité (1928), de Jean Renoir, 18 h ; Hommage à Pierre Braunberger : La nuit du carrefour (1932), de Jean Renoir, 20 h.

DIMANCHE

Hommage à Pierre Braunberger : On purge bébé (1931), de Jean Renoir, 18 h ; Hommage à Pierre Braunberger : La Chiens (1931), de Jean Renoir, 20 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-28)

SAMEDI

Zavattini : Il Boom (1983, v.o. s.t.f.), de Vittorio de Sica, 14 h 30 ; I Miei di Roma (1983, v.o. s.t.f.), de C. Zavattini, L. Bizzari, M. Carbone, A. d'Allesandro, Line del Fra, L. di Gianni, G. Ferrara, 17 h 30 ; Bollismo (1981, v.o. s.t.f.), de Luciano Visconti, 20 h 30.

DIMANCHE

Zavattini : I Sette fratelli corvi (1968, v.o. s.t.f.), de Gianni Puccini, 14 h 30 ; Je donnerai un million (1935, v.o. s.t.f.), de Mario Camerini, 17 h 30 ; Le Ventana (1982, v.o. s.t.f.), de Cesare Zavattini, 20 h 30.

DIMANCHE

Paris qui chante : Hallyday : Johnny Hallyday au Palais des Sports (1982) de Guy Job, Johnny Hallyday aux Zénith points cœur (1985), 14 h 30 ; Charles Trépo : Maurice de Paris (1980) de Jean-Paul Sassy, Maurice de Paris (1980) de Jean-Paul Sassy, 18 h 30 ; Gainsbourg : Actualités Gainsbourg, Serge Gainsbourg (1968) de Jacqueline Joubert, Anna (1987) de Pierre Koronik, 18 h 30 ; Les Héritiers du rock : Tété, phono chante un autre monde (1984) de Jean-Baptiste Mondino, Bande annonce : Boy meets girl (1984) de Léo Carax, Désordre (1986) de Olivier Assayas, 20 h 30.

PARIS QUI CHANTE

Perla qui chante : Brunsens : Porte des Lilas (1957) de René Clair, 14 h 30 ; Dany : Bande annonce : Paris (1984) de Jacques Derr, Publicité Samartins, Les Dames de Rochefort (1987) de Jacques Derr, Le Temps des copains, 18 h 30 ; France Aléa : Dany Boyer, Agnès tendre et têtue de la vie (1965) de Dany Boyer, 18 h 30 ; Les Héritiers du rock : Tété, phono chante un autre monde (1984) de Jean-Baptiste Mondino, Bande annonce : Boy meets girl (1984) de Léo Carax, Désordre (1986) de Olivier Assayas, 20 h 30.

PARIS QUI CHANTE

Perla qui chante : Brunsens : Porte des Lilas (1957) de René Clair, 14 h 30 ; Dany : Bande annonce : Paris (1984) de Jacques Derr, Publicité Samartins, Les Dames de Rochefort (1987) de Jacques Derr, Le Temps des copains, 18 h 30 ; France Aléa : Dany Boyer, Agnès tendre et têtue de la vie (1965) de Dany Boyer, 18 h 30 ; Les Héritiers du rock : Tété, phono chante un autre monde (1984) de Jean-Baptiste Mondino, Bande annonce : Boy meets girl (1984) de Léo Carax, Désordre (1986) de Olivier Assayas, 20 h 30.

PARIS QUI CHANTE

Perla qui chante : Brunsens : Porte des Lilas (1957) de René Clair, 14 h 30 ; Dany : Bande annonce : Paris (1984) de Jacques Derr, Publicité Samartins, Les Dames de Rochefort (1987) de Jacques Derr, Le Temps des copains, 18 h 30 ; France Aléa : Dany Boyer, Agnès tendre et têtue de la vie (1965) de Dany Boyer, 18 h 30 ; Les Héritiers du rock : Tété, phono chante un autre monde (1984) de Jean-Baptiste Mondino, Bande annonce : Boy meets girl (1984) de Léo Carax, Désordre (1986) de Olivier Assayas, 20 h 30.

PARIS QUI CHANTE

Perla qui chante : Brunsens : Porte des Lilas (1957) de René Clair, 14 h 30 ; Dany : Bande annonce : Paris (1984) de Jacques Derr, Publicité Samartins, Les Dames de Rochefort (1987) de Jacques Derr, Le Temps des copains, 18 h 30 ; France Aléa : Dany Boyer, Agnès tendre et têtue de la vie (1965) de Dany Boyer, 18 h 30 ; Les Héritiers du rock : Tété, phono chante un autre monde (1984) de Jean-Baptiste Mondino, Bande annonce : Boy meets girl (1984) de Léo Carax, Désordre (1986) de Olivier Assayas, 20 h 30.

PARIS QUI CHANTE

Perla qui chante : Brunsens : Porte des Lilas (1957) de René Clair, 14 h 30 ; Dany : Bande annonce : Paris (1984) de Jacques Derr, Publicité Samartins, Les Dames de Rochefort (1987) de Jacques Derr, Le Temps des copains, 18 h 30 ; France Aléa : Dany Boyer, Agnès tendre et têtue de la vie (1965) de Dany Boyer, 18 h 30 ; Les Héritiers du rock : Tété, phono chante un autre monde (1984) de Jean-Baptiste Mondino, Bande annonce : Boy meets girl (1984) de Léo Carax, Désordre (1986) de Olivier Assayas, 20 h 30.

PARIS QUI CHANTE

Perla qui chante : Brunsens : Porte des Lilas (1957) de René Clair, 14 h 30 ; Dany : Bande annonce : Paris (1984) de Jacques Derr, Publicité Samartins, Les Dames de Rochefort (1987) de Jacques Derr, Le Temps des copains, 18 h 30 ; France Aléa : Dany Boyer, Agnès tendre et têtue de la vie (1965) de Dany Boyer, 18 h 30 ; Les Héritiers du rock : Tété, phono chante un autre monde (1984) de Jean-Baptiste Mondino, Bande annonce : Boy meets girl (1984) de Léo Carax, Désordre (1986) de Olivier Assayas, 20 h 30.

PARIS QUI CHANTE

Perla qui chante : Brunsens : Porte des Lilas (1957) de René Clair, 14 h 30 ; Dany : Bande annonce : Paris (1984) de Jacques Derr, Publicité Samartins, Les Dames de Rochefort (1987) de Jacques Derr, Le Temps des copains, 18 h 30 ; France Aléa : Dany Boyer, Agnès tendre et têtue de la vie (1965) de Dany Boyer, 18 h 30 ; Les Héritiers du rock : Tété, phono chante un autre monde (1984) de Jean-Baptiste Mondino, Bande annonce : Boy meets girl (1984) de Léo Carax, Désordre (1986) de Olivier Assayas, 20 h 30.

PARIS QUI CHANTE

Perla qui chante : Brunsens : Porte des Lilas (1957) de René Clair, 14 h 30 ; Dany : Bande annonce : Paris (1984) de Jacques Derr, Publicité Samartins, Les Dames de Rochefort (1987) de Jacques Derr, Le Temps des copains, 18 h 30 ; France Aléa : Dany Boyer, Agnès tendre et têtue de la vie (1965) de Dany Boyer, 18 h 30 ; Les Héritiers du rock : Tété, phono chante un autre monde (1984) de Jean-Baptiste Mondino, Bande annonce : Boy meets girl (1984) de Léo Carax, Désordre (1986) de Olivier Assayas, 20 h 30.

PARIS QUI CHANTE

Perla qui chante : Brunsens : Porte des Lilas (1957) de René Clair, 14 h 30 ; Dany : Bande annonce : Paris (1984) de Jacques Derr, Publicité Samartins, Les Dames de Rochefort (1987) de Jacques Derr, Le Temps des copains, 18 h 30 ; France Aléa : Dany Boyer, Agnès tendre et têtue de la vie (1965) de Dany Boyer, 18 h 30 ; Les Héritiers du rock : Tété, phono chante un autre monde (1984) de Jean-Baptiste Mondino, Bande annonce : Boy meets girl (1984) de Léo Carax, Désordre (1986) de Olivier Assayas, 20 h 30.

PARIS QUI CHANTE

Perla qui chante : Brunsens : Porte des Lilas (1957) de René Clair, 14 h 30 ; Dany : Bande annonce : Paris (1984) de Jacques Derr, Publicité Samartins, Les Dames de Rochefort (1987) de Jacques Derr, Le Temps des copains, 18 h 30 ; France Aléa : Dany Boyer, Agnès tendre et têtue de la vie (1965) de Dany Boyer, 18 h 30 ; Les Héritiers du rock : Tété, phono chante un autre monde (1984) de Jean-Baptiste Mondino, Bande annonce : Boy meets girl (1984) de Léo Carax, Désordre (1986) de Olivier Assayas, 20 h 30.

PARIS QUI CHANTE

Perla qui chante : Brunsens : Porte des Lilas (1957) de René Clair, 14 h 30 ; Dany : Bande annonce : Paris (1984) de Jacques Derr, Publicité Samartins, Les Dames de Rochefort (1987) de Jacques Derr, Le Temps des copains, 18 h 30 ; France Aléa : Dany Boyer, Agnès tendre et têtue de la vie (1965) de Dany Boyer, 18 h 30 ; Les Héritiers du rock : Tété, phono chante un autre monde (1984) de Jean-Baptiste Mondino, Bande annonce : Boy meets girl (1984) de Léo Carax, Désordre (1986) de Olivier Assayas, 20 h 30.

PARIS QUI CHANTE

Perla qui chante : Brunsens : Porte des Lilas (1957) de René Clair, 14 h 30 ; Dany : Bande annonce : Paris (1984) de Jacques Derr, Publicité Samartins, Les Dames de Rochefort (1987) de Jacques Derr, Le Temps des copains, 18 h 30 ; France Aléa : Dany Boyer, Agnès tendre et têtue de la vie (1965) de Dany Boyer, 18 h 30 ; Les Héritiers du rock : Tété, phono chante un autre monde (1984) de Jean-Baptiste Mondino, Bande annonce : Boy meets girl (1984) de Léo Carax, Désordre (1986) de Olivier Assayas, 20 h 30.

PARIS QUI CHANTE

Perla qui chante : Brunsens : Porte des Lilas (1957) de René Clair, 14 h 30 ; Dany : Bande annonce : Paris (1984) de Jacques Derr, Publicité Samartins, Les Dames de Rochefort (1987) de Jacques Derr, Le Temps des copains, 18 h 30 ; France Aléa : Dany Boyer, Agnès tendre et têtue de la vie (1965) de Dany Boyer, 18 h 30 ; Les Héritiers du rock : Tété, phono chante un autre monde (1984) de Jean-Baptiste Mondino, Bande annonce : Boy meets girl (1984) de Léo Carax, Désordre (1986) de Olivier Assayas, 20 h 30.

PARIS QUI CHANTE

Perla qui chante : Brunsens : Porte des Lilas (1957) de René Clair, 14 h 30 ; Dany : Bande annonce : Paris (1984) de Jacques Derr, Publicité Samartins, Les Dames de Rochefort (1987) de Jacques Derr, Le Temps des copains, 18 h 30 ; France Aléa : Dany Boyer, Agnès tendre et têtue de la vie (1965) de Dany Boyer, 18 h 30 ; Les Héritiers du rock : Tété, phono chante un autre monde (1984) de Jean-Baptiste Mondino, Bande annonce : Boy meets girl (1984) de Léo Carax, Désordre (1986) de Olivier Assayas, 20 h 30.

République Cinéma, 11 (48-05-61-33) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE (Fr.) ; Pantéon, 5 (43-54-15-04) ;

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ;

58 MINUTES POUR VIVRE (A., v.o.) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Studio 28, 18 (48-06-35-07) ; v.f. : George V, 6 (45-62-41-48) ;

LA CITÉ DES DOULEURS (Chin., v.o.) ; République Cinéma, 11 (48-05-61-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ;

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ;

DAMES GALANTES (Fr.) ; Cinéoches, 6 (48-33-10-82) ;

ONANISME MACHINE (Fr.) ; Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ;

Pathe Marignan-Concorda, 8 (43-53-92-82) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-55-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-86) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ;

LE DÉMONIÈRE (Fr.) ; L'Entrepôt, 14 (45-43-41-53) ;

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) ; Pathe Haute-Saône, 8 (48-33-79-38) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ;

LA DISCRÈTE (Fr.) ; Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 9 (48-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Favette, 13 (43-51-66-80) ; Gaumont Parnasse, 12 (43-53-30-40) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-60) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Wepler II, 16 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86) ;

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) ; Cinépolis, 14 (45-20-15-22) ;

LA DISCRÈTE (Fr.) ; Lucerna, 8 (45-44-66-85) ;

LE PETIT CRIMINEL (Fr.) ; Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 9 (48-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Favette, 13 (43-51-66-80) ; Gaumont Parnasse, 12 (43-53-30-40) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-60) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Wepler II, 16 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86) ;

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) ; Cinépolis, 14 (45-20-15-22) ;

LA DISCRÈTE (Fr.) ; Lucerna, 8 (45-44-66-85) ;

LE PETIT CRIMINEL (Fr.) ; Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 9 (48-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Favette, 13 (43-51-66-80) ; Gaumont Parnasse, 12 (43-53-30-40) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-60) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Wepler II, 16 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86) ;

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) ; Cinépolis, 14 (45-20-15-22) ;

LA DISCRÈTE (Fr.) ; Lucerna, 8 (45-44-66-85) ;

LE PETIT CRIMINEL (Fr.) ; Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 9 (48-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Favette, 13 (43-51-66-80) ; Gaumont Parnasse, 12 (43-53-30-40) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-60) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Wepler II, 16 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86) ;

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) ; Cinépolis, 14 (45-20-15-22) ;

LA DISCRÈTE (Fr.) ; Lucerna, 8 (45-44-66-85) ;

LE PETIT CRIMINEL (Fr.) ; Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 9 (48-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Favette, 13 (43-51-66-80) ; Gaumont Parnasse, 12 (43-53-30-40) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-60) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Wepler II, 16 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86) ;

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) ; Cinépolis, 14 (45-20-15-22) ;

LA DISCRÈTE (Fr.) ; Lucerna, 8 (45-44-66-85) ;

LE PETIT CRIMINEL (Fr.) ; Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 9 (48-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Favette, 13 (43-51-66-80) ; Gaumont Parnasse, 12 (43-53-30-40) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-60) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Wepler II, 16 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86) ;

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) ; Cinépolis, 14 (45-20-15-22) ;

LA DISCRÈTE (Fr.) ; Lucerna, 8 (45-44-66-85) ;

LE PETIT CRIMINEL (Fr.) ; Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 9 (48-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Favette, 13 (43-51-66-80) ; Gaumont Parnasse, 12 (43-53-30-40) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-60) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Wepler II, 16 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86) ;

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) ; Cinépolis, 14 (45-20-15-22) ;

LA DISCRÈTE (Fr.) ; Lucerna, 8 (45-44-66-85) ;

LE PETIT CRIMINEL (Fr.) ; Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 9 (48-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Favette, 13 (43-51-66-80) ; Gaumont Parnasse, 12 (43-53-30-40) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-60) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Wepler II, 16 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86) ;

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) ; Cinépolis, 14 (45-20-15-22) ;

LA DISCRÈTE (Fr.) ; Lucerna, 8 (45-44-66-85) ;

LE PETIT CRIMINEL (Fr.) ; Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 9 (48-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Favette, 13 (43-51-66-80) ; Gaumont Parnasse, 12 (43-53-30-40) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-60) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Wepler II, 16 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86) ;

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) ; Cinépolis, 14 (45-20-15-22) ;

LA DISCRÈTE (Fr.) ; Lucerna, 8 (45-44-66-85) ;

LE PETIT CRIMINEL (Fr.) ; Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 9 (48-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Favette, 13 (43-51-66-80) ; Gaumont Parnasse, 12 (43-53-30-40) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-60) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Wepler II, 16 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86) ;

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) ; Cinépolis, 14 (45-20-15-22) ;

LA DISCRÈTE (Fr.) ; Lucerna, 8 (45-44-66-85) ;

LE PETIT CRIMINEL (Fr.) ; Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 9 (48-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Favette, 13 (43-51-66-80) ; Gaumont Parnasse, 12 (43-53-30-40) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-60) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Wepler II, 16 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86) ;

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) ; Cinépolis, 14 (45-20-15-22) ;

LA DISCRÈTE (Fr.) ; Lucerna, 8 (45-44-66-85) ;

LE PETIT CRIMINEL (Fr.) ; Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 9 (48-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Favette, 13 (43-51-66-80) ; Gaumont Parnasse, 12 (43-53-30-40) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-60) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Wepler II, 16 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86) ;

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) ; Cinépolis, 14 (45-20-15-22) ;

LA DISCRÈTE (Fr.) ; Lucerna, 8 (45-44-66-85) ;

LE PETIT CRIMINEL (Fr.) ; Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 9 (48-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Favette, 13 (43-51-66-80) ; Gaumont Parnasse, 12 (43-53-30-40) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-60) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Wepler II, 16 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86) ;

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) ; Cinépolis, 14 (45-20-15-22) ;

LA DISCRÈTE (Fr.) ; Lucerna, 8 (45-44-66-85) ;

LE PETIT CRIMINEL (Fr.) ; Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 9 (48-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Favette, 13 (43-51-66-80) ; Gaumont Parnasse, 12 (43-53-30-40) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-60) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Wepler II, 16 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86) ;

AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5428
HORIZONTALEMENT

I. C'est dur quand elle n'est pas petite. C'est plus clair quand il n'y en a pas. - II. Tête de pipe. Peut attirer les passionnés de ballon. - III. Pas du tout bouchés. On rencontre souvent. Jeta un coup d'œil. - IV. Peut grincer. Petit élément dans une image. N'est parfois qu'un grain. - V. S'éteint dans le pavillon quand elle est externe. Baptise un roi. En Tunisie. - VI. Certainement un fromage. Dignes d'un malin. - VII. Sautant sur la plage. On l'attrape souvent par la queue. - VIII. Les grandes manœuvres. Saint. Quartier de Nice. - IX. Un animal très mou. Pas annonciateur. Au pied du Jura. - X. Mettre en balance. Grande, peut peser l'hiver. - XI. C'est une vrole nounou quand elle est maitresse. Conjoint. - XII. Est difficile à plaquer. Eut son père à charge. Sauveur d'un règne. - XIII. Un tour en auto. Freppe quand elle est petite. - XIV. Un qui savait parler. Paye de cochons. Rivière. - XV. Qui ont subi des épreuves. Une récompense pour le berge. Fournit de la paille.

VERTICALEMENT
1. Quand on le lave, ça peut saigner. Devient insupportable en grandissant. - 2. Son coup rend vraiment cinglé. Petite, peut devenir un motif. Peut demander un certain temps. - 3. Une petite pièce. Qui n'ont aucune affection. - 4. Unité en campagne. Sont difficiles à marier quand elles sont très criardes. On l'y a rien à enlever. - 5. Certains doivent juger sur le mine. - 6. Note. Bout de bois. Autour d'un livre. - 7. Descendant quand c'est l'heure de la retraite. Sa tunique était brillante. Souvent avec les autres. - 8. Se servir. Vivait en Amérique. - 9. Glorieuses, dans l'océan Indien. Comme l'heure juste. - 10. Pas brillant. Fondateur

Solution du problème n° 5427

HORIZONTALEMENT
1. Répondeur. - II. Opiniâtre. - III. Net. Mieux. - IV. Fripes. Et. - V. Loess. Use. - VI. En. Or. - VII. Usité. Sar. - VIII. Stimula. - IX. Ems. Delon. - X. Aube. Est. - XI. Fleurs. Es.

VERTICALEMENT
1. Ronlieuse. - 2. Eperons. Mel. - 3. Pisé. Isosue. - 4. On. Petit Bu. - 5. Nines. Eider. - 6. Dais. Ma. - 7. Eté. Ursule. - 8. Urnes. Alose. - 9. Restaurants.

GUY BROUTY

CARNET DU MONDE

Décès

M. René Ploger, son épouse, M. et M^{me} René Ploger et leurs enfants, M. et M^{me} Yves Ploger et leurs enfants, Le docteur et M^{me} Guy Ploger et leurs enfants, M. et M^{me} Jean Henneguy et Bénédict, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Ses parents, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raoul PIOGER, ingénieur général honoraire du génie rural, des eaux et forêts, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, survenu le 3 janvier 1991, à Paris, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 7 janvier, à 8 h 30, en l'église Saint-Léon, place du Cardinal-Amette, Paris-15.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille, au cimetière du Montparnasse, Paris-14.

Ces avis tiennent lieu de faire-part.

10, rue Henri-Duchêne, 75015 Paris.

Le docteur Pierre Scherrer, psychiatre honoraire des Hôpitaux, ancien professeur associé de la Faculté de Dijon, et M^{me} Pierre Scherrer, son père et sa belle-mère, M^{me} Françoise Scherrer, maître-assistante à la Faculté, sa femme, Guillaume et Alexandra, ses enfants, Jean-Louis Scherrer, son frère, Anne-Marie Scherrer, sa sœur, M. et M^{me} Georges Roux et leurs enfants, M. et M^{me} Paul Scherrer et leurs enfants, Les familles Scherrer, Roux, Marie et Dénarié,

ont la douleur de faire part de la mort accidentelle de

Philippe-Charles SCHERRER, ingénieur,

survenue le 29 décembre 1990, à l'âge de cinquante-deux ans.

Les obsèques seront célébrées le lundi 7 janvier 1991, à 8 h 30, en

CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ○ film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 5 janvier

TF 1

20.50 Variétés :
Surprise sur prise.
22.35 Magazine :
Magazine :
Formule sport.

A 2

20.45 Téléfilm :
Fred connexion.
22.10 Magazine :
Etoile-palace.
23.55 Journal et Météo.
0.15 Divertissement :
Les drôles de têtes
en liberté.

FR 3

De 20.00 à 0.00 le SEPT
0.00 Série :
Série :
Un traitement justifié.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm :
Le diable au paradis.
22.00 Les Nuls... l'émission.
22.55 Les superstars du catch.
0.00 Cinéma :

Nuits très chaudes
aux Caraïbes.

LA 5

20.40 Téléfilm :
L'or des Amazones.
22.30 Rallye : Paris-Dakar.
23.00 Téléfilm :
La vengeance du forçat.

M 6

20.35 Téléfilm :
La folle semaine
de Laura Lansing.
22.15 Téléfilm :
Le cri de la mort.
23.45 Six minutes d'informa-
tions.

23.50 Musique :
Rapline.
0.40 Musique :
Boulevard des clips.

LA SEPT

21.00 Cinéma :
De père en fils. ■■
22.40 Soir 3.
23.00 Magazine : Lire et écrire.

Dimanche 6 janvier

TF 1

13.20 Série :
Hooker.
14.15 Série :
Rick Hunter.
15.10 Série :
Inspector Choc.
15.20 Série :
Tiroc à Vincennes.

16.10 Série :
Agence tous risques.
16.40 Divertissement :
Vidéo gag.
16.50 Chipinours.

19.00 Sport : Football.
Match amical : Auxerre-Astoria Villa (Grande-Bretagne).
en direct d'Auxerre.
Magazine : 7 sur 7.
Avec Michel Sardou.

20.00 Journal, Météo
et Tapis vert.
20.45 Cinéma :
Masques. ■■
22.30 Magazine :
Ciné dimanche.
22.35 Cinéma :
Chisum. ■■

0.30 Au trot.
0.35 Journal, Météo
et Trafic infos.

A 2

13.20 Dimanche Martin.
14.55 Série :
Mac Gyver.
15.45 Dimanche Martin.
16.35 Série :
Justice pour Eliza.

17.50 Documentaire :
L'équipe Cousteau
à la redécouverte
du monde.
18.35 Magazine :
Stade 2.
19.30 Série :
Maguy.

20.00 Journal et Météo.
20.45 Téléfilm :
Fatale obsession.
22.20 Magazine :
Musiques au cœur.
23.40 Journal et Météo.
0.05 Série :
Le Saint.

FR 3

13.30 Magazine :
Musiques.
14.30 Magazine :
Sports 3 dimanche.
17.30 Magazine :
Montagne.
18.00 Amuse 3.

19.00 Le 19-20 de l'informa-
tion.
De 19.12 à 19.30, le journal
de la région.
Série :
Benny Hill.

20.40 ▶ Variétés :
Je suis comme je suis.
Juliette Gréco.
Magazine :
Le divan.

21.40 Journal et Météo.
22.20 Dessin animé :
Our gang.
22.30 Cinéma :
Le magicien d'Oz. ■■

0.05 Documentaire :
Le tournage
du « Magicien d'Oz ».
0.20 Magazine :
Belles et bielles.
0.50 Musique :
Carnet de notes.

CANAL PLUS

14.00 Téléfilm :
L'énigme
de la disparition du vol
Brisbane-Sydney.
15.50 Magazine :
24 heures.
16.40 Dessin animé :
Les Simpson.

17.05 Les Nuls... l'émission.
18.00 Cinéma :
Balance maman
hors du train. ■■
- En clair jusqu'à 20.40 -

19.25 Flash d'informations.
19.30 Dessins animés :
Ca cartoon.
20.30 Série :
Le même « ... ? ».
20.35 Magazine :
L'équipe du dimanche.

20.40 Cinéma :
Tucker. ■■
22.20 Flash d'informations.
22.25 Magazine :
L'équipe du dimanche.

1.05 Les basiers
de secours. ■■

LA 5

13.20 Téléfilm :
Maman
s'en va-t-en guerre.
14.45 Série :
K 2000.
15.40 Série :
Saracen.

16.30 Série :
Lou Grant.
17.40 Série :
La loi de Los Angeles.

18.30 Rallye :
Paris-Dakar.
19.00 Série :
L'enfer du devoir.

20.00 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Cinéma :
Top secret. ○
Rallye.

23.00 Cinéma :
Des pissenlits
par la racine. ■■

M 6

13.20 Série :
Madame est servie.
13.50 Série :
La famille Ramdam.

14.15 Téléfilm :
Un jour, un mur.
16.00 Série :
L'ami des bêtes.

16.45 Série :
Roseanne.
17.15 Série :
Poigne de fer
et séduction.

17.45 Série :
L'homme de fer.
18.35 Série :
Les routes du paradis.

19.25 Magazine :
Culture pub.
19.54 Six minutes d'informa-
tions.

20.00 Série :
Madame est servie.
20.30 Magazine :
Sport 6.

20.35 Téléfilm :
Le trésor des sudistes.
22.15 M6 express.
22.20 Cinéma :
Tad driver. ■■

0.25 Six minutes d'informa-
tions.
0.25 Musique :
Boulevard des clips.

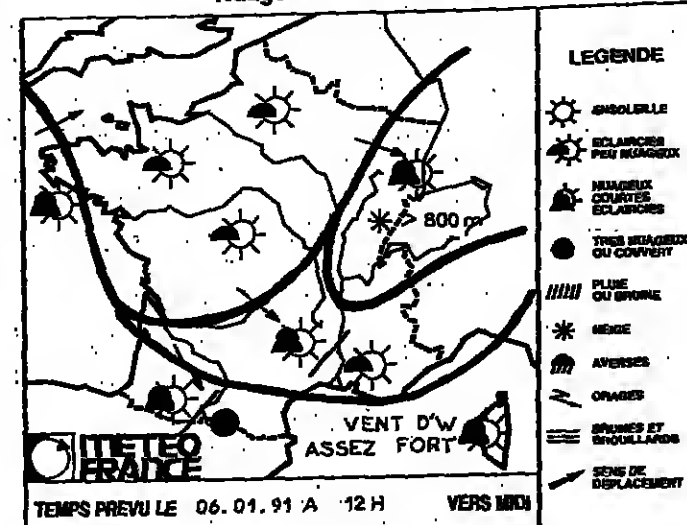
LA SEPT

14.00 Histoire parallèle.
14.50 Hommage à Segundo
de Chomon.
16.55 De singe en singe.
17.55 Danse :
Rel Dörn.

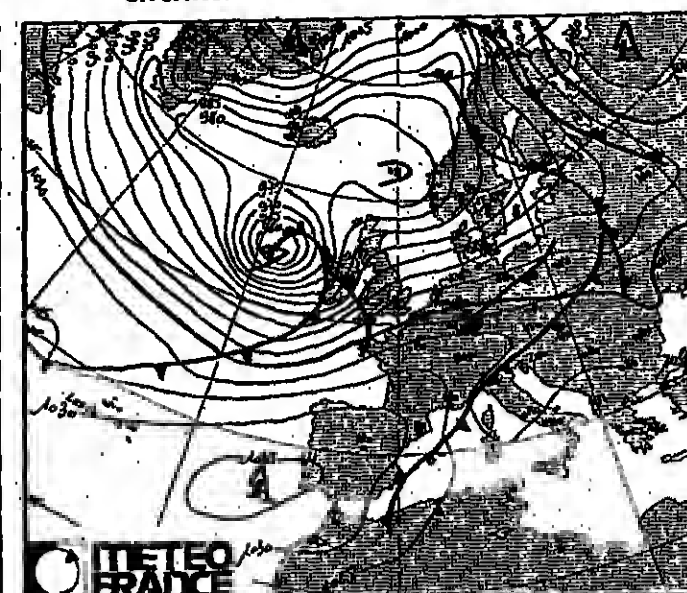
19.35 Musique :
Cecilio Abbado.
20.00 Court métrage.
20.30 Cinéma :
M le maudit. ■■
22.05 Image par image.
22.50 Cinéma :
Le roman de Renard. ■■
23.55 Cinéma :
L'affaire
est dans le sac. ■■

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 6 janvier
Nuageux avec éclaircies

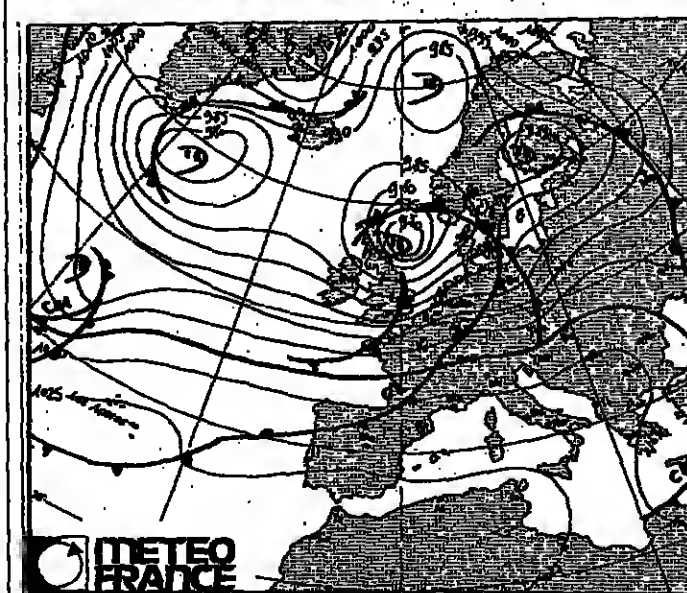


SITUATION LE 5 JANVIER 1991 À 0 HEURE TU



Lundi 7 janvier : pluie et vent dans le Nord, puis éclaircies. - Le vent de sud-ouest soufflera fort le matin sur le nord-ouest, du pays et surtout sur la Manche et près des côtes. Il faiblira sensiblement au cours de la journée. La pluie touchant le matin la Bretagne et la Normandie, gènera rapidement les régions de Poitou-Charentes à la Loire, en milieu de journée, en devenant plus intermittente au sud de la Loire. Précipitations faibles le soir de Nord-Aquitaine à Franche-Comté. Sur le Nord-Ouest le temps deviendra plus variable avec des averses près des côtes puis, l'après-midi les éclaircies sauront largement prédominantes. Sur le sud du pays et surtout le Sud-Est, le ciel restera peu nuageux hormis des formations brumeuses le matin. Les températures au lever du jour, encore douces pour la saison, seront comprises entre 6 degrés et 9 degrés dans l'Ouest et le Nord-Ouest, entre 0 degré et 5 degrés ailleurs du Nord au Sud. L'après-midi elles atteindront 14 degrés à 16 degrés sur la moitié sud et 10 degrés à 13 degrés dans le Nord, mais seulement 8 degrés à 10 degrés dans le Centre-Est.

PRÉVISIONS POUR LE 7 JANVIER 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
le 5-01-91
Valeurs extrêmes relevées entre
la 4-01-91 à 6 heures TU et la 5-01-91 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	LOS ANGELES
ALGER	10 5 D	16 12 A
BARCELONE	11 5 D	16 12 A
BELGRADE	11 5 D	16 12 A
BOMBAY	11 5 D	16 12 A
BRAZILIA	11 5 D	16 12 A
CAEN	11 5 D	16 12 A
CHERBOURG	11 5 D	16 12 A
CLERMONT-FERRAND	11 5 D	16 12 A
COCHIN	11 5 D	16 12 A
COPENHAGUE	11 5 D	16 12 A
DELHI	11 5 D	16 12 A
DUBLIN	11 5 D	16 12 A
GENEVE	11 5 D	16 12 A
HONGKONG	11 5 D	16 12 A
ISTANBUL	11 5 D	16 12 A
JAKARTA	11 5 D	16 12 A
LAHORE	11 5 D	16 12 A
LONDRES	11 5 D	16 12 A
MADRID	11 5 D	16 12 A
MARSEILLE	11 5 D	16 12 A
MILAN	11 5 D	16 12 A
MONTREAL	11 5 D	16 12 A
MOSCOW	11 5 D	16 12 A
NEW YORK	11 5 D	16 12 A
OSLO	11 5 D	16 12 A
PARIS	11 5 D	16 12 A
PRAGUE	11 5 D	16 12 A
REIMS	11 5 D	16 12 A
ROME	11 5 D	16 12 A
SARAJEVO	11 5 D	16 12 A
SEBASTOPOL	11 5 D	16 12 A
STOCKHOLM	11 5 D	16 12 A
TOKYO	11 5 D	16 12 A
TUNIS	11 5 D	16 12 A
VIENNE	11 5 D	16 12 A
ZAGREB	11 5 D	16 12 A

A B C D N O P T *
avertis bruits ciel ciel nuages orage pluie tempête neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

AFFAIRES

Pour un montant de 250 millions de francs

M. Daniel Cathiard rachète le cru bordelais Smith-Haut-Lafitte

Le Château Smith-Haut-Lafitte, l'un des seize crus classés des Graves près de Bordeaux, a été acheté au groupe britannique Brent-Walker, à titre personnel, par M. Daniel Cathiard, dont la société de distribution Genty-Cathiard a été vendue l'an dernier au groupe Rallye.

Le montant de la transaction, arrangée par la Financière Saint-Dominique du groupe du Crédit national, est de 250 millions de francs pour 60 hectares de vignobles et les stocks, soit environ 4 millions de francs par hectare. Ce prix est un peu inférieur aux 4,7 millions de francs à l'hectare payés par M. Alexandre de Nonancourt, propriétaire du champagne Laurent-Perrier, pour le Château Malartic-Lagravière (17 hectares), voisin, racheté pour 85 millions de francs à M. Marly-Ridoret.

M. Cathiard a pour objectif de hisser au niveau du vin de Malartic, justement réputé, celui de Smith-Haut-Lafitte, fort décrié autrefois et amélioré depuis cinq

ans par M. Thé, ancien chef de la maison de négoce bordelaise Eschenauer. Cette dernière a été reprise au groupe Brent-Walker, en septembre dernier, pour une vingtaine de millions de francs au moyen d'un RES (rachat de l'entreprise par les salariés) monté par le groupe du Crédit national.

Quant au Château Rausan-Ségla, deuxième cru classé du Médoc, qui faisait partie de la maison Eschenauer, il reste, pour l'instant, la propriété de M. Walker lui-même. Dans cette affaire, on remarquera qu'un cru classé de Bordeaux retourne en mains françaises, les acheteurs britanniques de Smith-Haut-Lafitte éprouvant quelques ennuis financiers. Par ailleurs, il semble que les prix des grands vignobles bordelais, après une ascension phénoménale ces dernières années, soient en train de plafonner, en attendant, peut-être, un recul.

FRANÇOIS RENARD

AGRICULTURE

Aux Antilles

Les producteurs de bananes se plaignent de la concurrence déloyale du Cameroun

Les planteurs de bananes des Antilles françaises (Guadeloupe et Martinique) se plaignent d'une chute des cours sur le marché métropolitain. Ils mettent en cause des importations sauvages et excessives de fruits en provenance de certains pays africains comme le Cameroun.

Les élus de ces deux régions viennent d'adresser au gouvernement et au président de la République des messages réclamant des mesures de contrôle des importations plus rigoureuses. M. Aimé Césaire, député et maire (apparenté socialiste) de Fort-de-France dénonce dans un télégramme adressé à M. Mitterrand, « la concurrence déloyale de sociétés camerounaises installées au Cameroun ».

Selon notre correspondant Ericane Marie, grâce au bas niveau des salaires africains, la banane est vendue 3 à 4 francs le kilo alors qu'à moins de 5 francs les producteurs français perdent de l'argent. Les professionnels estiment les pertes de recettes à 60 millions de

francs pour la Martinique et 40 millions pour la Guadeloupe depuis trois mois. Le comble, ajoutent-ils, est que la production camerounaise est encouragée par des aides de la Caisse centrale de coopération économique, un organisme officiel français.

La production de bananes représente, en Martinique plus encore qu'en Guadeloupe, le principal secteur économique avec 12 000 emplois directs. Les coutures sur l'emploi pourraient donc être graves dans de tels cas où le taux de chômage, voisin de 30 %, est très important.

Les représentants des producteurs ont créé le 4 janvier un comité inter régional de défense qui doit élaborer le 9 janvier une motion à l'adresse du gouvernement. Depuis un arbitrage de 1962, deux tiers du marché français métropolitain sont réservés à la production de bananes antillaises. Les élus soulignent qu'il est « urgent d'élaborer un règlement communautaire dans la perspective du grand marché ».

CONSUMMATION

Après négociation avec les boulangers-pâtisseries

La Croix-Rouge fêtera les Rois les 19 et 20 janvier...

La Croix-Rouge française devra attendre le week-end des 19 et 20 janvier pour fêter les Rois : un accord est intervenu vendredi 4 janvier entre l'organisation humanitaire et la Confédération de la boulangerie-pâtisserie française (CBPF), juste avant le procès en référé introduit la veille par les professionnels.

A Portglo, le fabricant de pâtisserie industrielle Vandamme-La pie qui chute, filiale de Gervais-Danone, avait proposé à la Croix-Rouge d'organiser, devant les salariés de toutes les boulangeries de France, la vente de 350 000 gâteaux, les 5 et 6 janvier (dimanche de l'Épiphanie), aux prix de 15 et 25 francs. Les comités départementaux de la Croix-Rouge auraient touché 5 francs par galette vendue, et Vandamme s'était en outre engagé à verser 1 million de francs à la Croix-Rouge, « quel que soit le résultat des ventes ».

Les boulangers-pâtisseries ne l'ont pas entendu de cette oreille, considérant qu'il s'agissait là d'un acte de concurrence déloyale, et que l'opération n'avait pas un but éducatif, mais était destinée à écouler les invendus du fabricant, au détriment des boulangers-pâtisseries. La proposition, faite jeudi 3 janvier par la Croix-Rouge, de limiter cette vente à samedi, n'a pas réussi à calmer la colère des artisans commerçants, dont le syndicat a introduit une procédure devant le tribunal pour demander l'interdiction pure et simple de l'opération.

C'est au dernier moment, vendredi, qu'un compromis a pu être trouvé. La Croix-Rouge estimait à

1,5 million de francs le bénéfice espéré de cette vente. Parviendrait-elle à cette somme quinze jours après la date traditionnelle ? Société oona cotée, Vandamme-La pie qui chute réalise, dans cinq usines de pâtisserie et de confiserie, un chiffre d'affaires annuel d'environ 1 milliard de francs.

EN BREF

□ Sears va supprimer 21 000 emplois. - Sears Roebuck, premier groupe de distribution américain, a supprimé 21 000 emplois afin de réduire ses coûts de fonctionnement. Ces suppressions d'emplois, qui représenteront environ 10 % des effectifs employés dans les magasins du groupe (206 000 actuellement), s'étaleront jusqu'en juin prochain. Elles concernent 3 500 emplois à temps complet et 17 500 emplois à temps partiel, a indiqué la firme de Chicago. Les autres secteurs du groupe, notamment les assurances (Allstate Insurance) et les services financiers (firme de courtage Dean Witter), ne sont pas touchés.

□ Le forint hongrois dévalue de 15 %. - La monnaie hongroise, le forint, a été dévaluée de 15 % par rapport à toutes les devises convertibles, a annoncé vendredi 4 janvier l'agence hongroise MTI. Cette mesure, qui entrera en vigueur à partir du lundi 7 janvier, est destinée à maintenir la compétitivité de l'économie du pays sur les marchés

ETRANGER

Confirmant la dégradation rapide de la situation économique

Le chômage a atteint 6,1 % aux Etats-Unis en décembre

Entre juin et décembre 1990, le nombre des sans-emploi a augmenté d'un million de personnes aux Etats-Unis, pour atteindre 7,6 millions. Les chiffres publiés vendredi 4 janvier confirment une aggravation rapide de la situation de l'emploi, liée à l'entrée en récession de l'économie américaine. Le taux de chômage a atteint 6,1 % en décembre - le plus haut niveau depuis juillet 1987 - contre 5,9 % en novembre, a annoncé le département du travail.

L'économie américaine a perdu 515 000 emplois pour l'ensemble du quatrième trimestre 1990, ce qui représente la plus forte baisse sur une période comparable depuis la dernière récession de 1981-82. Cependant, les pertes d'emploi ont été beaucoup plus modérées en décembre (76 000) qu'en novembre (239 000).

En décembre, les industries manufacturières ont été les plus touchées par la contraction de l'activité et ont perdu 33 000 postes (600 000 depuis décembre 1989), le bâtiment en a perdu 28 000 et les services 21 000, dont la moitié dans les chaînes de grands magasins. Seuls les services de santé ont continué à accroître leurs effectifs en décembre, avec 56 000 créations de postes.

Même si l'économie ne traverse qu'une « récession légère », comme l'admet désormais l'administration Bush, le chômage pourrait monter à 7 % d'ici l'été prochain, ce qui représenterait un million de chômeurs supplémentaires, prédisent de nombreux analystes.

Ce gonflement important du nombre des sans-emploi risque de sérieusement aggraver les difficultés du système d'assurance chômage, qui verse des indemnités à plus de la

moitié des 7,6 millions de personnes actuellement au chômage aux Etats-Unis. Selon des statistiques du département du travail, au moins huit Etats pourraient se retrouver à court de fonds d'ici à l'été et vingt de plus risquent de se trouver dans la même situation d'ici à décembre prochain.

La dégradation de la situation économique a été confirmée par un autre indice publié vendredi, celui des commandes industrielles. Celles-ci ont plongé de 5,9 % en novembre, après avoir augmenté de 2,5 % en octobre (chiffre révisé). Ce sont les commandes de biens durables, en baisse de 10,7 %, et tout particulièrement dans le domaine des transports (-27,6 %), qui expliquent l'essentiel du recul, le plus fort qu'ait jamais subi cet indicateur créé en 1958.

La Dresdner Bank emploie 4 500 personnes à l'Est, dont un million qui viennent de l'Ouest afin de former le personnel local. Grâce à ses 340 000 clients privés, auxquels il faut rajouter 13 000 entreprises, la Dresdner Bank a accumulé 10 milliards de DM d'actifs à l'Est avec une part de marché dans les cinq nouveaux Länder plus de trois fois supérieure aux 4 % qu'elle détient à l'Ouest.

Les grandes banques ouest-allemandes semblent donc préparées aux défis de la réunification. Grâce à des taux de provisionnement de 80 % qui leur permettent de se prémunir contre les crédits dits à « haut risque », (contre une moyenne de 50 % environ dans les autres pays occidentaux), elles ont su également éviter les déboires des banques américaines. Il n'est donc pas étonnant qu'elles jouissent d'un très bon rating sur le plan international. La plupart des crédits qu'elles ont accordés jusqu'à présent aux entreprises est-allemandes ont obtenu la garantie de la Treuhandschaft, la société fiduciaire chargée de privatiser et d'assainir les 8 000 entreprises d'Etat à l'Est.

La part des crédits, essentiellement de fonctionnement, qu'elles consentent à leurs propres risques ne va faire que s'accroître dans les prochains mois. Pour l'instant, il n'existe aucun exemple de prise de participation des banques dans une entreprise est-allemande. Celles-ci préfèrent jouer un rôle d'intermédiaire entre d'événements acquis, l'entreprise est-allemande et le Treuhand. L'exemple le plus récent est la création d'une « initiative européenne » par quatre grandes banques européennes, parmi lesquelles la Commerzbank, pour attirer les investisseurs en Allemagne de l'Est.

Pour les entreprises qui ne trouveraient pas facilement d'acquéreurs - et elles sont nombreuses - les banques créatrices risquent de se retrouver de facto partie prenante dans le processus de privatisation. Une hypothèse jugée « plausible » à la Deutsche Bank dans la mesure où, précisons-le, il existe de nombreux précédents - à l'Ouest - de créances non payées qui se sont transformées en prises de participation. Tant que la Treuhandschaft semble exclu toutefois que les banques ouest-allemandes parviennent à exercer leur tutelle sur l'économie à l'Est comme on les accuse régulièrement de le faire à l'Ouest. Combien de temps encore ?

CHRISTINE HOLZBAUER MADISON

Les bons comptes des banques allemandes

Suite de la première page

Cette performance s'explique par une forte progression des recettes liées aux commissions, notamment sur les opérations boursières. En 1990, la tendance s'est renversée, particulièrement depuis la crise du Golfe qui a entraîné un affaiblissement du volume des transactions et des cotisations sur toutes les places financières.

Les rémunérations d'intérêts liées au développement des opérations de prêts, qui sont en plein boom à l'Ouest comme à l'Est en raison de la très bonne conjoncture d'un côté et des besoins énormes de financement de l'autre pour reconstruire une économie soviétique par quarante ans de communisme, jouent maintenant le rôle de moteur. Le traditionnel bilan d'automne présenté par les trois grandes banques commerciales sur leur activité pour les dix premiers mois de l'année est révélateur à cet égard.

La Deutsche Bank, la première banque commerciale ouest-allemande, a ainsi annoncé que ses profits d'exploitation pour les dix premiers mois de l'année avaient atteint 4,13 milliards de DM, en progression de 9 % par rapport à la même période de 1989. Le rachat, en 1989, de la banque d'affaires britannique de Montagu Grenfell, spécialisée dans les fusions et acquisitions, a contribué à ce très bon résultat du groupe.

Mais, selon M. Hilmar Kopper, le président de la Deutsche Bank, l'activité dans les cinq nouveaux Länder, où la Deutsche Bank dispose pour l'instant de 156 succursales avec l'intention d'en ouvrir prochainement 90 nouvelles, s'est développée « de façon tout à fait satisfaisante ». Au total, la première banque allemande a drainé 410 000 clients dans cette région avec un volume d'affaires accumulé de 2,6 milliards de DM.

Seul point noir dans le bilan d'exploitation de la banque : la très grande volatilité des valeurs mobilières, qui contraignent la Deutsche Bank à « provisionner » 141 millions de DM sur les actions et 34 millions de DM sur les bons du Trésor pour amortir les pertes de ses opérations en Bourse.

Malgré une conjoncture internationale ralentie, et des taux d'in-

térêt élevés qui ne favorisent pas les placements à long terme, le chef de la Deutsche Bank a justifié sa décision de publier les résultats complets du groupe, y compris les opérations avec l'étranger ainsi que les opérations sur les titres détenus en propre par la banque, par un « optimisme inébranlable malgré la faiblesse des marchés boursiers ».

Il s'agit d'une première en Allemagne car, jusqu'à maintenant, les banques se contentaient de publier leurs résultats d'exploitation partiels, c'est-à-dire les recettes au titre des intérêts et des commissions moins les frais de gestion. A partir de 1994, toutefois, elles seront contraintes par une directive de la Commission de Bruxelles de faire apparaître la totalité de leurs résultats d'exploitation.

Une première : les résultats de la Deutsche Bank

Réflétant la solidité de l'économie allemande, et malgré les coûts entraînés par la réunification, les résultats partiels de la Deutsche Bank pour les dix premiers mois de l'année, soit une augmentation de 14,4 % pour le groupe. Auparavant, la Commerzbank avait annoncé une progression de 18 % de ses résultats partiels d'exploitation qui ont dépassé le milliard de DM au cours des dix premiers mois de l'année.

La Dresdner Bank, quant à elle, a enregistré une progression de 3,3 % au niveau du groupe, soit 1,67 milliard de DM de profits. Selon son président, M. Wolfgang Roeller, les résultats de la banque seraient beaucoup plus forts que ceux de l'année dernière (+17,3 % au lieu de +12,1 %) s'il n'y avait pas eu les dépenses au titre des investissements dans l'ancienne RDA.

Implantée à l'origine à Dresde, la banque a consenti de gros efforts en 1990 pour développer son réseau à l'Est. Elle possède aujourd'hui 107 succursales « fonctionnelles » et prévoit d'en ouvrir une cinquantaine d'autres d'ici à la fin de l'année. A cette date, plusieurs de ses succursales devraient être équipées de distributeurs automa-

tiques, a indiqué le 4 janvier le groupe italien dans un communiqué. Ferruzzi a racheté à travers des sociétés financières les 4,9 % cédés par l'Air liquide à la fin du mois de décembre (sur sa participation de 10 %) et environ 10 % des actions correspondant à l'autocontrôle de la SCI et à des titres détenus par la famille Vernes. Les autres actionnaires de la SCI sont Jean-Marc Veronesi (34 %), la famille Dassault (15 %), l'Air liquide (5 %) et la Navigation mixte (10 %).

Le chocolatier français Cantalou reprend l'anglais Op Chocolate. - Le chocolatier français Cantalou vient de reprendre la société anglaise Op Chocolate, principal fournisseur des distributeurs anglais en produits chocolatés, a indiqué, vendredi 4 janvier Cantalou dans un communiqué. Op Chocolate appartenait au groupe britannique Rank Hovis McDougall.

Le montant de la transaction n'a pas été révélé. Cette année, Op Chocolate devrait réaliser un chiffre d'affaires proche de 200 millions de francs. Déjà présent en

Allemagne et en Espagne, le groupe perpignais Cantalou, l'un des derniers indépendants à subsister dans un secteur aux mains de géants (comme Nestlé et Jacobs Suchard), poursuit une politique d'européanisation.

Pinault vend le siège parisien de la CFAO. - C'est par un communiqué laconique de cinq lignes à peine, publié le vendredi 4 janvier, que le groupe Pinault CFAO, né l'an dernier de l'absorption par Pinault SA de la CFAO, annonce la cession du siège parisien de la Compagnie française de l'Afrique occidentale, soit 14 000 mètres carrés de bureaux dans le seizième arrondissement de Paris, au 7, place d'Alsace. La cession du terrain à un acheteur dont l'identité n'a pas été révélée (« une société financière marchand de biens » précise le communiqué) a été conclue pour 1,3 milliard de francs, les immeubles ayant fait l'objet d'une promesse de vente distincte. Il y a encore un an, les spécialistes de l'immobilier évaluaient l'immeuble de la CFAO à 2 milliards de francs.

Rebaptisé « Organisation de coopération économique internationale »

Le COMECON change de nom et de sens

Le COMECON ou CAEM (Conseil d'assistance économique mutuelle) devrait disparaître dans un mois et être remplacé par une Organisation de coopération économique internationale, selon le projet de statuts discuté vendredi 4 janvier à Moscou au cours d'une réunion du comité exécutif du COMECON, a rapporté l'agence Tass.

Avant d'entrer en vigueur, ce projet doit être approuvé par le quarante-sixième et dernier sommet du COMECON qui, selon des sources informées, devrait se réunir au niveau des chefs de gouvernement à Budapest (Hongrie) aux alentours du 20 février.

Depuis la réunification allemande, le COMECON ne compte plus que deux membres : les six pays du pacte de Varsovie - URSS, Bulgarie, Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie et Roumanie - ainsi que la Mongolie, le Vietnam et Cuba. La nouvelle Organisation de coopération économique internationale, est destinée à « élargir la coopération économique entre ses membres (...) sur la base du marché », indique Tass.

Privatisations à l'Est

La brasserie pragoise U Fleku sera reprise par ses anciens propriétaires

La célèbre brasserie pragoise U Fleku où l'on sert depuis 1495 une bière brune légère faite maison, sera privatisée. Les quatre héritiers de Vaclav Brtnik, le dernier propriétaire du local de la rue Krenkova, ont décidé de reprendre la brasserie, qui a fait en 1990 un chiffre d'affaires record de 23,5 millions de couronnes (environ 4,2 millions de francs), selon l'agence CTIK.

U Fleku (Chez les Fieks) porte le nom de Jakub Flekovsky, dont la famille était devenue propriétaire de la brasserie en 1762. Les différences salées, la cour et le jardin de l'immense taverne, où s'est écoulé jusqu'à présent un cabaret, peuvent accueillir 1 150 personnes. C'est le lieu de rendez-vous traditionnel des Allemands à Prague. Selon une vieille tradition, U Fleku utilise des houblons de Zatec en Bohême et quatre espèces de malt pour brasser sur place une bière brune à la saveur légèrement caramélisée, qui n'est servie depuis cinq siècles nulle part ailleurs.

Par ailleurs, les restaurants de Prague nationalisés sous le communisme doivent être restitués à leurs anciens propriétaires ou vendus aux enchères à des particuliers dans les semaines à venir. - (AFP)

SOCIAL

Renault-Billancourt : licenciements et « meilleurs vœux »

Pour plusieurs dizaines de salariés de l'usine Renault à Billancourt, les « meilleurs vœux » ont un goût d'amertume. A peine avaient-ils rapé comme l'ensemble du personnel, les souhaits « très cordiaux de santé, de bonheur et de prospérité » adressés par M. Raymond Lévy, PDG de Renault, qu'ils apprenaient leur licenciement par un autre courrier.

« Vous avez été désigné comme exécutif en 1990 en application des critères d'âge et de charges de famille (...), vous êtes donc concerné par le licenciement collectif pour motif économique que lié à la fermeture progressive de l'usine de Billancourt », précise le texte destiné à ceux qui ont refusé les diverses mesures d'accompagnement social.

Dans son message de fin d'année, M. Lévy avait souligné que les derniers résultats de Renault « ne sont pas bons », ajoutant : « Nous vendons un peu moins de voitures et nous gagnons beaucoup moins d'argent ». La CGT appela à une manifestation, devant l'Elysée, pour le 10 janvier.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 31 DÉCEMBRE 1990 AU 4 JANVIER 1991

PARIS

L'hypothèque du Golfe

INDICE CAC 40

+2%

Trois séances cette semaine, écourtées cette fois par le long week-end du Jour de l'an. Mais alors qu'au début de 1990 la Bourse avait affiché un visage assez méseussé (-0,33 %), elle a cette fois, peut-être pour célébrer l'arrivée de la dernière décennie du vingtième siècle, manifesté de bonnes dispositions. Sa performance n'a pas été celle escomptée pour les premiers jours de 1991 (+4,3 %), mais elle a été comparable au résultat enregistré au début de 1988 (+2 %), qui fut un bon cru, malgré le handicap du krach d'octobre 87. Y a-t-il là matière à espérer ? Les situations ne sont pas comparables, et l'Histoire, dit-on, ne se répète jamais, même si lui arrive parfois de bégayer.

Cette courte semaine avait pourtant mal commencé. Réamorcé le lendemain de Noël, le mouvement de baisse était reparti de plus belle (-1,92 % vers 13 heures) dû, paraît-il, à un malentendu sur le fait que, malgré un coup de frein opéré en séance, cette première journée s'était achevée sur un recul moyen des cours de 0,85 %. Mais ce n'était que partie remise. Jeudi, malgré un départ rate (-0,30 %), le marché allait se remettre rapidement en jambes, au point même de pousser un véritable galop en clôture (+2,29 %). La dernière séance de la semaine fut beaucoup plus contrastée avec, tantôt un pic de hausse (+0,25 %), tantôt une

hausse modérée mais à géométrie variable (de 0,03 % à 0,78 % avec une clôture à 0,53 %). Bref, ces premiers jours de 1991 se soldèrent par une hausse de 1,96 %.

Correction technique

Ce bilan peut à première vue paraître rassurant. En réalité, il ne reflète qu'une très imparfaite correction de l'excès de la semaine dernière. Pour tout dire, le mouvement de reprise est né de la conjonction de facteurs techniques avec l'espoir soudain ravivé d'un règlement pacifique de la crise du Golfe. Le phénomène est pour ainsi dire classique. Mercredi 2 janvier au soir, la Bourse avait baissé sans discontinuer de 4 % depuis Noël. Cette nouvelle purge avait entraîné nécessairement une correction technique, ce que l'on nomme plus prosaïquement des rachats du découvert. Elle n'a pas manqué de s'opérer jeudi, et au meilleur moment, puisque dans l'après-midi le président américain George Bush reprendrait l'initiative au Moyen-Orient en proposant au président irakien Saddam Hussein une réunion de la dernière chance entre les 7 et 9 janvier prochains en Suisse. De quoi aiguillonner les investisseurs. L'empireur de la hausse ce jour-là paraît en attente.

La vérité est que le mouvement s'est développé dans le vide. L'on apprend en effet après le compte que le volume des transactions sur le marché a été nettement inférieur au précédent, atteignant 1,1 milliard de francs. Une misère quand on se

que les échanges de titres s'élevaient peu ou prou à 3 milliards de francs durant une séance normale. Les ordres d'achat n'ont généralement émané que des traders de ce genre de marché qui travaillent à court terme. Les investisseurs, les vrais, ont restés à l'arme au pied.

Certes, la proposition américaine possède une chance d'ouvrir une porte sur la négociation, et Bagdad en fait connaître son acceptation vendredi en fin d'après-midi. De plus, le volonte exprimée par M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, de se rendre à tout moment à Bagdad pour tenter d'éviter l'impasse, apparaît aussi comme un geste encourageant. Mais qu'on le veuille ou non, l'hypothèque du Golfe pèse sur les marchés au moins jusqu'à la date fatidique du 15 janvier. Tous les spécialistes sont d'accord sur ce point.

La menace d'un conflit n'est pas seule à freiner, voire à gêner les initiatives. Les investisseurs calculent aussi avec la conjoncture économique. Et à cet égard les préoccupations grandissent. La situation s'aggrave aux États-Unis avec la reconnaissance officielle du phénomène récessionniste par le Melsion Blanche et l'annonce pour décembre du taux de chômage le plus élevé depuis trois ans et demi. En France, la dégradation du marché automobile, reflet de l'état de santé du pays, provoque des inquiétudes. Alors qu'il y a de 1991 rue Vivienne ? Interrogée, la « pythie du piler sud » ne se dit pas très rassurée. A son avis, qu'il y ait ou non conflit, de très

graves problèmes se posent, causés, dans le premier cas par les destructions d'une guerre qui pourrait se révéler plus longue que prévu, dans le second cas par des phénomènes de désinflation politique et la non-diminution d'un foyer d'agitation permanent.

Sur un plan économique, la situation ne sera, d'après elle, pas plus enviable, avec une épargne en voie de se réduire à une peau de chagrin quand les besoins internationaux en capitaux sont gigantesques. Résultats probables de cet affrontement : des tensions sur les taux et une croissance insuffisante. Le chômage et les investissements sont également deux points sur lesquels le « pythie », qui n'ose même pas mesurer l'impact que pourraient avoir des bouleversements à l'Est, est pessimiste. Finalement, selon elle, 1991 devrait être une année de très grande instabilité pour les Bourses. « Les marchés passeront pas des phases rapides de déprime et d'euphorie (mais) ils ne dépasseront pas d'activité. »

Au contraire, « Ce sera l'année des traders, surtout pas celle des gérants fondamentaux (car) il y aura tellement d'occasions de perdre de l'argent que ceux qui auront de la chance pour les portefeuilles... » Les performances seront celles qui bougeront beaucoup, avec tous les risques que comporte une pareille stratégie. Et de conclure : « Avec 15 % à 20 % de baisse, je me risquerai à investir. » Elle n'est pas seule à tenir ce langage.

ANDRÉ DESSOT

NEW-YORK

Déprimé

INDICE DOW JONES

-24%

Début d'année déprimé à Wall Street, où après avoir enfoncé le plancher des 2 600 points l'indice Dow Jones des Industrielles a finalement baissé de 2,4 %. Déprimé est bien le mot, puisque l'activité, sérieusement réduite entre Noël et le Jour de l'an, a nettement augmenté avec 522,68 millions de titres échangés contre 349,87 millions la semaine précédente. Et déprimés, les opérateurs avaient de bonnes raisons de l'être. L'économie américaine est malade, et ce n'est rien de le dire. Pour la première fois, le Melsion Blanche, par le bouche de M. Michael Boskin, chef des conseillers économiques, a reconnu que la récession était bien là.

Comme pour convaincre les derniers sceptiques, toute une batterie de statistiques ont été publiées témoignant que la situation était mauvaise. Ainsi l'indice composite des directeurs d'achats est tombé en décembre à son plus bas niveau depuis la crise de 1981-1982. Toujours en décembre, le chômage s'est aggravé au point de retrouver ses plus hauts niveaux de juillet 1987 et les ventes des chaînes de grands magasins ont été médiocres, alors qu'avec la période des fêtes elles augmentaient très sensiblement les années précédentes. Pour couronner le tout, les commandes aux industries américaines ont chuté en novembre de façon spectaculaire. Les Améri-

cains cherchent bien à se rassurer. Ainsi M. Boskin affirme que le plus dur est passé et les gourous ne manquent pas pour affirmer qu'une reprise est prévisible à partir de l'été. Mais la méthode Coué n'est pas en usage autour du « Big Board ». Les opérateurs sont plus pragmatiques. Si l'aspect économique des choses est pour eux un sujet majeur de préoccupation, la situation dans le Golfe n'est pas sans les inquiéter. L'implication logique de guerre a pesé sur la grande Bourse new-yorkaise. Et la nouvelle de l'acceptation par Bagdad de la réunion de la dernière chance en Suisse est parvenue trop tard vendredi sur le marché pour produire un quelconque effet.

Indices Dow Jones du 4 janvier : 2 566,09 (contre 2 629,21).

	Cours 28 déc.	Cours 4 janv.
Alcoa	57 1/8	56 3/8
AT&T	30	30
Boeing	45 7/8	46 3/8
Chase Man. Bank	19 3/8	19 7/8
De Poir de Nemours	37	35 7/8
Eastman Kodak	41 5/8	40 5/8
Exxon	51 5/8	51 1/2
Ford	26 3/4	26 3/8
General Electric	57 1/2	54 1/2
General Motors	34 1/2	33
Goodyear	19	17 3/4
IBM	113 3/8	112 1/8
ITT	48 3/8	46 5/8
Mobil Oil	58 3/8	56 7/8
Pfizer	80 5/8	77
Schlumberger	55 7/8	53 5/8
Tesla	60 3/8	58 1/4
UAI Corp. (ex-Allegis)	113	111 3/4
Union Carbide	16 7/8	16 1/8
USX	30 1/8	28 3/4
Westinghouse	28 5/8	25 7/8
Xerox Corp.	35 1/4	36 1/8

TOKYO

Raffermissement

INDICE NIKKEI

+0,9%

Une seule et unique séance au Kabuto-cho - La Bourse de Tokyo a en effet clôturé comme elle le fait traditionnellement tous les ans, entre les 28 décembre et 4 janvier. Ses portes ne se sont donc ouvertes que vendredi, pour une demi-journée de travail seulement. Passablement éreintés ces derniers temps, le marché se s'est en fait raffermissé et, en moyenne, les divers indicateurs de tendance se sont raffermissés de 0,9 %.

Manifestement, la perspective encore très floue d'une solution négociée à la crise du Golfe et, surtout, la baisse des prix du pétrole à leur niveau le plus bas depuis l'envahissement du Koweït début août ont incité les investisseurs à reprendre des positions. Mais ils ne se sont quand même pas précipités, comme on le voit.

Indices du 4 janvier : Nikkei 24 069,18 (c. 23 848,71) ; Topix 1 740,92 (c. 1 733,83).

Le danger croissant d'une guerre dans le Golfe a pratiquement paralysé le marché de Francfort en ce début d'année. Les valeurs allemandes ont ainsi fluctué dans des marges étroites, et à l'issue des trois premières séances de la semaine l'indice DAX s'est effondré de 0,15 % malgré la légère reprise enregistrée vendredi.

Comme partout, l'espoir d'une solution négociée a commencé à naître avec la proposition américaine de réunion en Suisse avec les irakiens. Les investisseurs sont néanmoins restés sur la réserve, considérant que rien n'est encore joué. La faiblesse des échanges atteste de cette prudence. Sur les huit places boursières allemandes, le volume des transactions a tout juste atteint 8,40 milliards de deutschemarks. C'est plus que pour la semaine de Noël (4,82 milliards), mais trois fois moins qu'en temps ordinaires.

Indices du 4 janvier : DAX 1 396,07 (contre 1 398,23) ; Commerzbank 1 702,40 (contre 1 701,43).

	Cours 28 déc.	Cours 4 janv.
ABG	200	211
BAF	207	202
Bayer	218	219,50
Commerzbank	228,50	229,50
Deutschebank	597	595,50
Hochtief	210	206,50
Karsad	400	390
Mannesmann	262,50	259,50
Siemens	585,20	587,00
Volkswagen	336,90	339

pités, comme on le voit, ont été très bas des transactions avec seulement 150 millions de titres échangés contre 192,7 millions pour la demi-séance du 28 décembre dernier (330 millions pour la séance entière). Selon les spécialistes, la formation des obligations a été un argument supplémentaire pour intervenir. Mais il y a eu aussi, disant-on, des achats d'arbitrage.

Indices du 4 janvier : Nikkei 24 069,18 (c. 23 848,71) ; Topix 1 740,92 (c. 1 733,83).

	Cours 28 déc.	Cours 4 janv.
Alai	558	575
Bridgestone	990	989
Capax	1 220	1 270
Fuji Baire	2 440	2 440
Fonda Motors	1 290	1 250
Matsumita Electric	1 590	1 560
Mitsubishi Heavy	560	585
Sony Corp.	5 840	5 990
Toyota Motors	1 750	1 750

Les inquiétudes suscitées par la situation économique dans le pays mais aussi par l'approfondissement de la crise du Golfe ont pesé sur le marché fatidique du 15 janvier pour l'évacuation du Koweït par les troupes irakiennes ont cette première semaine de l'année gelé les initiatives. D'un vendredi à l'autre, l'indice « Footsie » des 100 valeurs a fléchi de 0,4 %.

L'interview du chancelier de l'Échiquier, M. Norman Lamont, aurait pu redonner du moral au marché. Mais le grand argentier britannique ne s'est pas borné à déclarer que le dévaluation de la livre n'était pas d'actualité. Il a ajouté qu'il n'était pas envisageable. Du coup, les investisseurs sont restés sur la réserve pour n'en sortir très timidement que vendredi à la faveur de la proposition américaine d'une rencontre à Genève avec les responsables irakiens.

Indices « FT » du 4 janvier : 100 valeurs, 2 126,1 (c. 2 160,9) ; 30 valeurs, 1 659,5 (c. 1 686,2) ; mines d'or, 157,8 (c. 150) ; Fonds d'Etat, 82,96 (c. 82,11).

	Cours 28 déc.	Cours 4 janv.
Bovinter	480	465
BP	337	324
Charter	415	408
Courtauld	327	329
De Bors	10,47	9,70
Glanco	855	810
Glaxo	14	14
ICI	870	862
Reuters	710	686
Shell	461	445
Unilever	684	683
Vickers	190	198

Alimentation

	4-1-91	Diff.
Béghin-Soy	576	+ 23
Boulogne	2 280	+ 30
BSN	234	+ 26
Carrefour	3 324	+ 30
Cassio Co. Peta	130,50	+ 9,50
Euro-marché	3 160	+ 30
Guyon-Guy	1 858	+ 30
LVMH	3 590	+ 30
Océil (Cic)	435	+ 30
Dijon	232	+ 2
Pern-Ricard	948	+ 36
Prunelles	1 895	+ 35
Saint-Louis	1 148	+ 49
Suez Peller	29 350	+ 130

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	4-1-91	Diff.
ACF	451	+ 0,90
Bail Equitair	108	+ 3
Banque (C)	449	+ 14
Cedex	467	+ 13
CCF	1 510	+ 3,90
CCF	825	+ 1
CFI	345	+ 5
Chargers	671	+ 11
CPR	210,70	+ 0,70
Eurofin	1 110	+ 2
GAN	1 641	+ 1
Holma (L)	490	+ 15
Locofin	413	+ 2,30
Loxindus	1 333	+ 36
Mid	986	+ 38
Midland Bank	91	+ 7
OFF	1 400	+ 25
Parifin	492,40	+ 5,90
Pratibail	989	+ 26
Schneider	665	+ 28
Société générale	376	+ 9
Suez (C fin)	279	+ 12,10
UAP	482,10	+ 12,10
UCB	144	+ 2

Matériel électrique

	4-1-91	Diff.
Alcatel-Alsthon	547	+ 11
CSEE (ex-Signaux)	153	+ 7,90
Général des entr.	2 180	+ 35
Industrielec	1 069	+ 18
Labinal	849	+ 9
Legrand	3 371	+ 29
ITT (I)	492,40	+ 16,40
Lyon des entr.	228,20	+ 16,20
Matra	460	+ 11
Morlin-Geria	460	+ 11
Morlin-Geria	460	+ 11
Radiorécepteur	76,50	+ 1,50
SEB	1 195	+ 7
Scam-Avionique	480	+ 2
Thomson-CSF	119	+ 2,50
IBM	371	+ 12
ITT (I)	235	+ 14,10
Schubert	282,30	+ 2,70
Siemens	2 000	+ 19

(1) Coups de 1,90 F.

Produits chimiques

	4-1-91	Diff.
Inst. Métrics	3 915	+ 5
Labo Roger Bégné	2 361	+ 3
Rausch-Union	1 790	+ 8
Synthelabo	605	+ 25
BASF	683	+ 20
Bayer	737	+ 7
Hoechst	701	+ 8
Imp. Chemical	84,70	+ 0,80
Norsk Hydro	152	+ 2,50

Métallurgie, construction mécanique

	4-1-91	Diff.
Abpl	357,90	+ 18,90
Dassault-Aviation	427	+ 29
De Dietrich	427	+ 29
Lille-Lille	200,10	+ 1,10
Peugeot	510	+ 17
Purgo	505	+ 10
SAGEM	1 368	+ 41
Simul. Facom	942	+ 10
Vallo	247,60	+ 12,60
Vallo	247,60	+ 12,60

Bâtiment, travaux publics

	4-1-91	Diff.
Auxil. d'entr.	1 065	+ 31
Bourges	441	+ 30,80
Ciments Franc.	918	+ 6
GTW	312	+ 22
Immo. Phénix	130,50	+ 2
J. Leblond	660	+ 29
Latéco. Coppel	317	+ 5,50
Poliet et Chaus.	402	+ 7
SGE-SB	170	+ 10,90

Mines, caoutchouc

	4-1-91	Diff.
Géophysique	794	+ 24
Immat.	209	+ 2
Métallurgie	68,50	+ 0,50
Michellin	67,50	+ 5,40
RTZ	41,70	+ 0,95
ZCI	1,65	+ 0,03

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	4-1-91	Diff.
PME 10,6 % 1976	100	+ 0,50
8,80 % 1977	119,50	+ 1,50
10 % 1978	99,70	+ 0,10
9,80 % 1979	99,90	+ 0,21
9 % 1979	98	+ 0,10
10,80 % 1979	101,25	+ 0,50
CNE 3 %	380	+ 70
CNE 5 % 5 000 F	102	+ 1,20
CNE 5 % 5 000 F	101,20	+ 0,40
CNE 5 000 F	99,70	+ 0,05

Valeurs le plus activement traitées au RM (%)

	Nbre de titres	Val. en cap. (%)
CNE 3 %	128 744	480 (22,51)
Alcatel Alst.	370 714	198 258 099
Sligos	170 677	148 337 662
ELF-Aquitaine	515 278	145 183 157
ESN	181 365	130 008 864
Suez (C de)	470 608	129 849 357
Exel (C de)	150 524	120 361 277
Air Liquide	153 086	94 572 874
Havas	218 270	93 176 443
ACCOR	126 553	88 178 699
LYM M. H.	24 355	80 824 887
Saint-Gobain	217 912	74 813 188
Peugeot SA	150 524	74 813 188
CFAC	180 214	69 738 902

(1) Du vendredi 28 décembre 1990 au jeudi 3 janvier 1991 inclus.

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 4 janvier 1991
Nombre de contrats : 72 342.

	Cours	Diff.
Marché 91	100,74	100,90
Marché 91	100,74	100,90
Marché 91	100,74	100,90
Marché 91	100,74	100,90
Marché 91	100,74	100,90
Marché 91	100,74	100,90
Marché 91	100,74	100,90
Marché 91	100,74	100,90
Marché 91	100,74	100,90
Marché 91	100,74	100,90

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	2-1-91	3-1-91	4-1-91
RM	783 891	1 084 351	-
Comptant	4 752 668	3 890 340	-
R. et obl.	502 935	648 422	-
Actions	-	-	-
Total	6 039 494	5 623 113	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

99	100,9	-
100,4	99,8	-

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Début d'année très hésitant

L'échéance du 15 janvier constitue un obstacle sérieux au lancement de grandes opérations internationales. De nombreuses banques jugent la situation trop risquée pour garantir d'importantes opérations dont le placement pourrait être bouleversé si l'Irak ne se conformait pas à l'ultimatum qui lui a été adressé. C'est la raison principale pour laquelle aucune des nombreuses opérations prévues pour le début de 1991 pour le compte de Trésors publics européens ou d'organisations supranationales n'a encore vu le jour. Seules quelques émissions de faible taille ont été lancées, dont les emprunts sont, dans la plupart des cas, des banques.

Depuis que le Conseil de sécurité des Nations unies a autorisé un éventuel recours à la force si les troupes irakiennes ne se retirent pas du Koweït, il n'y a eu apparemment qu'un débiteur à réagir aux inquiétudes que les intermédiaires financiers pouvaient avoir à cet égard. La Banque interaméricaine de développement, un organisme supranational qui jouit du plus haut crédit qui soit, s'est adressée, une semaine avant Noël, à quatre marchés à la fois, ceux de l'eurodollar, du deutschemark, du yen et du franc suisse. Dans les trois premiers cas, une dizaine de jours seulement séparaient la date de lancement de celle du règlement. Un délai aussi bref est inhabituel, mais ces affaires n'ont pas souffert d'avoir été menées aussi rapidement. Au contraire, elles ont même bénéficié dans la mesure où personne ne s'attendait à une soudaine aggravation de la crise du Golfe en décembre puisque le problème venait d'être repoussé jusqu'au milieu du mois suivant. Mais l'émission suisse se pouvait se targuer d'un tel avantage, son calendrier était beaucoup plus espacé. Lancée le 10 décembre, elle n'est pas encore conclue. Le règlement n'aura lieu que le 18 janvier.

Très conciliant, l'emprunteur a accepté qu'en fonction de l'évolution de la situation au Moyen-Orient jusqu'au 15 janvier, les conditions de son opération puissent être rediscutées. Cela pourrait éventuellement conduire à les modifier,

voire à annuler l'emprunt si le pire se produisait. Dès lors, le Crédit suisse, qui agissait en tant que chef de file, n'a guère eu de peine à rassembler sous sa houlette un puissant groupe de banques, où figurent pratiquement tous les grands noms de la finance helvétique. De 100 millions de francs suisses, le montant de cet emprunt d'une durée de dix ans a été augmenté à 150 millions, ce qui témoigne du bon accueil qui lui a été fait. Les obligations sont rémunérées au taux de 7,625 % l'an. Leur prix d'émission se situait à 101,75 % de la valeur nominale, ce qui est en réalité d'une concession faite dans le cadre bien particulier d'un emprunt donné, certains n'ont rien vu d'autre que la marque d'une clause commune à presque toutes les euro-obligations.

Cette clause stipule qu'en cas de force majeure une nouvelle transaction peut être remise en cause. La mesure provient de ce que l'étranger, on n'a pas toujours une idée précise du concept de force majeure, qui n'est vraiment défini qu'en droit français. Aussi les juristes des grandes banques ont-ils en fait à faire ces derniers jours à rappeler que, pour invoquer la force majeure, il faut que l'événement auquel on fait allusion soit imprévisible, inévitable et irrésistible. Cela ne surprend pas, mais il est évident qu'il n'est pas évident de le cas si un conflit armé venait à éclater dans le Golfe.

L'importance d'une cotation en Bourse

Les quelques émissions internationales de la semaine passée s'adressent à une catégorie d'investisseurs bien déterminée, des particuliers résidents surtout dans les pays du Benelux ou en Allemagne. On leur propose des taux d'intérêt faibles, de 10 % et plus en francs luxembourgeois et de 13 % en dollars américains. Deux banques françaises figurent parmi les nouveaux débiteurs. Le Crédit lyonnais a choisi le compartiment de l'eurodollar australien. Dirigée depuis Londres par Hambro Bank, sa transaction de 75 millions a retenu

l'attention non seulement parce qu'elle a été dans l'ensemble bien accueillie, mais aussi et surtout parce qu'elle représente la première émission de la nouvelle année. Son taux d'intérêt est de 13 %, sa durée de trois ans et son prix d'émission de 101,70 %.

Pour sa part, la Banque Pallas cherche à lever pour 500 millions de francs luxembourgeois. Son emprunt sera officiellement coté, ce qui, dans ce marché, est très rare. La plupart des débiteurs, cherchant à réduire au maximum le coût de leur transaction, profitent de la liberté qui leur est laissée au grand-duché de renouer avec l'introduction de leurs titres en bourse. Ils échappent ainsi à toute une série de dépenses, notamment celles qu'occasionne la publication d'un prospectus. Dans leur majorité, les investisseurs en francs luxembourgeois ne se soucient guère de savoir leurs titres cotés ou non, car ils les gardent dans leurs portefeuilles jusqu'à l'échéance. Certains y tiennent cependant, et l'argument devrait jouer en faveur des obligations de la Banque Pallas qui, pour une durée de cinq ans, procurent un rendement brut de 9,71 %. L'émission est placée sous la conduite de la Société générale alsacienne de banque.

Dans le compartiment de l'euro-franc français, les émetteurs n'ont pas le choix. Si une transaction est offerte en souscription publique, les autorités exigent qu'elle soit cotée. Mais, à l'inverse, par la force des choses, lorsque la Bourse admet pour la première fois une construction d'un type nouveau, cela prend l'allure d'une reconnaissance officielle, et, en attirant l'attention du public sur ce produit, lui confère une sorte de respectabilité. C'est ce dont profite actuellement toute une série d'euro-warrants émis par un établissement américain, la Citibank. Ces warrants permettront à leurs détenteurs, durant un an et cinq mois, d'acheter ou de vendre des dollars américains ou des livres sterling à des cours fixés d'avance, qui vont de 4,80 F à 5,40 F et de 9,50 F à 10 F, respectivement.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Un dollar militaire

Orienté à la baisse dans la première partie de la semaine, le dollar s'est brutalement rattrapé vendredi dans le sillage de l'après-midi, bondissant au-dessus de 1,50 DM et de 5,10 F. Motivé : des déclarations irakiennes sur la possibilité d'une guerre « longue et sanglante », de nature à faire peser une lourde hypothèque sur la rencontre entre les représentants des États-Unis et de l'Irak, la semaine prochaine.

À l'heure actuelle, les bruits de boîtes sont seuls capables de stopper la glissade d'une devise américaine qui devrait logiquement se poursuivre au moins jusqu'au milieu de 1991, avant une remontée que certains opérateurs prévoient déjà pour le second semestre de cette année.

On l'a bien vu au début de la période sous revue, lorsque le cours du billet vert, en quelques jours, retomba de 1,53 DM et 5,21 francs à 1,4850 DM et 5,06 F. Les traces de la démission surprise de M. Chevardnadze étant alors presque entièrement effacées. Mais, si la guerre éclatait au Moyen-Orient, le dollar, meilleure valeur refuge que le mark ou le yen, bénéficierait d'un surajout, surtout si le sort des armes ne serait pas entièrement favorable aux forces occidentales.

Au sein du Système monétaire européen (SME), des incertitudes pèsent toujours sur les parités de la livre sterling. Si le premier ministre britannique et le chancelier de l'Échiquier répètent que ces parités

seront maintenues, des voix discordantes s'élèvent. Ainsi, Sir Alan Walters, ancien conseiller économique de M. Thatcher, souhaite que son gouvernement se résolve à réaligner la livre dans le SME. Pour lui, l'empilement du niveau déjà très élevé des taux d'intérêt de l'autre côté de la Manche, la Grande-Bretagne pourrait être plongée dans une récession profonde si ces parités étaient maintenues. Pour Sir Alan, une dévaluation de 10 %, voire 15 %, serait bien plus efficace pour l'économie du pays qu'une hausse des taux d'intérêt à 15 % ou même 17 % ou 18 %, destinée à défendre, en attendant, que la situation s'améliore.

Vif redressement du franc

Le franc français s'est vivement redressé en fin de semaine, par rapport au mark, dans le cours retombé au-dessous de 3,40 F à 3,3920 F vendredi soir, pour la première fois depuis le 18 septembre dernier. Ce redressement est imputable à la fois à l'affaiblissement du mark par rapport au dollar, et au maintien des taux directeurs de la Banque fédérale d'Allemagne, en y ajoutant un retour à une meilleure appréciation des parités entre la monnaie française et la monnaie allemande. Si un tel redressement se confirme, il justifie l'attitude de la Banque de France, qui, depuis trois semaines, n'est pratiquement pas intervenue pour défendre le franc, ce qui soit

par intervention sur les marchés des changes (vente de marks) ou par relèvement de ses taux directeurs, abaissés d'un quart de point au début de novembre.

Rappelons qu'il y a un an le mark valait près de 3,42 F et qu'il redescendait à 3,3450 F en octobre dernier, avant de remonter en raison de la tension sur les taux d'intérêt allemands et de rumeurs hautement fantaisistes sur un réalignement au sein du Système monétaire européen.

Toujours sur un an, le dollar s'est déprécié de 12 % par rapport au franc : il valait encore 6,75 F en septembre 1989, pour tomber au-dessous de 5 F en novembre 1990. Il a fléchi, également, de 12 % par rapport au mark, battant son record historique de baisse à 1,46 DM en novembre 1990.

Enfin, le yen regagnait environ 5 % par rapport au dollar après avoir perdu près de 10 % au printemps. Vis-à-vis des monnaies européennes, il a fléchi de 6 % en 1990, après un recul de 18 % en 1989, ce qui confère aux exportations japonaises un avantage certain, non prévu par les accords du GATT. Pour les analystes, le yen est scandalueusement sous-évalué, mais il faudra attendre la remontée de la devise américaine pour le voir, lui aussi, se révaluer.

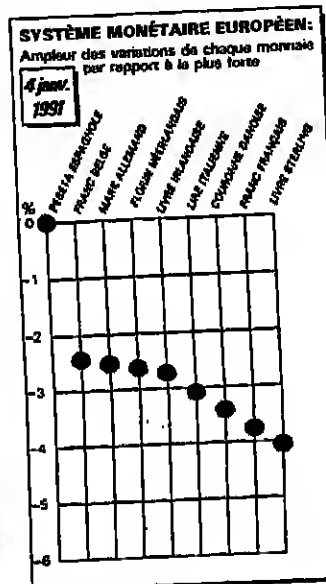
FRANÇOIS RENARD

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 2 JANVIER AU 4 JANVIER 1991

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	Deutsche	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,5370	1,5370	19,586	78,43	66,431	2,3310	38,962	0,0084
Paris	1,5370	1,5370	19,586	78,43	66,431	2,3310	38,962	0,0084
Bruxelles	1,5370	1,5370	19,586	78,43	66,431	2,3310	38,962	0,0084
Zurich	1,5370	1,5370	19,586	78,43	66,431	2,3310	38,962	0,0084
Frankfurt	1,5370	1,5370	19,586	78,43	66,431	2,3310	38,962	0,0084
Amsterdam	1,5370	1,5370	19,586	78,43	66,431	2,3310	38,962	0,0084
Milan	1,5370	1,5370	19,586	78,43	66,431	2,3310	38,962	0,0084
Tokyo	1,5370	1,5370	19,586	78,43	66,431	2,3310	38,962	0,0084

A Paris, 100 yens étaient cotés le vendredi 4 janvier : 3,7871 F, contre 3,7745 F le vendredi 28 décembre 1990.



MATIÈRES PREMIÈRES

Une victoire américaine dans la bataille du maïs

Comme on le présentait au moment des négociations avortées du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), courant décembre, les Américains ont finalement eu gain de cause sur le terrain du maïs. L'année 1991 s'ouvre donc sur un nouveau duel entre le « main jaune » européen et le « grain vert » des États-Unis.

Le premier affrontement avait eu lieu en 1987 lorsque Washington, s'estimant lésé par l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal, avait exigé et obtenu un débouché privilégié pour son maïs et son sorgho.

L'accord en question, qui a expiré le 31 décembre 1990, autorisait les États-Unis à exporter chaque année vers l'Espagne à droits réduits (de 40 % à 50 %) 2 millions de tonnes de maïs et 300 000 tonnes de sorgho. Fin décembre, Bruxelles a finalement proposé cet accord d'une année, utilisant semble-t-il le maïs comme monnaie d'échange pour apaiser avec Washington d'autres différends portant sur la viande bovine et ovine et sur la réglementation contenue dans les vins français.

PRODUITS	COURS DU 4-1
Café h. g. (London) Trois mois	1 352 (-4) Livres/tonne
Aluminium (London) Trois mois	1 594 (+21) Dollars/tonne
Nickel (London) Trois mois	8 675 (+275) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Mars	295,50 (-7,70) Francs/tonne
Café (London) Janvier	609 (+5) Livres/tonne
Cacao (New-York) Mars	1 150 (+1) Dollars/tonne
Biz (Chicago) Mars	257,50 (-3,50) Cents/bushel
Maïs (Chicago) Mars	233,75 (+1,75) Cents/bushel
Soya (Chicago) Mars	172,40 (+4) Dollars/courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Enfin, dans un communiqué publié en fin d'année, l'AGPM (Association générale des producteurs de maïs) a fait savoir son indignation, jugeant « contradictoire de réclamer, d'un côté, l'ouverture des frontières commerciales et, de l'autre côté, de s'opposer par la menace d'une guerre commerciale à la mise en œuvre de l'accord de la CEE, le soldé positif de leur balance commerciale avec ce pays a plus que doublé depuis 1987 ».

L'AGPM précise en outre qu'« aucune raison objective de préjudice ne permettrait aux États-Unis de demander le renouvellement de cet accord puisque, malgré l'entrée de l'Espagne dans la CEE, le soldé positif de leur balance commerciale avec ce pays a plus que doublé depuis 1987 ».

Soutien « naturel »

Ces tensions s'inscrivent dans un contexte où l'AGPM, en outre, ne permettrait pas aux États-Unis de demander le renouvellement de cet accord puisque, malgré l'entrée de l'Espagne dans la CEE, le soldé positif de leur balance commerciale avec ce pays a plus que doublé depuis 1987. Les tensions s'inscrivent dans un contexte où l'AGPM, en outre, ne permettrait pas aux États-Unis de demander le renouvellement de cet accord puisque, malgré l'entrée de l'Espagne dans la CEE, le soldé positif de leur balance commerciale avec ce pays a plus que doublé depuis 1987.

Il reste qu'en raison des intempéries et des baisses de récolte consécutives les prix du maïs se sont nettement raffermis, gagnant au premier trimestre de la campagne 1990 entre 10 et 15 % par rapport à la même période de 1989. Si la consommation ne diminue pas, les Douze devront probablement importer du maïs des pays tiers, sans que l'on sache aujourd'hui à quelle hauteur. Avant d'importer du grain jaune sur une base de

155-160 F le quintal, les utilisateurs de la Communauté pourraient en effet s'approvisionner en priorité en céréales de substitution produites dans la CEE (blé, orge) à des prix plus accessibles.

Quant au marché mondial, il devrait se contracter à 64 millions de tonnes pour la campagne 1990-1991, contre 74 millions de tonnes en 1989-1990, essentiellement en raison d'une diminution sensible des prévisions de la CEE. Les États-Unis feront les frais de cette désaffection, ce qui explique en partie leur détermination à s'assurer le plus longtemps possible le débouché européen.

Pour les mnés et années à venir, les amateurs de prévisions se montrent plutôt optimistes pour le maïs. Une étude réalisée par des professionnels américains estime que sur la base d'un cycle losaure de 18,6 années, dit cycle de Thompson, la décennie sera marquée par deux grandes années de sécheresse, 1993 et 1997. La demande de maïs devrait en outre s'accroître, tant pour la consommation animale que pour les usages industriels (déchets de vocation environnementale). Aux États-Unis enfin, malgré la réduction des programmes obligatoires de gels des terres, les superficies consacrées au grain jaune ne devraient augmenter que très modérément.

ERIC POTTORINO

Le géant indonésien de l'étain dans le rouge en 1990. - La société d'étain indonésienne Tambang Tinah, l'un des plus gros producteurs mondiaux d'étain, a enregistré en 1990 des pertes évaluées à 2,16 millions de dollars (environ 10,1 millions de francs). Ces mauvais résultats sont dus au niveau des cours de l'étain sur le marché mondial en 1990, et vont obliger la société à réduire ses coûts de production de 6 000 dollars la tonne actuellement à 5 800 dollars en 1991, puis à 4 500 dollars d'ici à 1995. Les stocks mondiaux atteignent actuellement 40 000 tonnes. L'Indonésie a produit 31 800 tonnes d'étain de mars 1989 à février 1990, et a exporté 15 500 tonnes au cours des sept premiers mois de 1990.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

L'espoir fait vivre

Après une fin d'année maussade, les marchés ont effectué un petit galop d'essai cette semaine, s'accrochant au moins à espérer, à savoir les rumeurs sur une éventuelle renouveau diplomatique entre Américains et Irakiens. La confirmation de ces rumeurs jeudi, l'échéance mars sur le MATIF, retombé à 100,80 à la veille du week-end, de sorte que le rendement de l'obligation assimilable du Trésor à dix ans est revenu de 10 % à 9,83 %, pour le plus grand bien de l'adjudication mensuelle d'OAT (voir plus loin). Le maintien des taux directeurs de la Banque fédérale d'Allemagne jeudi, lors de la réunion de son conseil d'administration, a eu également un effet bénéfique.

On mesure à quel point smit fortes les anticipations latentes d'une baisse des taux d'intérêt en France, que rendraient nécessaire le ralentissement de l'économie et le possible amélioration de la situation relative de la France vis-à-vis de l'Allemagne sur tous les plans. Ainsi, cette semaine, l'écart entre les rendements des emprunts d'État à dix ans à Paris et à Francfort est revenu aux environs d'un point. Toute réduction supplémentaire et durable de cet écart, tombé à 0,7 point un moment l'an dernier, est suspendue à l'attitude de la Banque fédérale d'Allemagne. Son vice-président, M. Helmut Schlesinger, n'a-t-il pas annoncé il y a huit jours que la Banque centrale allemande n'hésiterait pas à relever ses taux directeurs si la confiance dans le mark était ébranlée. Son président, M. Karl Otto Poehl, a enfoncé le clou en réaffirmant que la stabilité du mark était encore plus importante en 1991 qu'en 1990, en raison des besoins de financement pour la réunification. A bon entendeur, salut !

Aux États-Unis, l'événement de la semaine a été l'abaissement d'un

demi-point du taux de base des banques, ramené de 10 %, taux en vigueur depuis janvier 1990, à 9,50 %. Cette décision était très attendue après la réduction du taux d'escompte de la Réserve fédérale de 7 % à 6,50 %, le 19 décembre dernier. De vives pressions s'exerçaient sur les établissements bancaires pour diminuer le coût de leur crédit, mais ces établissements se montraient rétifs, mis dans l'obligation de reconstruire des marges bénéficiaires très fortement entamées d'augmenter substantiellement leurs cotisations au Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC), fonds de garantie des dépôts.

100 milliards de francs d'emprunts d'État en 1991

Sur le marché obligataire de Paris, l'année a commencé par la première adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor pour 7,1 milliards de francs au milieu de la fourchette fixée, 6 à 8 milliards de francs. Les rendements offerts se sont inscrits en légère baisse, 10,03 % contre 10,13 % il y a un mois pour la ligne à trente ans (2019) et 9,93 % pour la nouvelle ligne à dix ans (2001), 5,75 milliards de francs étant adjugés sur une demande de 11 milliards de francs pour cette ligne.

L'émission effectuée jeudi, jour où les rendements ont baissé, a été un succès. Si la demande finale par les investisseurs a été très peu importante (toujours les incertitudes), les spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) ont pratiquement tout souscrit et en ont été immédiatement récompensés, puisque, le lendemain de l'adjudication, les rendements du marché secondaire étaient revenus de 9,93 % à 9,83 % sur l'échéance à dix ans, belle récompense pour les SVT, qui, l'an dernier, avaient particulièrement

souffert, perdant de l'argent un mois sur deux. Cette fois-ci, ils en ont profité pour souscrire 3,5 milliards de francs de plus, un record, au titre des offres non compétitives, de concert avec les Banques centrales étrangères.

M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, et ses services ont arrêté le programme d'émissions d'obligations assimilables du Trésor pour 1991, 100 milliards de francs contre 114,4 milliards en 1990, chiffre officiel après plusieurs variations. Cet objectif, en baisse par rapport à l'année dernière, reflète la diminution prévue du déficit budgétaire, ramené à 80,7 milliards de francs, et permet de satisfaire les besoins de financement à long terme de l'État, somme du déficit du budget et des amortissements d'emprunts obligataires évalués à 107,8 milliards de francs. Les émissions d'OAT en 1991 représenteront environ 15 % de ces 100 milliards de francs, soit une quinzaine de milliards de francs, contre 16,25 milliards de francs en 1990, montant auquel s'est ajouté un emprunt syndiqué, garanti par les banques, de 10,44 milliards de francs.

Il n'est pas prévu cette année d'émissions à échanger contre des obligations renouvelables du Trésor (ORT) comme en 1989 pour 32,7 milliards de francs et en 1990 pour 13,27 milliards de francs. On sait que ces ORT émis entre 1983 et 1985 pour trois ans renouvelables, soit six ans, étaient remboursables en fin de période, capital et intérêts cumulés, pratique peu orthodoxe destinée à reculer les échéances, surtout pour les intérêts qui sont payés par le budget. Le stock d'ORT est pratiquement épuisé, un dernier remboursement normal de 3,9 milliards de francs à l'échéance devant être effectué en juin 1991.

F. R.

M. Jean-Claude Martin président de l'université Paul-Sabatier de Toulouse

M. Jean-Claude Martin, professeur d'électronique et ancien recteur, a été élu au premier tour de scrutin, jeudi 3 janvier, président de l'université Paul-Sabatier de Toulouse (Toulouse-III), poste qu'il avait déjà occupé de 1976 à 1981. Il succède à M. Jean Conté, dont le mandat arrivait à échéance.

Né le 12 novembre 1937 à Laurens (Hérault), M. Jean-Claude Martin a fait ses études de physique et d'électronique à l'université de Toulouse avant de devenir attaché puis chargé de recherche au CNRS (1962-1967). Nommé maître de conférences (1968), puis professeur (1971) à la faculté des sciences de Toulouse, il est directeur de l'Institut universitaire de technologie de Toulouse jusqu'en 1976, date à laquelle il est élu président de l'université Toulouse-III (Paul-Sabatier). M. Jean-Claude Martin a ensuite été recteur de l'académie de Bordeaux de juillet 1981 à juillet 1986.

Au cours d'une visite en Cisjordanie

Le président de l'Assemblée générale de l'ONU a été hué par des colons israéliens

Le président de l'Assemblée générale des Nations unies, la Malaisie Guido de Marco, a bouclé vendredi 4 janvier une visite de quarante-huit heures dans les territoires occupés en Cisjordanie et à Gaza relevant du « baril de poudre prêt à exploser ».

JÉRUSALEM

de notre correspondant

M. de Marco, qui était venu « entendre, regarder, comprendre », aura été « servi », si l'on peut dire. Voulu se rendre à Gaza dans le plus grand, et le plus misérable, des camps de réfugiés, Jabalya, il y est arrivé au moment d'affrontements entre l'armée et les Palestiniens et n'a pu rester que quelques minutes. Attendu le lendemain, cette fois en Cisjordanie, dans le camp de Dheish, près de Bethléem, son cortège a été bloqué dans un embouteillage, là encore du fait d'une confrontation sur la route entre Palestiniens et forces de l'ordre.

Dans la file des voitures arrêtées se trouvaient une demi-douzaine de colons israéliens qui ont eu bon, apercevant le cortège onusien, d'aller insulter M. de Marco et même, selon certaines sources, de cracher sur sa voiture et de lui barrer la route. Le président de l'Assemblée générale a dû rebrousser chemin et n'a pu se rendre à Dheish.

Diplomate consommé, M. de Marco n'a pas insisté sur ces péripéties. Il s'est concentré, devant la presse, sur la signification essentielle d'une visite organisée par l'UNRWA - l'organisme de l'ONU en charge des réfugiés palestiniens - dont il était l'invité. Après la série de résolutions des Nations unies votées dans la foulée des incidents du Mont du Temple à Jérusalem en octobre dernier, il s'agissait de marquer la préoccupation de la communauté internationale devant la dégradation continue de la situation dans les territoires occupés. Abordant une question qui suscite une extrême méfiance chez les Israéliens, M. de Marco a laissé entendre, à demi-mot, qu'il lui paraissait de la compétence de l'UNRWA de relever les atteintes aux droits de l'homme dans les territoires palestiniens pour éviter d'être victimes et qu'il lui semblait que l'Etat hébreu, « Etat démocratique », ne devrait point y trouver à redire. Israël redoute que l'ONU puisse, par ce biais, accroître son intervention dans les territoires.

M. de Marco a rendu hommage au travail de l'UNRWA, dont le personnel, essentiellement palestinien, s'acquiesce de sa mission dans des conditions fort délicates. Il avait été auparavant reçu par le ministre israélien des affaires étrangères pour un entretien qualifié de « franc » mais « amical ». M. David Lévy a tenu à rappeler, notamment, que la communauté internationale ne s'était guère pré-occupée de la Cisjordanie et de la

bande de Gaza lorsque ces territoires étaient occupés par la Jordanie et par l'Egypte.

La visite de M. de Marco a eu lieu au cours d'une semaine où les affrontements ont encore été nombreux et meurtriers. La journée de vendredi a été marquée par un incident que la police israélienne, encore dans la soirée, a qualifié d'« accident » ou d'« attentat ». Un peu avant l'entrée de la bande de Gaza, un chauffeur de bus palestinien est entré en collision - volontairement, selon certains témoins - avec une voiture israélienne, tuant son occupant, une jeune femme de vingt et un ans, avant de prendre la fuite; bloqué dans un embouteillage, il serait descendu de son bus une barre de fer à la main et a été tué d'un coup de feu par un des automobilistes qui l'avait pris en chasse.

Bref, éclairci en cette période de confrontation renouvelée, dans la ville de Jérusalem, le maire de la ville, M. Teddy Kollek, et le Palestinien Fayal Hussein, qui passe pour être un des principaux porte-parole du Fath, ont accepté, au début de la semaine, de se rencontrer. Il ne s'agissait évidemment « pas de négocier, juste de parler », lors d'un débat organisé par un hebdomadaire israélien, *Kol Haïr*, sur l'avenir de Jérusalem. Mais dans le climat actuel, c'est, de part et d'autre, un geste aussi courageux qu'exceptionnel.

ALAIN FRACHON

GRÈCE

Aide d'urgence de la CEE pour les réfugiés albanais

La Commission européenne a décidé d'accorder une aide d'urgence de 500 000 écus en faveur des réfugiés albanais qui affluent en Grèce, a annoncé vendredi 4 janvier son porte-parole. Cette aide, qui répond à une demande du gouvernement grec, permettra de fournir des secours de première nécessité à environ cinq mille personnes, a précisé la Commission.

Depuis le 30 décembre, quatre mille six cent quarante Albanais se sont réfugiés en Grèce, alors qu'ils étaient 5 350 pour toute l'année 1990, selon Athènes. Le nouveau afflux a semblé se tasser vendredi, avec deux cent quarante arrivées contre quatre cents la veille. Des gardes-frontières albanais sont en effet réapparus dans des hélicoptères, obligeant, selon des témoignages, certains réfugiés à rebrousser chemin. - (AFP)

A Oyonnax, dans l'Ain

Deux familles roumaines menacées d'expulsion

Deux familles roumaines qui avaient émigré à Oyonnax quelques mois avant la révolution de décembre 1989 vont devoir repartir dans leur pays à la suite du refus de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) de leur accorder l'asile politique.

L'une d'entre elles avait même reçu une mise à demeure de quitter la commune française à compter du 28 décembre, la date de son départ ayant toutefois été repoussée au 7 janvier 1991 pour lui permettre d'obtenir un visa de transit italien.

OYONNAX

de notre correspondant

Lorsqu'ils arrivèrent dans la « plaine de la vallée » en août 1989, les Moraret, Constantin, le père, quarante ans, son épouse, Mihaela, et leur fils de quatorze ans, Dragos, c'est moins pour fuir un régime où ils jouissent d'un certain nombre de privilèges, en particulier financiers, que pour travailler « en toute liberté, avec le sentiment de s'exprimer et d'apporter quelque chose de concret à la société ».

Ingénieur mécanicien à Brasov, M. Moraret occupe un poste de chef de projet, reçoit un salaire confortable et peut se déplacer faci-

lement à l'étranger. « J'ai quitté la Roumanie par ambition professionnelle, je voulais exercer mon métier comme je l'entendais », explique l'ingénieur roumain, qui s'est très vite intégré à l'Oyonnax, où il a été embauché par la société Billon, de Bellignat, le leader français des presses à injecter.

La trajectoire est similaire pour M. Laurentiu Ilovi, ingénieur électronique, également originaire de Brasov, et qui va, lui aussi, trouver un poste de responsabilité chez le même employeur que son compatriote émigré deux mois avant lui. L'intégration des épouses est également réussie: M^{me} Moraret, technicienne supérieure, trouve du travail dans le bureau d'études Lachaux, à Oyonnax et M^{me} Elena Ilovi, professeur de mathématiques, nommée au CES Jean-Rostand, d'Arbent, par décision rectoriale en date du 7 octobre dernier. Les enfants (les Ilovi ont une fille) sont normalement scolarisés à Oyonnax.

Obtenir un visa de travail

Dès leur arrivée, les deux familles ont demandé l'asile politique. L'OFPRA statue négativement sur le cas des Moraret, dont il rejette également le recours. Et c'est la préfecture de l'Ain qui leur signifie par lettre, en date du 26 novembre dernier, de quitter le territoire français dans le délai d'un mois. L'Office se prononce défavorablement pour M. Ilovi, mais cette décision ne lui a pas encore été signifiée. En revanche, la

situation de M^{me} Ilovi n'a toujours pas été examinée.

Les amis et relations des deux familles, émus et indignés, ont constitué un comité de soutien. Les responsables de la société Billon ont, eux, refusé de leur offrir un logement et de leur verser des indemnités de départ, ce qui leur a permis de se maintenir à Oyonnax.

En vain. Il ne leur a pas été possible d'obtenir d'une administration, marquée dans les contradictions de la réglementation, les visas de travail nécessaires à la pérennité du séjour de leurs employés. « On nous demande d'avoir une autorisation du ministère compétent pour exercer une activité professionnelle et, dans le même temps, l'administration préfectorale bloque la demande faite par la société Billon parce que nous avons demandé l'asile politique et que nous sommes entrés en France avec un visa touristique valable pour un séjour de trois mois au plus », explique M. Moraret, qui, en revanche, dit « parfaitement comprendre » la décision de l'OFPRA. « Selon les termes stricts de la convention de Genève, nous ne pouvons pas obtenir le statut de réfugiés, c'est logique. Ce que nous voulons, c'est pouvoir obtenir un visa pour travailler ici. La société occidentale n'est pas une société d'exploitation. Elle met en valeur les hommes. J'ai eu l'occasion de la vivre ici où j'ai été reconnu ».

Constantin Moraret et son épouse s'appellent donc à partir d'un

L'avenir d'Antenne 2 et de FR 3

M. Hervé Bourges lance

« une vaste série de consultations »

Le nouveau président commun d'Antenne 2 et FR 3, M. Hervé Bourges, a annoncé, vendredi 4 janvier, « une vaste série de consultations avec des professionnels et les représentants qualifiés des deux sociétés afin de définir les bases d'un projet pour la télévision publique ». Dans un message de vœux adressé vendredi à tous ses collaborateurs, le nouveau président souligne que les deux chaînes vont devoir « mettre un terme (à leurs) revers conjoncturels ». Mais surtout, ajoute M. Bourges, « nous devons mener ensemble une vaste entreprise de reconstruction, afin d'armer la télévision publique pour l'avenir »: modernisation, redéfinition des rôles, concentration des forces, optimisation des ressources. « La complémentarité d'Antenne 2 et de FR 3, ajoute le président, sera une autre carte maîtresse (...). L'initiative de M. Bourges, qui reprend à son compte une idée émise par son prédécesseur, M. Philippe Guillaume, dans les derniers mois de son mandat, ne manque pas de surprendre. La « vaste série de consultations » promise par le président d'Antenne 2 et FR 3 n'a-t-elle pas eu

lieu, il y a moins de deux ans, sous la houlette de M^{me} Catherine Tasca? Le ministre délégué à la communication avait alors réuni quatre groupes de travail composés de représentants des entreprises, des syndicats, des pouvoirs publics et d'experts indépendants (Le Monde du 25 février 1989).

Leurs travaux avaient donné lieu à quatre rapports qui devaient servir de « base » à la politique du gouvernement en faveur de l'audiovisuel public. M. Bourges, apparemment, juge souhaitable de tout reprendre à zéro.

P.-A. G.

Un reportage de TF 1 sur un lycée d'Ivry

Le CSA demande une information préalable des téléspectateurs

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a décidé, vendredi 4 janvier, de demander à TF 1 de ne pas diffuser un reportage réalisé par la chaîne sur le lycée Romain-Rolland d'Ivry (Val-de-Marne) sans informer préalablement les téléspectateurs des conditions de son tournage. « Dans un souci d'honnêteté de l'information », précise-t-on au CSA.

Lors de son enquête, le journaliste de la Une avait en effet déclaré sa véritable identité à l'administration du lycée, mais pas aux professeurs et aux élèves. A ces derniers, il avait affirmé qu'il était un conseiller principal d'éducation stagiaire effectuant un montage audiovisuel à des fins pédagogiques (Le Monde du 25 décembre 1990). Projeté aux enseignants et aux lycéens, le reportage - réalisé depuis - avait suscité de vives réactions, et les professeurs de l'établissement comme le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES) avaient décidé de saisir le CSA.

La directrice de l'information de TF 1, M^{me} Michèle Cotta, s'est indignée vendredi du fait que « ni elle, ni ses collaborateurs, ni le journaliste concerné n'ont été consultés par le CSA » et a estimé que le Conseil - qui n'a pas vu le reportage - « n'a pas tous les éléments du dossier ». « Je ne me sens nullement engagée par sa décision », a-t-elle conclu.

Les cours du pétrole ont atteint à New-York leur plus bas niveau depuis le 3 août

Les cours du pétrole brut ont continué à reculer le 4 janvier à New-York, mais moins fortement que la veille, le baril de brut déclinant néanmoins au-dessous de 25 dollars. Il s'agit du plus bas niveau depuis le 3 août, premier jour de l'invasion du Koweït par l'Irak. Le baril de brut de référence aux Etats-Unis (*light sweet crude*) pour livraison la plus rapprochée en février, a terminé la journée en baisse de 53 cents à 24,95 dollars.

C'est l'annonce d'une rencontre prochaine entre les diplomates américain et irakien qui explique cette détente.

EN BREF

GUATEMALA: rétablissement des relations diplomatiques avec l'URSS. - Le Guatemala et l'URSS ont signé vendredi 4 janvier un accord sur le rétablissement de leurs relations diplomatiques, suspendues depuis 1947. Cet accord « a été permis en partie par les changements démocratiques survenus en Union soviétique et par la fin de la guerre froide », a déclaré M. Mario Hugo Rosal Garcia, vice-ministre guatémaltèque des affaires étrangères. - (Reuters)

ITALIE: trois carabinieri tués à Bologne. - Trois carabinieri ont été tués dans la nuit du vendredi 4 au samedi 5 janvier, dans un quartier périphérique de Bologne, par des inconnus qui ont ouvert le feu au pistolet-mitrailleur sur leur véhicule de patrouille. Selon le chef de la brigade mobile de Bologne, les trois carabinieri sont tombés dans une véritable embuscade, probablement à la suite d'une fausse dénonciation. Quatre caissons avaient été déposés au milieu de la rue, obligeant les policiers à s'arrêter. La fusillade avait été déclenchée par les occupants d'un véhicule qui avait la voiture de police. - (AFP)

EN Tchécoslovaquie, distribution de pilules d'iode de potassium à proximité de centrales nucléaires. - Des pilules d'iode de potassium, substance qui a pour vertu de protéger la thyroïde des radiations, seront distribuées cette année gratuitement aux Tchécoslovaques vivant à proximité de centrales nucléaires, ont annoncé, vendredi 4 janvier à Prague, des responsables de la santé. Les pilules sont déjà disponibles dans les pharmacies situées dans un rayon de trente kilomètres autour de la centrale nucléaire de Jaslovsk Bohunice (sud-ouest de la Slovaquie). D'autre part les Autrichiens demandent l'arrêt des deux premiers réacteurs de cette centrale qui se trouvent à moins de cent kilomètres de Vienne. - (AFP)

Légère baisse de la population pénale en décembre 1990. - La population pénale a baissé de 2,20 % en décembre 1990, passant de 50 210 personnes détenues au 1^{er} décembre 1990, à 49 105 au 1^{er} janvier 1991. Parmi elles, 29 235 étaient condamnées contre 29 622 le mois précédent, le nombre des prévenus baissant de son côté de 20 588 à 19 870.

MARCEL LASSANCE
SOLDES
du jeudi 3 au
Samedi 12 Janvier
17, rue du Vieux Colombar
Paris (6e)
21, rue Marbeuf
Paris (8e)

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a tant ans, le début de l'aventure automobile... 2

ÉTRANGER

La crise du Golfe... 3

Le conflit cambodgien
Les aspérités de la paix à Phnom-Penh... 5

POLITIQUE

Livres politiques
« L'écologie comme humanisme », par André Lauréna... 6

Le RPR et les partitelles
M. Chirac face aux dissidents... 7

Un point de vue
de Louis Mexandeau
Du congrès de Tours au congrès de Saint-Ouen... 7

SOCIÉTÉ

Armée de terre
Une directive de M. Chavannes... 8

Paris-Dakar
Le sable, enfin... 8

HEURES LOCALES

Des communes plaines d'énergie • Basençon snobe la Gourette • Les Brichons hélent le « Tachib » • Dossier: le foncier contre les ghettos... 9 à 11

CULTURE

Le retour
des sœurs McGarrigle
La patita musica du Québec anglophone... 12

Les dessous de Paris
Une mauvaise exposition consacrée aux sous-sols de la capitale... 12

ÉCONOMIE

Croissance du chômage
aux États-Unis
La plus haute depuis juillet 1987... 15

Les galettes
de la Croix Rouge
Une difficile négociation avec les boulangers-pâtisseries... 15

Privatisations
tchécoslovaques
Les brasseries U Fleku reprises par leurs anciens propriétaires... 15

Revue des valeurs... 18

Changes, Crédits
Grands Marchés... 17

Services

Abonnements... 2

Carte... 14

Météorologie... 14

Mots croisés... 14

Radio-Télévision... 13

Spectacles... 13

La télématique du Monde:
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
daté 5 décembre 1991
a été tiré à 499 712 exemplaires.